

Analyse des résultats de la co-définition participative du bien-être de tous dans les communautés rurales du Cap-Vert par la méthodologie SPIRAL

1- Rapport principal – Parties 1 à 6

« Nous sommes une sorte de gouvernement local. Nous n'avons pas de force de police, nous ne levons pas d'impôts mais nous produisons et entretenons des logements, nous nettoyons les rues, nous créons des emplois, nous soutenons les activités économiques. [...] Nous intervenons parfois pour la sécurité du quartier, nous créons des espaces publics, nous avons réalisé et nous entretenons des aires de jeux et des parcs, nous soutenons des activités pour les jeunes. [...] Nous ne sommes pas partie prenante du gouvernement mais nous représentons un intermédiaire entre les individus et le système, qu'il s'agisse du gouvernement, du secteur privé ou d'associations à but non lucratif. Nous participons à la connexion entre l'individu, l'État et d'une certaine façon l'économie ».

Marie Hélène Blake

Remerciements

Je souhaite avant tout remercier à tout le personnel du PNLN pour m'avoir donné l'occasion extraordinaire de réaliser un travail de terrain, d'un seul mois, au Cap-Vert pour une mission de prospection et, spécialement, à Jorge Guimarães qui s'est chargé de l'organisation de tous mes déplacements dans les îles de Santiago, Fogo, Brava, São Vicente et Santo Antão, ainsi qu'un spécial remerciement à Carlos Almeida, le chauffeur qui m'a emmené à l'aéroport à des heures intempestives.

Je remercie en particulier toutes les personnes énumérées ci-dessous, qui m'ont dédié leur temps pour la meilleure compréhension du milieu associatif Cap-Verdien et ont eu la patience de répondre à mes innombrables questions sur le fonctionnement du Plan de Lutte contre la Pauvreté en milieu rural, et concrètement :

- Personnel de l'Unité Central du PNLN à Praia : Ramiro Azevedo, Jorge Diez, Jorge Guimarães et Carlos Almeida.
- Personnel du bureau CRP de Fogo : Alindo Brandão, Carlos Silva, José Cabral, Carmelita Fernandes
- Personnel du bureau CRP de Brava : Abel Silva, David Almicar
- Personnel du bureau CRP de São Vicente : Adilson Sancha, Antonio Lima.
- Personnel du bureau CRP de Santo Antão : Adriel Mendes, Armando Delgado, Ana Paula
- Personnel du bureau CRP de Santiago Nord : Marinete Almeida.
- Personnel du bureau CRP de Santiago Centre : Mario Jorge Mendes, Anilo Jorge Varela, Nelson Jorge Moreira, M^a de Fátima Limedo, Lionede Vaz, Carlos Manuel Vaz.
- Personnel du bureau CRP de Santiago Sud : Francisco Mendoza, Honorata Moreno, Marize, Arlinda de Graça, Aderito Correia, et Lorenzo Lopez.

Je ne suis pas prête d'oublier ces palpitants voyages en tout-terrain et à pied pour rejoindre les villages reculés, et je veux aussi être reconnaissante envers les 85 personnes enquêtées : les présidents des communautés (ACD), les techniciens des services déconcentrés de l'état, ainsi que les volontaires des ONG : l'OAF et LAÇO BRANCO, pour leur gentillesse d'avoir participé aux entretiens.

Un spécial remerciement à Maite Alonso, mathématicienne spécialiste en statistique par son aide désintéressée avec les premiers travaux et tableaux statistiques, et surtout par sa contribution aux travaux de correction de la base de données. Un grand merci pour son enseignement au professeur de statistique Antonio Liste Vaamonde, de l'Université Sciences Économiques de Vigo, ainsi qu'à Manoli Fontanillo Fontanillo professeure de biostatistique de l'Unité d'appui à la recherche du CHUVI de Vigo.

En outre je veux transmettre une énorme gratitude à Maria Luisa da Silva (« Zaia ») et Kadi qui m'ont nourrie et accueillie chez-eux comme une des leurs.

Enfin, un grand merci à Maria Dolores Pérez Bravo qui m'a apporté une aide précieuse en acceptant de relire ce travail.

Sommaire

Sigles et acronymes	6
Introduction au Cap-Vert	7
1.1- Le milieu géographique	7
1.2- La démographie	7
1.3- La politique	8
1.4- L'économie	8
2.2- Le Programme FIDA des Nations Unies	10
Le SAP 2008	11
2.1- Le Système d'auto-évaluation participative « SAP 2008»	11
2.2- La population participante : les Associations communautaires de développement rural « ACD »	12
2.3- L'équipe d'enquête	14
2.4- La collecte de critères	15
2.5- La méthode développée	16
Les variables de l'étude	18
3.1- Introduction	18
3.1.1- Les groupes homogènes (groupes homogènes)	18
3.1.2- Les variables du milieu géographique	19
3.1.3- L'âge et sexe de la population participante	21
3.1.4- Les questions proposées	22
3.1.5- Les dimensions	22
3.1.6- Les bénéficiaires	24
3.1.7- L'objet : de quoi parle-t-on ?	24
3.1.8- La signification	25
Premiers résultats	27
4.1- Ratio : question-critère	27
4.2- Sexe de la population participante	28
4.3- L'âge des participants	29
4.4- Limitations et obstacles de l'étude	32
Les dimensions	35
5.1- Premiers résultats	35
5.2- Les dimensions et le sexe des participants	38
5.2.1- Composantes d'intérêt chez les femmes	38
5.2.2- Composantes d'intérêt chez les hommes	39
5.3- La corrélation entre les variables : « sexe » et « âge », et la variable « dimension »	40
La variable « objet » à travers des dimensions	42
6.1.- La dimension A « Accès aux moyens de vie »	42
6.1.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être	43
6.1.1.1- Analyse des « stades de la perception »	43
6.1.1.2- Composante A03 « Logement / aménagement » : 22,51% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A)	46
6.1.1.3- Composante A05 « Éducation / formation » : 16,77% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A)	48

6.1.1.4- Composante A06 « Emploi / travail » : 16,10% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A	50
6.2- La dimension B « Cadre de vie »	54
6.2.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être	56
A) Analyse des « stades de la perception »	56
6.2.1.1- Composante B02 « Infrastructures et équipements de base » : 44,68% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B	58
6.2.1.2- Composante B07 « Cadre de production et de travail » : 18,34% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B	59
6.2.1.3- Composante B04 « Lieux de rencontres et de loisirs » : 13,62% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B	61
6.2.1.4- Composante B01 « Salubrité, pollution, bruit » : 9,15% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B	63
6.3- La dimension C « Relations avec et entre les organisations »	65
6.4- La dimension D « Relations personnelles »	72
6.5- La dimension E « Équilibres sociétaux »	77
6.6- La dimension F « Équilibres personnels »	82
6.7- La dimension G « Sentiments de bien/mal-être »	86
6.8- La dimension H « Attitudes et initiatives »	93
6.8.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être	94
6.8.1.1- Composante H03 « Attitude / être sociable » : 22,68% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension H	96
6.8.1.2- Composante H07 « Dynamique, volonté collective » : 19,61% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension H	97
6.8.1.3- Composante H04 « Rencontrer / écouter, être solidaire » : 18,36% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension H	98

Parties 7 à 12 _____ *voir deuxième fichier*

Annexes _____ *voir troisième fichier*

Sigles et acronymes

ACD	Association Communautaire de Développement (Association des habitants d'une Communauté rurale/village)
CRP	Commission Régionale de Partenaires (Plateforme Multi-Acteurs d'un territoire inter-municipal : en général une île ou une partie de l'île dans le cas de Santiago)
DGP	Direction Générale de Pêche.
IDH	Indice de Développement Humain
INPD	Institut National de Développement de Pêche
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNLP	Plan National de Lutte contre la Pauvreté
PLPR	Plan national de Lutte contre la Pauvreté en milieu Rural
SAP	Système d'Autoévaluation Participative selon la méthodologie SPIRAL (Composé de 3 volets : 1) Co-construction des critères et indicateurs de bien-être ; 2) Co-évaluation participative des actions/microprojets; 3) Co-évaluation participative des ACD et CRP
SPIRAL	Societal Progress Indicators for the Responsibility of All.
UCP	Unité de Coordination du Programme (au niveau national)

Introduction au Cap-Vert

1.1- Le milieu géographique

La République du Cap-Vert est un État insulaire situé dans l'océan Atlantique occidental au large de la côte Africaine. Cet archipel de dix îles volcaniques, dont une non-peuplée, se situe à 800-1000 km de la ville de Dakar (Sénégal), au large des côtes du Sénégal, de la Gambie et de la Mauritanie.



L'archipel se divise en deux séries d'îles : au sud les îles de Sotavento (Brava, Fogo, Santiago et Maio) et au nord les îles de Barlovento (Boa Vista, Sal, São Nicolau, Santa Luzia, São Vicente et Santo Antão).

1.2- La démographie

L'archipel du Cap-Vert, au large du Sénégal, est constitué de neuf îles abritant une population de 531 046 habitants en 2013.¹

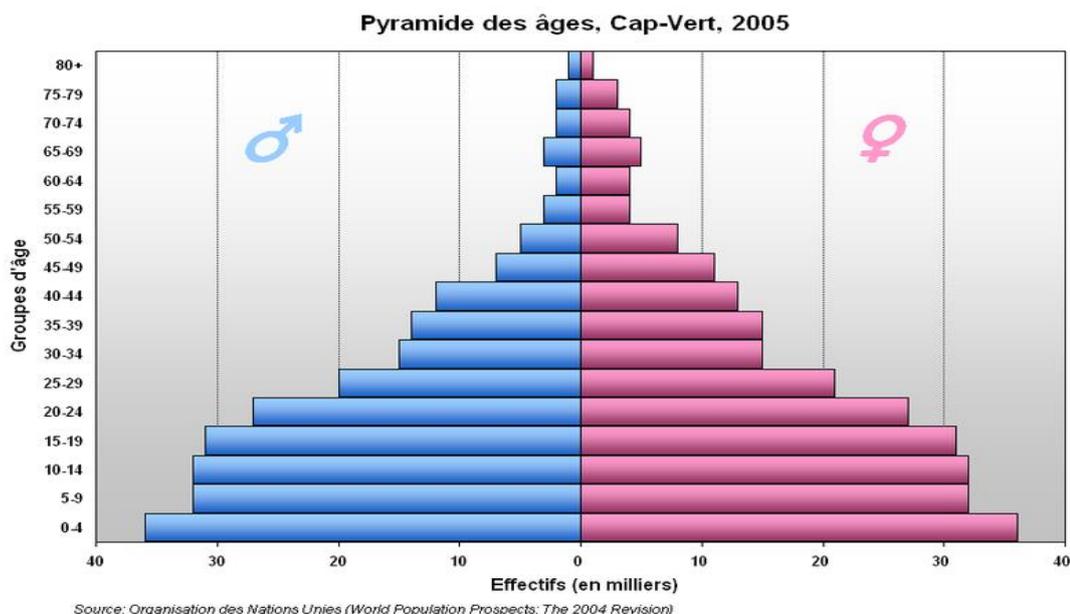
Selon les données du gouvernement du Cap-Vert, au début de l'année 2000, le décompte de la population totale résidente s'est établi à 448.000 habitants –dont 47% en milieu rural-²

L'émigration demeure un phénomène important: on estime à 12.206 le nombre de nouveaux migrants entre 1995 et 2000 (dont 47% de femmes). Le solde migratoire sur la période est négatif : 7.290.³

¹ <http://populationsdumonde.com/fiches-pays/cap-vert>

² Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), République du Cap-Vert, « *Programme National de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural (PLPR)* Mission de Suivi du 12 au 21 avril ». p. 15

³ Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales du Cap-Vert. « Conditions et perspectives de retour des immigrants au Cap-Vert, et mobilisation de la diaspora pour le développement du Cap-Vert migrations, retours et développement » (septembre 2008) ISPI, Via Clerici 5, Milan.



1.3- La politique

Le Cap-Vert est devenu une république indépendante depuis 1975 et, depuis 1991, dispose d'une démocratie formelle implantée aussi bien à l'échelle nationale que locale.

Le jeu politique est sain, étant la résultante de la stabilité des grandes institutions, de la crédibilité du processus démocratique dans lequel le pays est engagé, et de l'exercice des libertés civiles et des droits politiques.

Au cours de la décennie écoulée, le pays a organisé 4 élections présidentielles et 4 législatives. Elles se sont non seulement déroulées en toute régularité, mais ont aussi été marquées par l'alternance démocratique qui semble avoir pris dans la culture politique.⁴

1.4- L'économie

Durant les trente dernières années le gouvernement a accompli d'importants progrès en matière de croissance économique, d'amélioration de l'éducation et de la santé. On présume que le pays passera ainsi de la catégorie des pays défavorisés à celle des pays à revenus intermédiaires ; il est prévu qu'il puisse atteindre en 2015 les objectifs de développement du millénaire en matière de santé et d'éducation.

⁴ http://en.wikipedia.org/wiki/File:Pyramide_Cap-Vert.PNG

Dans la mesure où l'agriculture et la pêche ne représentent au total que 6,8% du produit intérieur brut (PIB), la majorité des pauvres sont agriculteurs ou pêcheurs. Les pauvres sont aussi nombreux parmi les travailleurs des secteurs du commerce et de la construction.⁵

Par ailleurs, la faiblesse des ressources se conjugue à un régime foncier inéquitable qui privilégie les propriétaires terriens. Les exploitants les plus démunis dépendent par conséquent d'exploitations fortement morcelées et de petite taille.

Environ 40% des terres arables non irriguées appartiennent à des agriculteurs qui cultivent eux-mêmes la terre et la superficie moyenne des parcelles irriguées représente près de 500 m² par famille.⁶ La population rurale du Cap-Vert tire sa survie d'une base de ressources totalement inadaptée à ses besoins.

Un terrain rocailleux, des conditions climatiques extrêmement rigoureuses, des ressources halieutiques limitées, et la rareté de perspectives d'activité économique indépendantes de l'exploitation des ressources naturelles, expliquent la très forte incidence de la pauvreté en milieu rural.⁷

Un climat aride et une pluviométrie aléatoire ont engendré une série de famines successives et meurtrières tout au long de son histoire, cela jusqu'aux premières mesures d'aide alimentaire internationale en 1947.

L'émigration est considérable: aujourd'hui, trois Cap-Verdiens sur quatre vivent à l'étranger. Au cours des quatre dernières décennies, ces ruraux désavantagés ont survécu grâce aux envois de fonds des membres de leur famille travaillant à l'étranger et aux salaires reçus de l'État, dans le cadre des chantiers à forte intensité de main-d'œuvre (« *trabalho de faima* »).

De plus, le chômage, le faible niveau de scolarisation et de qualification, la quantité de familles nombreuses et le manque de secteurs d'activité sont des facteurs de pauvreté, d'autant plus accentuée dans les foyers dirigés par une femme.

Cependant, le pays a affiché une des meilleures performances économiques du continent africain. Entre 2004 et 2007, le taux de croissance du PIB a été de 7% en moyenne, avec une maîtrise de l'inflation (6,8% en 2008), du déficit budgétaire (1,2% du PIB en 2008) et de l'endettement (41,5% du PIB pour la dette extérieure et 15,8% pour la dette intérieure en 2008). Les moteurs de croissance sont la montée en puissance du tourisme à partir de 1999, la robustesse du taux d'investissement qui a atteint 48% du PIB en 2008, les transferts de la diaspora, les IDE et l'APD.⁸

⁵ [http://www.indexmundi.com/fr/cap-vert/produit_interieur_brut_\(pib\)_par_habitant.html](http://www.indexmundi.com/fr/cap-vert/produit_interieur_brut_(pib)_par_habitant.html)

⁶ http://www.ruralpovertyportal.org/web/rural-poverty-portal/country/home/tags/cape_verde

⁷ FIDA : « Oeuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au Cap-Vert ». (septembre 2006)

⁸ - Banque africaine de développement, fond africain de développement. « *République du Cap-Vert. Document de stratégie-pays 2009-2012* » Département régional-Ouest 2 (ORWB) (Septembre 2009) p. 5.

2.2- Le Programme FIDA des Nations Unies

Le FIDA est une agence spécialisée des Nations Unies qui a pour mission de combattre la pauvreté rurale dans les régions les plus défavorisées du monde.⁹ Au moyen de prêts à faible taux d'intérêt et de dons, le Fonds élabore et finance des projets et des programmes qui permettent aux ruraux pauvres d'échapper par eux-mêmes à la misère.

Depuis 1978, le FIDA a financé 4 projets et programmes de développement rural au Cap-Vert pour un montant total de 24,4 millions de dollars. Le « Programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural » représente l'un des axes prioritaires du gouvernement. Au cours des années 90, des réflexions et des négociations avec les bailleurs de fonds ont donné lieu à l'élaboration de stratégies et programmes nationaux, tel que le programme PLPR: programme de lutte contre la pauvreté rurale, cofinancé par le gouvernement, le FIDA et les bénéficiaires.¹⁰

La stratégie adoptée par le FIDA au Cap-Vert consiste à promouvoir la diversification des activités économiques des populations rurales pauvres dans les domaines de l'agriculture, de la pêche et des activités artisanales et vise à mettre en place des infrastructures socio-économiques collectives.¹¹

La base du programme est conçue pour donner une véritable importance à la population rurale, regroupée en Associations Communautaires de Base (ACD), actuellement constituées par environ 504 communautés rurales, distribuées en 9 zones.¹²

Sa stratégie insiste sur la contribution des bénéficiaires au renforcement des capacités des organisations communautaires et le fait qu'ils puissent participer réellement à la prise des décisions locales, ainsi que sur l'instauration d'une collaboration dynamique avec les ONG locales.

⁹ http://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?cur_job_id=31736

¹⁰ Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), République du Cap-Vert, « *Programme National de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural (PLPR)* Mission de Suivi du 12 au 21 avril ». p.8

¹¹ http://operations.ifad.org/es/web/ifad/operations/country/home/tags/cape_verde

¹² Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), « *Œuvrer pour que les ruraux pauvres se libèrent de la pauvreté au Cap-Vert* » (septembre 2006) -(www.ifad.org). P. 23.

Le volet 1 du SAP 2008

2.1- Le Système d'auto-évaluation participative « SAP 2008»

La démarche SPIRAL a été développée au Cap-Vert dans le cadre du PLPR (Programme National de Lutte contre la Pauvreté en Milieu Rural), conçu dans les années 1996-1998 et lancé en 2000 et qui en constitue une des sources fondamentales. En 2008, s'inspirant des développements de la démarche en Europe (Mulhouse, Timisoara, etc.), un Système d'Auto-évaluation Participative (SAP) a été proposé et mis en place dans 104 communautés rurales réparties sur 5 îles, comprenant 3 volets :

- Volet 1 : Co-définition des critères de bien-être par les habitants des communautés.
- Volet 2 : Co-évaluation participative de l'impact des actions, notamment celles réalisées dans le cadre du PLPR
- Volet 3 : Co-évaluation participative des ACD et des CRP (volet additionnel, non existant en Europe)

Le présent rapport s'attache à l'analyse des résultats du volet 1.

Pour plus d'information sur SPIRAL voir [https ;//wikispiral.org](https://wikispiral.org)

D'une manière générale le SAP a amélioré la transparence, démocratie et gestion de certaines ACD et trouvé une solution à leurs problèmes de gestion, leadership, budgétaires, etc. SPIRAL a permis aux associés de débattre sur leurs problèmes, ce qui a été, selon certains gérants des CRP (bureaux territoriaux du programme de lutte contre la pauvreté), de grande aide.

Une constatation immédiate s'est révélée : dans certaines communautés rurales a surgi un soudain intérêt de la part de la population jeune à se joindre au mouvement associatif, des femmes se sont présentées en quête d'un poste de cadre dirigeant de l'ACD, ou bien il s'est produit une activité remarquable de changements et de stimulation des actions associatives, etc. Malheureusement personne n'a rassemblé ou compilé ces faits, ce qui aurait pu donner une idée de l'efficacité du programme, mais aussi une approche sociologique, parce qu'il en découle plein d'anecdotes dignes d'être racontées. On doit donc se limiter à l'analyse des critères obtenue à travers la base de données ESPOIR, ce qui semble plus analytique pour exposer les résultats.

Ce travail prétend montrer les indicateurs de progrès du bien-être au Cap-Vert et s'est axé sur la construction concertée des critères de toutes les aspirations des populations participantes, dans la logique de la coresponsabilité et de l'approche « bottom up ». Cette approche prend en compte les critères des populations participantes dans des décisions stratégiques en tâchant de les améliorer. Ce sont en fait les citoyens eux-mêmes qui, directement, proposent les stratégies et les actions à entreprendre, en assurant progressivement l'accès à des conditions de vie meilleures.

2.2- La population participante : les Associations communautaires de développement rural « ACD »

Dans le cadre du PLPR, dans chaque communauté (village) a été créée une Association Communautaire de Développement (ACD) entre les citoyens de la communauté, organisée juridiquement sous un régime d'association civile et sous une convention où l'on partage de façon permanente activités et connaissances dans le but d'obtenir des aides économiques, provenant en majorité du plan de lutte contre la pauvreté, mais aussi d'autres institutions publiques ou privées telles qu'ONG, associations d'émigrants Cap-Verdiens, particuliers, etc.

Ces associations « constituent le pilier central du programme » et toutes les aides et actions sont distribuées et organisées grâce à leur intervention. Ce sont elles, de fait, à travers leurs assemblées, qui décident de celles les plus urgentes à réaliser, à savoir la construction de logements sociaux, de routes d'accès au village, de bâtiments récréatifs communaux, de réservoirs d'eau, de canalisations, d'égouts, du réseau d'électricité, etc.

Parmi les activités, en général très variées, développées par la plupart des associés, il y a des ACD fondamentalement ou exclusivement agricoles, d'éleveurs, de pêcheurs, etc., c'est-à-dire intégrées par des personnes qui s'associent pour une raison spécifique et pour pouvoir mieux défendre leurs intérêts professionnels ou simplement pour former part du réseau du PNLP. La participation de la population varie très fortement d'un village à l'autre en tenant compte de multiples facteurs comme: l'implication des habitants dans les activités en commun (par exemple les pêcheurs d'un village), la taille de la population (il y a certains noyaux ruraux dans lesquels la majorité de la population appartient à l'ACD), le facteur économique (les aides obtenues encouragent la population à s'associer), le facteur industriel (s'associer pour entreprendre la création d'une industrie), etc.

On compte également parmi ces activités, la demande d'aides économiques pour que les associés puissent initier une activité lucrative (économique, commerciale, industrielle, etc.). Par exemple construire des porcheries, basses cours de volailles, installer des équipements d'arrosage goutte à goutte, acquérir la machinerie pour la transformation des produits agricoles (fromage, marmelade, sucreries, etc.), augmenter les captures de pêche (machines à glace pour la conservation de poisson, chambres froides, flotteurs, filets, moteurs pour bateaux de pêche, etc.), rentabiliser l'élevage (machinerie pour permettre la transformation de la viande pour sa commercialisation), créer de petits commerces de proximité (épiceries, boulangeries, etc.), permettre l'achat d'articles destinés à la vente ambulante, l'ouverture d'ateliers de coiffure, de couture, de fabrication de produits céramiques, etc., mais aussi pour que les élèves des familles les plus défavorisées puissent bénéficier de bourses d'études, pouvoir faciliter aux associés l'accès au crédit (l'association se portant garante de chaque prêt), ou tout simplement pour exercer un soutien moral ou représentatif devant les institutions.

Les ACD ne se mobilisent pas uniquement en quête d'aides économiques, elles le font aussi pour entreprendre de nombreuses activités afin de subvenir à certains besoins qui ne comptent que sur le bénévolat des associés, comme par exemple le nettoyage des rues deux fois par an, la remise des colis de Noël aux familles les plus pauvres (grâce aux produits recueillis par l'ensemble de la communauté),

l'évacuation de malades (dans les zones de montagne sur les épaules des voisins), la collaboration dans les labours de semence, le travail gratuit et en équipe pour la construction de toutes sortes d'infrastructures et bâtiments publics ou privés, que ce soit en bénéfice de la communauté ou d'une famille en particulier, la collecte de dons en espèce auprès de certaines associations pour l'achat de médicaments, etc., ce qu'on appelle en langue créole « DJUNTA MON » (dont on parlera ultérieurement).

Ces associations sont ancrées au territoire et appartiennent à la population qui les compose, qui peut s'associer et appartenir aux ACD en payant une cotisation mensuelle. Elles sont un véhicule de réponse aux besoins des associés et, dans certains cas, à ceux de la population locale. En donnant parole et droit de vote à chacun des associés, on détermine démocratiquement en assemblée les projets prioritaires, les actions à entreprendre, les individus ou familles les plus pauvres qui doivent en être bénéficiaires.

À titre d'exemple, le projet concernant la construction d'un réservoir de stockage d'eaux pluviales d'une zone d'abri, et l'installation d'un système d'irrigation goutte à goutte, sur une superficie totale de 9146 m², dans la communauté ACD TINTEIRA, au profit de cinq familles pauvres, dont quatre dirigées par des femmes (le budget du projet s'est élevé à 1.121.600 escudos).

Certains projets bénéficient à deux ou trois ACD, c'est ce qu'ils appellent «projets communautaires », comme par exemple la construction d'une serre dans l'île de Fogo qui a coûté environ 2 millions d'escudos. Ce projet a non-seulement bénéficié aux associés de l'ACD proprement concernée sinon également à d'autres associations voisines, pour mener à bout sa construction et réaliser le transport des produits agricoles.

L'implication des citoyens au mouvement associatif varie d'une ACD à l'autre, selon de multiples circonstances. Il existe des communautés dirigées par des personnes très actives, qui possèdent de vraies qualités de leadership, mais il existe aussi des ACD très démotivées parce qu'elles ne sont pas capables d'obtenir l'aide économique suffisante, parce que leur président ou dirigeant n'est pas assez impliqué, ou bien parce que, malgré les efforts pour sortir de l'isolation, personne n'écoute leurs demandes, ni répond à leurs besoins.

J'ai aussi pu vérifier sur place que grâce à l'impulsion de nombreux présidents et à leur esprit entreprenant, de nombreuses ACD ont substitué le manque de ressources par la recherche du financement à l'intérieur et à l'extérieur du pays, souvent grâce au bouche-à-oreille. Dans la plupart des cas ils n'ont pas de connexion téléphonique ou d'Internet et se voient obligés à parcourir plusieurs kilomètres pour faire un simple appel, ce qui exige un grand effort.

Aujourd'hui, le dessein du programme est d'obtenir que les communautés en soi deviennent autonomes. Le but du plan est qu'elles soient capables de subsister par leurs propres moyens, si possible sans l'aide du PNLP, parce que le plan de lutte contre la pauvreté touchera à sa fin un jour ou l'autre.

2.3- L'équipe d'enquête

La méthodologie se base sur la récolte de données à travers des « focus group »: type d'entretien groupal destiné à obtenir des informations, des opinions, des attitudes, des expériences et à expliciter les attentes vis-à-vis du citoyen¹³.

D'abord a eu lieu un séminaire de formation-expérimentation, en concertation avec l'Unité de Coordination Centrale (UCP) du programme de lutte contre la pauvreté, auquel ont participé les responsables des bureaux CRP (Commissions Régionales de Partenaires), chargés de mettre en œuvre à l'échelon local la récolte de données. Après, les assistants à ce séminaire eux-mêmes ont formé les « animateurs », durant des séances faites à l'intérieur de chaque île. Ces derniers ont été choisis pour la plupart entre de jeunes lycéens, qui à la suite ont été engagés pour développer la méthodologie. Ceci a produit un décalage dû au « passage de l'information » de la méthode des uns aux autres, des personnes qui avaient reçu la formation à ceux qui effectivement devraient faire le travail sur le terrain.

Les animateurs ont travaillé en groupes de 2 à 4 personnes (composés d'autant d'hommes que de femmes) en visitant les communautés selon un critère d'opportunité, c'est à dire celles qui avaient le temps ou l'intérêt de participer et étaient prêtes à réunir un certain nombre de personnes. La collecte a été faite par la méthode traditionnelle d'enregistrement des réponses, sur support papier (sans l'aide d'un questionnaire ou d'un manuel d'instructions), compte tenu des problèmes d'alphabétisation de certains groupes d'âge. Par la suite les réponses ont été réécrites et transférées sur le logiciel « ESPOIR », une méthode de récolte assistée par ordinateur.

Le logiciel ESPOIR démarre sur un document EXCEL dans lequel la première ligne contient le nom des champs à remplir (instructions) : « nom de la communauté », « municipalité », « l'île », « la dénomination du focus group », « la question proposée » et « la réponse ». Les animateurs devaient saisir les données recueillies sur le terrain dans la base de données informatique, en tenant compte du fait que chaque ligne correspond à 1 critère (1 ligne =1 question = 1 réponse). Cette méthode a entraîné plusieurs problèmes : l'incompréhension de certaines données, certaines questions ne se correspondaient pas avec la réponse et un manque d'information sur l'origine géographique, entre autres.

Il n'y a pas eu l'opportunité de parler avec les jeunes qui ont travaillé en contact direct avec le citoyen, pour savoir comment la récolte de données s'était déroulée; s'il y avait eu, selon eux, des réponses induites par le groupe ou si, par contre, ils avaient eu l'impression d'avoir récolté une situation fidèle aux pensées, soucis, rêves. En raison de la longueur de certaines réponses, en opposition à celles en un seul mot, il n'y a pas moyen de percevoir et d'exprimer la spontanéité et la véracité de celles-ci, ni l'intérêt de l'animateur dans l'accomplissement de son travail. Cependant, après avoir analysé les critères de la base de données, les réponses m'ont semblé très sincères et conformes à leurs certitudes. Grâce à certains indices, comme le sens de l'humour, les sentiments exprimés à nu, la manifestation

¹³ « Le focus group » : ec.europa.eu/europeaid/.../examples/too_fcg_res_fr

de leurs inquiétudes pour l'avenir et de toutes sortes de désirs personnels et collectifs, on peut en déduire l'authenticité des 24.163 critères récoltés.

2.4- La collecte de critères

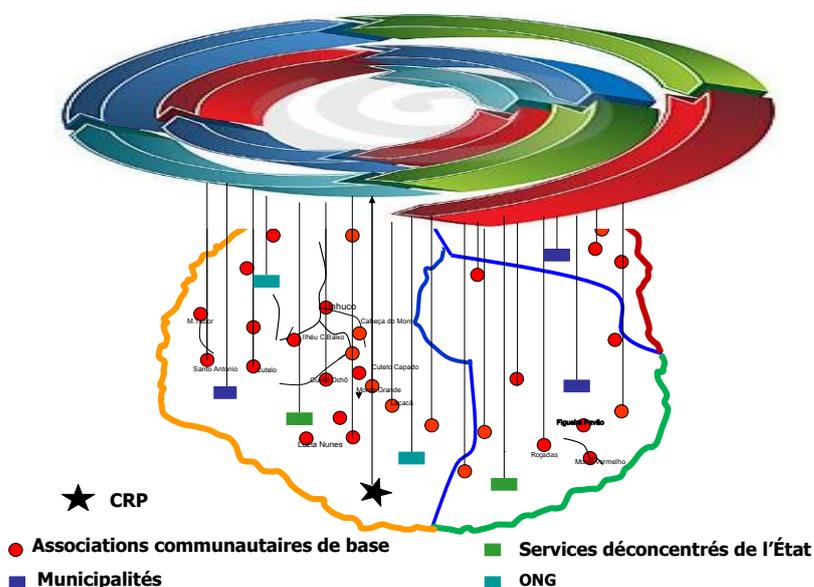
Le lancement du SAP a été possible grâce à l'infrastructure du programme de lutte contre la pauvreté du Cap-Vert, qui administrativement travaille à deux niveaux : central et local. Toutes les îles habitées du Cap-Vert sont impliquées dans le programme, exception faite des îles de Boa Vista et Sal.

Il existe une Unité Centrale située à Praia (capitale du pays) chargée de la gestion administrative et financière, du suivi-évaluation des programmes, de l'animation et qui subvient aux besoins nécessaires des bureaux locaux.

Dans chaque île est constituée une Plateforme Multiacteurs appelée Commission Régionale de Partenaires « CRP ». Pour des raisons de taille et population, il y en a trois sur l'île de Santiago (CRP Nord, CRP Centre et CRP Sud).

Les CRP sont les responsables de mettre en relation et coordination tous les acteurs publics et privés intervenant localement, tels que collectivités locales (ACD), structures déconcentrées de l'État, ONGS et entreprises du secteur privé, etc. Leur objectif est la gérance, surveillance et évaluation des projets des programmes et microprogrammes de développement local pour la réduction de la pauvreté.

Localement, la collecte de données s'est faite grâce au travail et au soutien du personnel des CRP, qui a favorisé les visites pour récolter les critères des communautés participantes. Il s'est également chargé de transmettre les bases de données à l'Unité Centrale.



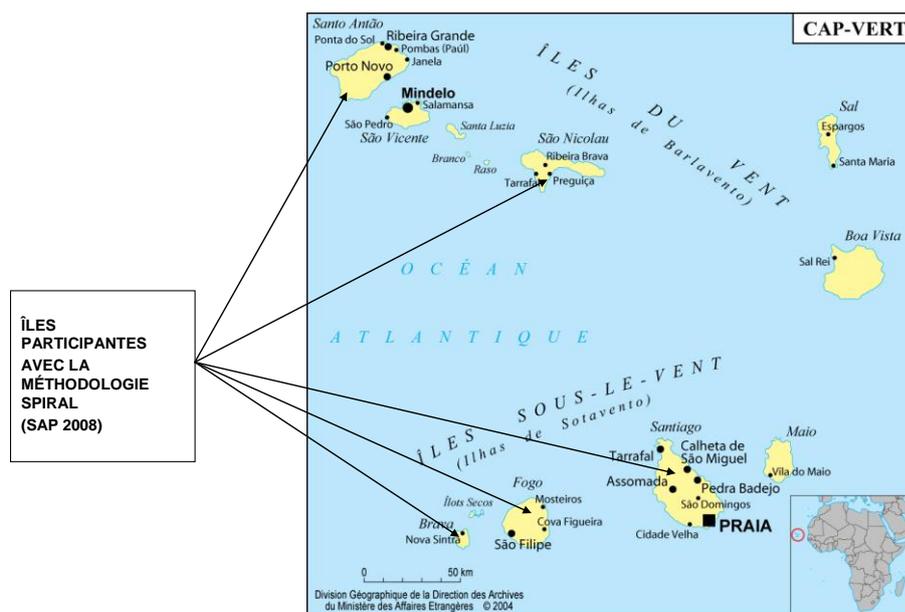
Graphique des acteurs membres de la Plateforme Multiacteurs (CRP) qui interviennent sur le terrain,

(réalisé grâce à la collaboration de la CRP de l'île de Fogo)

Le programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural comptait en 2010 sur 9 bureaux « CRP » de soutien à 508 communautés (ACD), disséminées sur 9 zones d’actuation.

Finalement le SAP a été développé grâce à la participation des communautés de développement rural (ACD) réparties sur 5 îles : Fogo, Brava, Santo Antão, Santiago et São Nicolão. L’île de Santiago n’a participé qu’avec les municipalités de Tarrafal et São Miguel, gérées par le bureau de CRP Santiago Nord.

Plan des îles participantes avec la méthodologie SPIRAL au Cap-Vert (SAP 2008).



Le nombre d’associations et d’adhérents au PLPR varie chaque année. Lors du développement du SAP en 2008 il a été possible de compter que sur la participation de certaines zones d’action, n’ayant pas participé les CRP de Santiago Centre, Santiago Sud, ainsi que celle de São Vicente, entre autres.

2.5- La méthode développée

La méthode s’est développée en fonction du mode d’entretien « non directif »¹⁴, appellation qui provient de Carl Rogers et de la pratique thérapeutique « counseling »¹⁵, dans laquelle l’enquêteur ne pose à la personne qu’il interroge que trois questions ouvertes :

Qu’est-ce que pour vous le bien-être ?

Qu’est-ce que pour vous le mal-être ?

Qu’êtes-vous prêt à faire pour contribuer au bien-être?

¹⁴ Sophie Duchesne « Pratique de l’entretien dit “Non directif” », Revue française de sociologie, vol. XVI, 1975, pp. 229-247.

¹⁵ Cf. Rogers (C.-R.), "The Non-Directive Method as a Technique for Social Research", *American Journal of Sociology*, jan. 1945, cite de Sophie Duchesne « Pratique de l’entretien dit “Non directif” », Revue française de sociologie, vol. XVI, 1975, pp. 229-247.

La principale raison d'être de la méthode est de recueillir, en même temps que les opinions des personnes interrogées, les éléments de contexte social, mais aussi ethniques et culturels, nécessaires à la compréhension des dites opinions.¹⁶

Dans certaines régions les questions sont proposées dans l'ordre exposé ci-dessus. Cependant, il faut préciser qu'au Cap-Vert il a fallu commencer par la 2ème question plutôt que par la 1ère, une fois constaté que la population rurale ne comprenait pas comment on pouvait parler aux pauvres de bien-être, alors qu'ils ont tellement de besoins, et de plus les habitants enquêtés appartenaient eux-mêmes à des communautés associées au plan de lutte contre la pauvreté.

Il est habituel que, une fois qu'une question est proposée à voix haute, chaque citoyen écrive une ou plusieurs réponses sur un post-it, mais au Cap-Vert c'était à l'interviewer de le faire (dû aux problèmes d'analphabétisme). Il le faisait lorsque chaque personne la disait devant le groupe, ce qui a dynamisé la participation et converti cette expérience en une véritable fête en groupe (selon le récit de certains intervenants).

Après avoir écouté les réponses, le groupe est encouragé à réfléchir sur la pertinence de toutes les propositions exposées et à valider les réponses dans lesquelles le groupe s'affirme en consensus. On peut ainsi demander un éclaircissement ou une réflexion avant d'introduire les réponses dans le logiciel ESPOIR (conçu par l'université de Wallonne en 2010, pour faciliter la récolte de données sur le terrain et sa postérieure analyse).

¹⁶ Sur l'histoire et les différents courants impliqués dans l'utilisation de l'entretien « Non directif », cf. le livre classique de Blanchet, *L'entretien dans les sciences sociales: l'écoute, le sens et la parole*, Paris, Dunod, 1985.

Les variables de l'étude

3.1- Introduction

La récolte des critères devait être faite par le logiciel ESPOIR, qui analyse de façon rapide la fréquence des critères par rapport aux indicateurs une fois introduite l'information élémentaire (la connexion des réponses aux dimensions); mais en vue de la quantité et complexité des variables, l'analyse a été faite grâce à l'aide du logiciel SPSS.

Dans un premier temps, le logiciel était prévu pour la récolte de certaines données : les questions et les critères, l'identification du groupe de discussion, l'âge minimum et maximum, le territoire de référence, la catégorie du groupe (étudiants, personnes immigrées...), le nom du groupe, le nombre de participants, le nom de la ville, l'adresse, le pays, la date de la collecte des critères et la langue.

Mais les renseignements obtenus des données récoltées au Cap-Vert n'étaient pas homogènes, certaines îles n'avaient pas enregistré correctement toutes les données (celles référant au milieu géographique, à l'âge, etc.), ce qui a obligé à faire un effort d'investigation très difficile, du fait que les travaux sur le terrain ont été faits il y a 4 ans (2008) et donc la plupart de l'information transcrite détruite.

Une autre des plus grandes difficultés de l'étude découle en grande partie du fait que celle-ci est constituée par des variables qualitatives nominales, représentées par des paroles qui définissent le milieu géographique, les communautés, les questions et les réponses. Le chercheur a donc d'abord inclus un codage numérique pour l'analyse de ces réponses et pour pouvoir tenir en compte quatre variables additionnelles : objets, bénéficiaires, signification et dimension. Par la suite, tout ce codage a été à nouveau transformé en nomenclature verbale et, finalement, une fois transféré au logiciel statistique, toutes les opérations des calculs de fréquence ont été réalisées de façon numérique.

3.1.1- Les groupes homogènes

Le groupe homogène a été le type d'entretien choisi par la méthodologie SPIRAL. Les enquêteurs sur le terrain ont reçu les instructions de diviser les participants en tables de discussion de 7 à 12 citoyens.

Cette typologie vis-à-vis du citoyen est une méthode d'enquête qualitative rapide.¹⁷

¹⁷ Le focus group: http://www.europa.eu/Feuropeaid/Fevaluation/Fmethodology/Fexamples/Ftoo_fcg_res_fr.

Le SAP 2008 a fini par constituer un total de 296 groupes homogènes composés par une moyenne de 7 à 12 personnes, ce qui donne une estimation de population participante d'entre 2072 et 3552 citoyens (chiffres approximatifs, puisque le décompte des participants n'était pas prévu).

Les communautés du Cap-Vert diffèrent en taille (le nombre d'associés varie entre 30 et 1500), raison pour laquelle on retrouve des communautés avec un seul groupe homogène et d'autres au nombre de 6.

Les groupes homogènes ont été organisés auprès des villageois et associés des ACD, qui devaient être divisés en groupes homogènes de personnes ayant les mêmes caractéristiques d'âge et sexe, pour rendre facile la liberté d'expression et la communication. Cependant, il semble que les animateurs ont travaillé de manière complètement différente compte tenu du manque de pistes et de moyens pour diviser les participants dans certaines zones d'intervention.

La disparité de nomenclature des groupes homogènes a supposé une difficulté d'analyse, de telle sorte qu'il y avait groupes distingués selon l'âge et le sexe, comme par exemple : « groupe d'hommes de plus de 60 ans », « femmes de 25 à 45 ans », « hommes jeunes », « femmes d'âge moyen », etc., mais d'autres manquaient d'une appellation qui permettrait l'identification du genre ou l'âge, et ils ont été nommés comme groupes: « NON SPÉCIFIÉ », comme par exemple: « Covoada », « Alba 2 », « Florentina 1 », « Abobrinha 1 », « Margueta 2 », etc.

(Voir les tableaux 7 et 8 de l'annexe avec la liste des groupes homogènes et la liste des groupes homogènes corrigés).

3.1.2- Les variables du milieu géographique

L'aspiration majeure de cette étude relie la connaissance des aspirations des populations avec le territoire. Elle compte, par exemple, sur la référence du grade de satisfaction / insatisfaction de la population en rapport aux infrastructures de base communautaires.

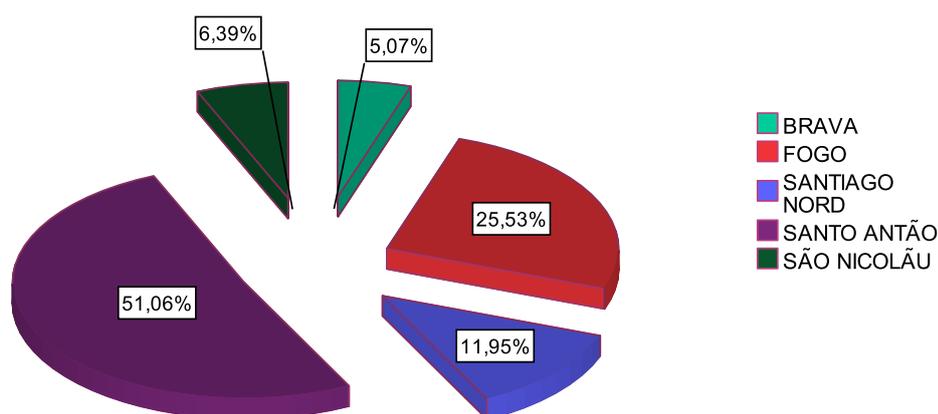
La configuration d'insularité du Cap-Vert confère une couche distinctive très particulière à chaque île, elle produit des caractéristiques remarquables dans les groupes humains. Cette analyse prétend éclairer ces facettes distinctives, ou si le quotidien évoqué par les citoyens est similaire d'une île à l'autre, mais aussi à l'intérieur de chaque île selon sa division politique en municipalités et paroisses.

Le territoire participant comprend 5 zones réparties sur 5 îles : Brava, Fogo, Santiago nord, Santo Antão et São Nicolau, 11 municipalités et 16 paroisses, mais par manque d'information dans le logiciel ESPOIR, il existe une communauté impossible d'identifier. Il s'agit d'une ACD appelée « Santiago » qui appartient prétendument à l'île « la Portuguesa » (île que n'existe pas dans l'archipel du Cap-Vert) et qui a été classée comme : NON CLASS.

(Voir les tableaux 2 à 6 et 9 à 30, avec la division géopolitique de chaque île, les communautés participantes, et les groupes homogènes constitués par zone d'actuation).

Plus de la moitié des critères ont été collectés sur l'île de Santo Antão (51,01%), l'île de Fogo, avec 25,41%, la CRP de l'île de Santiago Nord 11,90%, l'île de São Nicoláu 6,16%, l'île de Brava 5,05% et un 0,48% de données sont impossibles d'identifier.

Graphique de diagramme à secteurs du pourcentage de critères collectés par chaque zone participante dans le SAP 2008.



Apparemment, les résultats montrent une disproportion de participation au niveau territorial, mais en tenant en compte du nombre de communautés existantes dans les zones d'actuation des bureaux territoriaux (CRP), ce n'est pas si évident.

Tableau avec la répartition de critères entre les territoires participants, le pourcentage de participation et le nombre d'habitants, selon l'Institut National de Statistique du Cap-Vert (année 2010). Le territoire « Santiago Nord » comprend les municipalités de Tarrafal et São Miguel de l'île de Santiago.

ZONES PARTICIPANTES	NOMBRE DE CRITÈRES COLLECTÉS	POURCENTAGE OBTENU / ZONE	NOMBRE D'HABITANTS PAR ZONE / 2010 (*)
ÎLE DE BRAVA	1 220	5,05%	6 642
ÎLE DE FOGO	6 138	25,41%	52 625
ÎLE DE SANTIAGO ZONE NORD (*)	2 874	11,90%	39 890
ÎLE DE SANTO ANTÃO	12 277	50,8%	31 467
ÎLE DE SÃO NICOLÁU	1 537	6,36%	18 703
NON SPÉCIFIÉ	117	0,48%	-
TOTAL	24163	100%	149 327

Tableau comprenant les CPR du PNLP en 2010, avec le nombre d'ACD à l'intérieur de chaque territoire d'actuation, les ACD participants avec le SAP 2008 et le pourcentage de participation selon le nombre d'associations. Tenant en compte le nombre de communautés en 2012¹⁸

UNITÉS LOCALES DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	ACD ASSOCIÉES AU PROGRAMME	ACD PARTICIPANTES (SAP 2008)	%
CRP DE L'ÎLE DE FOGO	52	22	42,31%
CRP DE L'ÎLE DE SÃO NICOLAU	30	16	53,33%
CRP DE L'ÎLE DE SANTIAGO (NORD)	121	28	23,14%
CRP DE L'ÎLE DE SANTIAGO (CENTRE)	116	0	0%
CRP DE L'ÎLE DE SANTIAGO (SUD)	45	0	0%
CRP DE L'ÎLE DE BRAVA	12	7	58,33%
CRP DE L'ÎLE DE SÃO VICENTE	32	0	0%
CRP DE L'ÎLE DE MAIO	16	0	0%
CRP DE L'ÎLE DE SANTO ANTÃO	84	30	35,71%
TOTAL	508	104	100%

Le nombre de communautés participantes était en principe de 105, mais il a été impossible d'identifier l'appartenance d'un groupe de critères à une communauté, île ou municipalité déterminée (nommés comme : « NON CLASS »), résultant les ACD concernées par cette étude au nombre de 104, ce qui suppose une participation du 20,47% du nombre total.

Le tableau ci-dessus montre, qu'en moyenne, chaque zone aurait impliqué le 42,56% des communautés existantes dans son territoire. Ainsi la CRP de l'île de Brava passe de présenter un nombre de communautés apparemment réduit, à une participation de 58,33% (des ACD inscrites au programme), ce qui donne une idée plus fiable des efforts de chaque zone afin d'impliquer le plus grand nombre de communautés. De fait les autres îles ont une évolution pareille: São Nicolau qui comptait au départ sur 16 ACD, à priori un nombre faible, obtient une participation du 53,33%.

3.1.3- L'âge et sexe de la population participante

L'application du SAP en 2008 permet d'avoir une connaissance systématisée des aspirations de toutes les populations participantes de ces communautés, par genre et par tranche d'âge.

En considérant que le logiciel ESPOIR n'envisageait que l'enregistrement de l'âge minimum et maximum des personnes composant les groupes de discussion (groupes homogènes) et que certains de ces groupes comprenaient des personnes incluses dans une grande tranche d'âge (on y trouve des personnes d'entre 18 à 77 ans), la seule possibilité de classement passait par recueillir les données des groupes homogènes bien définis, en permettant leur identification par l'âge dans un groupe plus ou moins précis, et la division de la population en trois tranches d'âge (jeunes, adultes et matures). Ceci a permis de classer un 61,32% des données.

¹⁸ Source : « La République du Cap-Vert, Programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER) » publication du FIDA 2012.

Étant donné que la majorité des groupes homogènes offraient cette information, la division de la population par sexes a été facile, ce qui a supposé le classement du 78,47% des participants.

Tableau de la répartition de la population en tranches d'âge

TRANCHES D'ÂGE	GROUPES
JEUNES (DE 16 À 24 ANS)	1
ADULTES (DE 25 À 44 ANS)	2
MATURES (DE 45 EN AVANCE)	3

3.1.4- Les questions proposées

Il est indispensable de faire l'analyse de toutes les variables en fonction des trois questions proposées, pour éviter la fausseté des résultats.

D'un côté cette méthodologie a l'avantage de l'absence de prérequis ou de conditions préalables, puisqu'elle se base sur la liberté de réponse, sans aucune option imposée par défaut. Ceci permet au chercheur d'obtenir des schémas de pensée ou de comportement imprévus qu'il ne connaîtrait pas autrement.

De l'autre, elle a l'inconvénient de rendre plus difficile l'analyse pour comparer les réponses et conduire à que celles-ci soient trop longues, parce que tout le monde peut se rapporter à différents aspects sur la même thématique.

3.1.5- Les dimensions

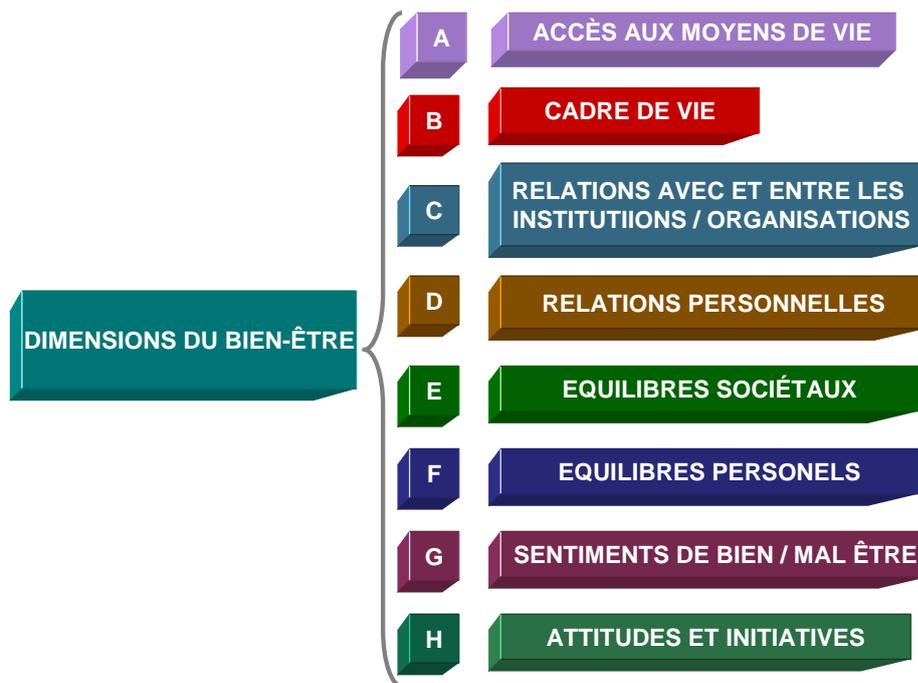
Il faut tenir en compte que l'importance de l'étude reposait sur le classement des critères selon les huit DIMENSIONS conçues par la méthodologie SPIRAL. Les dimensions sont capables d'embrasser toutes les idées évoquées par les citoyens, elles sont un ensemble de composantes de même nature qui reflètent l'énorme éventail de réponses possibles aux questions sur le bien-être et mal-être données par les citoyens; comme l'écologie, la famille, les ressources économiques, l'éducation, le travail, la santé, les sentiments, les actions à entreprendre, les résultats des catastrophes naturelles, la religion, la politique, etc.

Comme nouveauté et grâce aux exercices de classement, à la composante « Spiritualité et religion » (au sein de la dimension F), a été ajoutée celle des « valeurs morales », dans le but de rassembler les idées qui n'exprimaient pas la religion mais qui respectaient le sens moral des valeurs fondamentales, comme par exemple : le juste et l'injuste, le bien et le mal, les devoirs respectifs des êtres humains dans un sens laïc.

On a, également, ajouté une nouvelle famille de critères appelée: C07 « Politiques publiques », pour donner une place à toutes les réponses des citoyens sur la politique sociale, économique, agraire, sur la politique de la santé, de l'éducation, de l'emploi, etc., apparaissant dans toutes les dimensions.

(Voir le schéma 45 de l'annexe avec la codification des 8 dimensions et les 68 composantes)
Ci-dessous un diagramme explicatif des dimensions existantes :

Diagramme de la structure des dimensions.



Ces huit dimensions sont ensuite détaillées en 68 sous-groupes ou composantes du bien-être, comme on peut voir dans le tableau 45 de l'annexe.

3.1.6- Les bénéficiaires

La variable « BÉNÉFICIAIRE » contient les groupes de population qui pourraient être concernés par l'idée proposée par le citoyen. Elle désigne : « pour qui on parle », « pour qui on demande l'action ou le bénéfice évoqué. »¹⁹

La liste comprend 32 composantes, parmi lesquelles on trouve: les personnes handicapées physiques, mentales, orphelins, femmes veuves, adultes, individus, sans abri, voisins, etc. La liste de bénéficiaires prévue pour le Cap-Vert a tenu en compte les spécificités du pays en ajoutant des bénéficiaires d'importance pour cette étude, comme c'est le cas des «agriculteurs », des « associations communautaires de développement rural (ACD)», des« femmes seules avec enfants », entre autres. On a aussi classé les lieux de travail, les écoles, collèges et crèches.

(La liste complète des bénéficiaires est disponible dans le tableau 33 de l'annexe).

3.1.7- L'objet : de quoi parle-t-on ?

L'insertion de la variable concept a été établie de façon expérimentale dans les travaux de la base de données du Cap-Vert afin de systématiser et rendre plus compréhensible l'analyse, ce qui, finalement, nous a fourni des résultats formidables et très précis.

La variable « objet » s'est développée au moyen d'une activité de classification générique-spécifique qui emploie un système de relation hiérarchique dans lequel les concepts sont identifiés par leur appartenance à une catégorie, considérée comme un concept générique de rang supérieur à des concepts plus spécifiques.

Pour obtenir la variable OBJET, il a été indispensable de lire tous les critères à l'intérieur de chaque dimension et faire un sous classement des concepts cités par le citoyen. L'arbre à thèmes et idées contient tous les critères mentionnés par les participants, en partant des plus faciles aux situations les plus complexes, et donne un résultat qui facilite l'analyse statistique des besoins et concepts de bien-être de la population.

Les catégories cognitives d'objets ont été divisées en concepts majeurs ou CONCEPTS GÉNÉRIQUES (supra-ordonnés) et en concepts subordonnés ou CONCEPTS SPÉCIFIQUES (ceux qui présentent à la fois une forte relation avec le générique mais aussi avec le concept dans lequel ils sont regroupés et coordonnés).

¹⁹ Méthodologie SPIRAL, codification des idées de mal/bien-être.

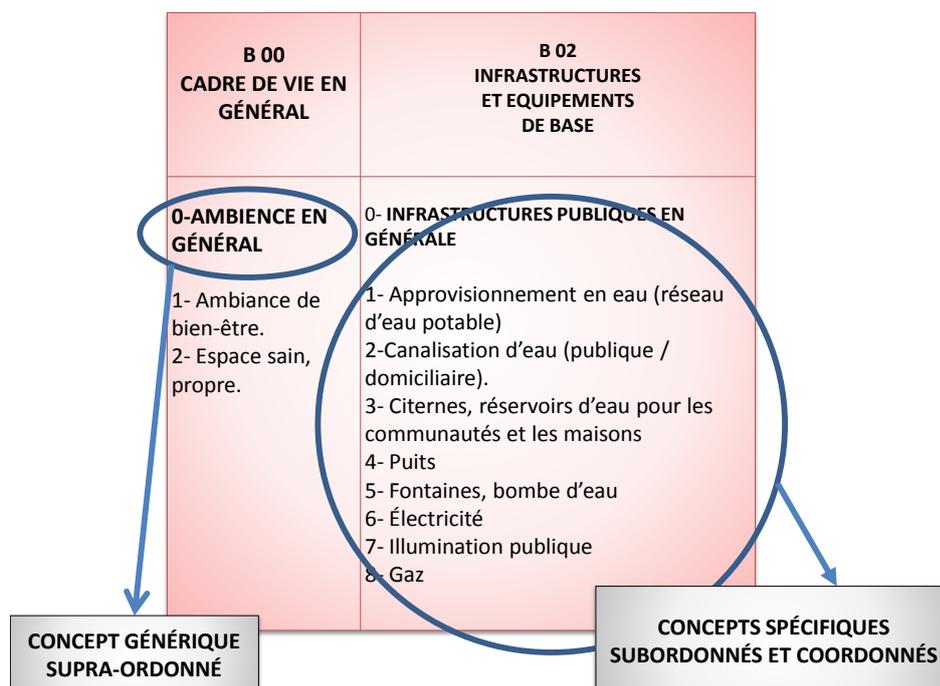
La catégorisation nous a aidé à parvenir à un processus cognitif qui permet de comprendre la façon dont les participants reproduisent la réalité, comment sont prises les décisions et comment ils interagissent avec l'environnement.

Les concepts subordonnés partagent les caractéristiques du concept générique, mais aussi quelques particularités qui les différencient et les rendent plus spécifiques. Ceci fournit, par conséquent, une relation qui va dans deux directions différentes:

- Verticale : établie entre les concepts spécifiques et leur générique (de rang supérieur).
- Horizontale : établie entre les concepts spécifiques tant qu'ils partagent une similarité conceptuelle et une même générique, ainsi que lorsqu'ils se distinguent entre eux par le fait d'avoir une caractéristique distinctive unique (tels que « concepts coordonnés »).

La base de données du Cap-Vert a fourni un total de 2.184 concepts subordonnés à 421 concepts génériques, qui forment un schéma logique d'idées à la manière d'un arbre qui, à la fois, contient d'autres sous-concepts reliés aux critères principaux intitulés dans chaque dimension.

Exemple de classification de la variable « OBJET » dans deux des composantes des dimensions.



3.1.8- La signification

C'est une variable qualitative et catégorique dont l'inclusion fait partie d'un plan très ambitieux : connaître les attitudes ou opinions sur les perceptions que les participants ont sur le bien-être et le

mal-être, en visant la compréhension de la description et de l'interprétation de ce phénomène en soi par le biais des structures verbales qui emphatisent une idée.

L'intégration de cette variable ALPHANUMÉRIQUE comporte deux codes (alpha et numérique) et prétend apporter à l'analyse des sentiments et des jugements de valeur nommés "les adjectifs", ainsi que des compléments lexicaux de tout type évoqués et liés aux concepts émis par les participants modelant le critère. Elle prétend mesurer le véritable signe de la pensée, comment les concepts épistémologiques se manifestent. Il s'agit d'un complément fondamental à l'analyse, afin d'entrevoir comment certains facteurs externes ou internes empêchent l'obtention de certains dispositifs (définis par Foucault), biens, services, ou d'un état d'âme (comme frustration et joie), la collaboration des autres, etc., mais également pour apprécier comment les citoyens ressentent et perçoivent les critères évoqués (ce qu'ils imaginent ou souhaitent pour parvenir à un stade de bien-être) et comment certains facteurs rendent le dispositif inutile, incomplet ou valide et adéquate selon le stade d'évolution.

Cette variable essaye d'obtenir des informations scientifiques de la situation réelle dans laquelle s'est plongé le groupe humain analysé. (Voir les tableaux 109 à 114 de l'annexe).

On codifie cette variable avec un code ALPHANUMÉRIQUE : un code alpha qui se déplace horizontalement depuis les dites valeurs négatifs jusqu'à les valeurs positifs, et un code numérique qui désigne le « stade logique ».

Ci-dessous un exemple d'un tableau de la matrice « conditions d'accès à « X » de l'individu / indéfini ».

CODES NUMÉRIQUES 	CODES ALPHA 			
	P négatif	O négatif	Q positif	S positif
0-Général/global	Je ne peux pas obtenir X	Il me manque quelque chose pour obtenir X	La qualité de X m'est accessible	L'accès à X et sa qualité me sont assurés
	parce que :	notamment :	notamment :	parce que :
1 X existant	X n'existe pas, les conditions n'existent pas	Quelque chose manque dans le X existant	Le X existant et/ou ses conditions/ingrédients sont de qualité	Des politiques et/ou des actions sont mises en place pour assurer/ améliorer X existant

Chaque matrice a à l'intérieure un total de 10 possibles variantes (du 0 au 9) et établis selon une logique guidé par l'expérience et que verticalement désignent des hypothèses, les relations, les compléments qu'ajoutent des valeurs aux dispositifs, les sentiments évoqués, etc.

Premiers résultats

Il faut avant tout préciser que l'analyse de la base de données doit se centrer sur une étude statistique descriptive qui consiste, comme il est habituel dans ce cas, à la quantification, l'analyse et l'interprétation des résultats (dans cet ordre).

4.1- Ratio : question-critère

La première évidence de l'étude a montré que 34,3% des critères correspondent à des réponses à la première question (qu'est-ce que pour vous le bien-être ?), 42,9% à la deuxième question (qu'est-ce que pour vous le mal-être ?), et 22,8% à la troisième question (qu'êtes-vous prêt à faire pour contribuer au bien-être?).

Tableau de la distribution des critères selon les questions proposées

QUESTION PROPOSÉE	TOTAL	%	POURCENTAGE CUMULÉ
Qu'est-ce que pour vous le bien-être ?	8287	34,3%	34,3%
Qu'est-ce que pour vous le mal-être ?	10353	42,8%	77,1%
Qu'êtes-vous prêt à faire pour contribuer au bien-être?	5523	22,9%	100%
Total	24163	100%	-

À priori, Il semble qu'on se trouve en présence d'une société qui se centre sur ses malheurs, qui a une vision claire de ce qui ne fonctionne pas, de ses besoins et carences. Mais lorsque nous regardons de près les critères de la 3ÈME QUESTION, c'est-à-dire les idées que les citoyens ont proposé pour sortir de la situation actuelle, on peut affirmer sans doute que nous sommes face à une société très active, imaginative et qui voit dans le travail en équipe une issue à cette situation de crise, comme on pourra le constater plus loin.

Tableau des zones d'actuation, groupes homogènes constitués, la moyenne de critères par focus group et par ACD participante.

	N° FOCUS GROUPS PAR ÎLE	MOYENNE DE FOCUS GROUP CONSTITUÉS PAR CHAQUE ACD	MOYENNE DE CRITÈRES COLLECTÉS PAR FOCUS GROUP	MOYENNE DE CRITERES COLLECTÉS PAR CHAQUE ACD
BRAVA	18	2,6	67,77	174,3
FOGO	75	3,4	81,84	279
SANTIAGO NORD	37	1,3	77,67	102,6
SANTO ANTÃO	133	4,4	92,3	409,2
SÃO NICOLÃO	32	2	48,03	96,1
TOTAL	295	2,7	73,5	212,2

En rapport au nombre de groupes homogènes constitués au sein de chaque zone et à la moyenne de critères ramassés par ACD, on peut apprécier le travail et l'effort fourni par les collaborateurs et animateurs. L'île de São Nicolãu a réuni une moyenne de 2 focus group par communauté visitée, en plus elle offre les chiffres les moins élevés de participation de la population, avec une moyenne de 48,03 critères collectés par focus group. De l'autre coté se situe l'île de Santo Antão offrant les résultats plus élevés, avec une moyenne de 4,5 groupes constitués par ACD et une moyenne de 410,8 critères collectés par ACD participante. (Ci-dessus le graphique avec les pourcentages atteints pour les trois questions proposées).

Graphique de diagramme à secteurs de la répartition des critères par question proposée



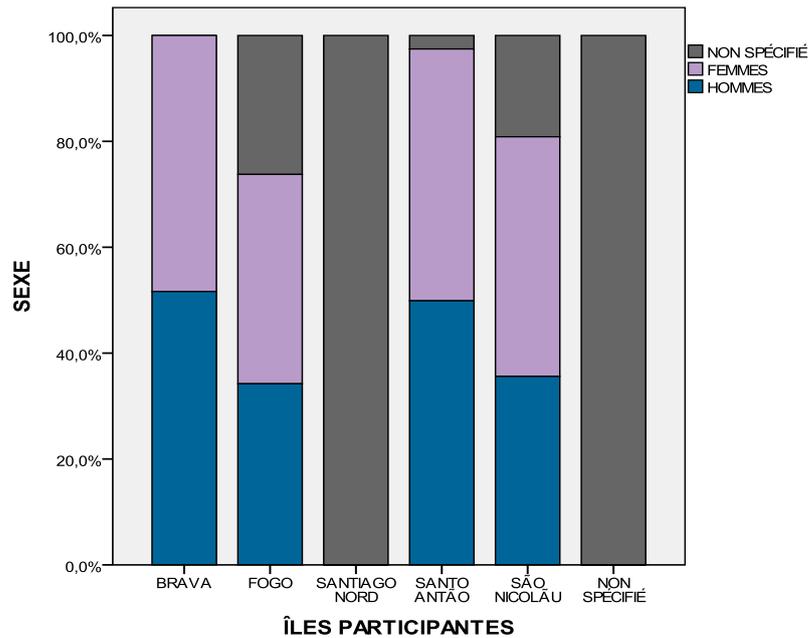
4.2- Sexe de la population participante

La participation entre hommes/femmes a été très égalitaire: 39,54% de femmes et 38,94% d'hommes, prenant en compte la perte d'un 21,53% de données (5.202 critères) incluses sans aucun signe qui permette d'identifier le sexe des participants et nommées comme : «NON SPÉCIFIÉ » pour des raisons déjà citées.

Tableau des résultats généraux selon le sexe de la population participante

SEXE	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
HOMMES	9408	38,9%	38,9%
FEMMES	9553	39,5%	78,5%
NON SPÉCIFIÉ	5202	21,5%	100%
TOTAL	24163	100%	-

Graphique de barres de la participation par sexes des Îles participantes



Les données collectées à l'île de Brava ont permis le classement du 100% des critères selon le sexe des participants, tandis que l'île de Santiago représente le cas contraire, avec 100% de critères perdus, en raison de la nomenclature des groupes homogènes (nommés comme : « NON CLASS »), Le reste des îles exhibe un pourcentage équilibré entre femmes et hommes. Il faut également constater que dans les îles de Fogo et São Nicolau il y avait une participation prépondérante féminine, tandis que dans les îles de Santo Antão et Brava la participation majeure a été la masculine.

4.3- L'âge des participants

Le classement des données pour cette variable n'était pas prévu, mais grâce à l'identification faite par les animateurs sur la composition des groupes homogènes, il a été possible de classer selon l'âge le 61,3% des participants et la population en 3 tranches d'âge :

- **JEUNES : de 18 à 24 ans,**
- **ADULTES : de 25 à 44 ans,**
- **MATURES : de 45 en avant.**

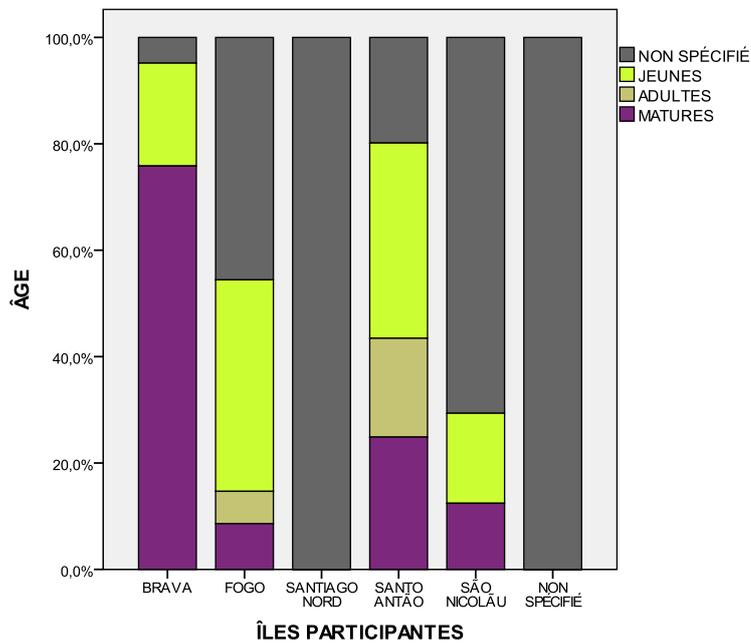
Classement choisi en raison des appellations très génériques des groupes homogènes, comme par exemple: « jeunes », la participation de mineurs n'a pas pu être déterminée.

La population jeune a composé le groupe le plus nombreux, avec un pourcentage du 30,8%. Celui de la population adulte est le moins nombreux, avec un faible 11%, et celui de la population d'âge mature atteint un 19,5%.

Tableau de classement de la population participante selon l'âge

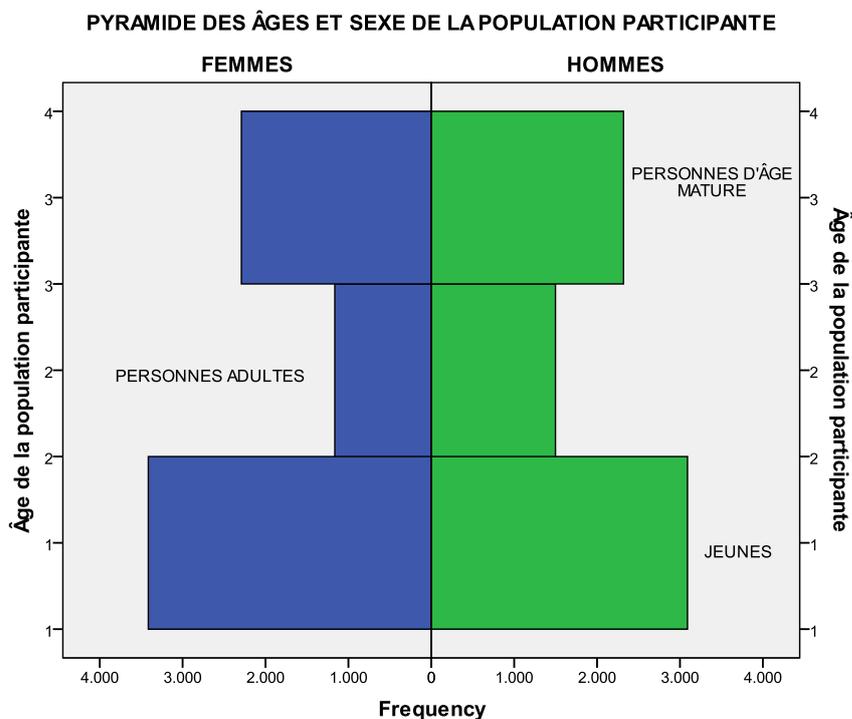
POPULATION PARTICIPANTE	FRÉQUENCE	%
NON CLASS	9346	38,70%
JEUNES (16 À 24 ANS)	7452	30,80%
ADULTES (25 À 44 ANS)	2662	11,00%
MATURES (45 EN AVANCE)	4703	19,50%

Graphique de barres de la participation des 3 groupes d'âge par rapport aux zones d'intervention



Comme on peut le constater sur le graphique ci-dessus, la population participante qui a été identifiée par le sexe et l'âge n'est pas égalitaire entre les trois tranches d'âge. Il y a, d'un côté, une surreprésentation de jeunes et, d'un autre, une représentation très faible de personnes adultes.

Graphique de la pyramide des âges et du sexe des participants



Les résultats par territoires offrent la réponse à ce décalage. Par exemple : les îles de Brava et São Nicoláu ne comptent pas sur un seul focus group d'âge adulte, ce qui donne l'impression que les communautés ont été visitées en absence ou pendant les heures de travail de ce groupe d'âge. Cependant, l'île de Brava compte sur une grande représentation de personnes d'âge mature (75,82%) et une faible participation de citoyens d'un jeune âge.

Les communautés situées dans la zone d'influence de la CRP de l'île de Santiago Nord n'offrent aucune information sur la tranche d'âge ou le sexe de la population enquêtée.

L'île de Fogo compte un 53% de données perdues. En général il existe une faible participation des tranches d'âge adulte et mature dans les trois municipalités, le groupe de la jeunesse étant le plus représentatif.

L'île de Santo Antão identifie en lignes générales le 82%, avec les plus hauts pourcentages d'information sur le sexe et l'âge et, en conséquence, un équilibre presque parfait en rapport aux trois tranches d'âge. On peut préciser que la municipalité de Ribeira Grande a compté sur une participation élevée de population jeune, la municipalité de Paul s'est montrée très équilibrée avec les trois groupes d'âge, tandis que celle de Porto Novo compte sur un faible groupe d'âge adulte.

L'âge s'est relevé comme un facteur très intéressant et déterminant dans certaines dimensions, comme par exemple dans la dimension « D » "RELATIONS PERSONNELLES" ou les demandes varient fortement en fonction de celui-ci.

4.4- Limitations et obstacles de l'étude

La méthodologie SPIRAL a été conçue pour permettre l'obtention de résultats d'une enquête qualitative de façon rapide, en particulier pour les études de terrain auprès des bénéficiaires et des acteurs intermédiaires.

Statistiquement l'unité d'observation n'est pas « l'individu » ou « les focus group », sinon les « critères » (réponses), puisque le nombre de participants est imprécis et que l'enregistrement du nombre d'intégrants de chaque « focus group » n'a pas été prévu. Cette circonstance a empêché, notamment, l'utilisation de techniques d'analyse statistique très utiles, comme par exemple : la dispersion des variables en composantes principales « ACP » (méthode de la famille de l'analyse des données et plus généralement de la statistique multi-variée, qui consiste à transformer des variables corrélées en nouvelles variables dé-corrélées) et qui permettent de réduire le nombre de variables, en rendant l'information moins redondante. On ne peut également pas affirmer que « tel concept » ou « telle signification ... » est représentative ou pas... : « pour les participants... » (on ne connaît pas le nombre), et on peut uniquement affirmer que telle ou telle autre affirmation est d'importance selon « les critères » ou réponses obtenues.

À mon avis, un problème majeur a été celui de l'indication du nombre de citoyens qui avaient soutenu une réponse quelconque, par l'introduction d'une parenthèse (comme par exemple : « qu'est-ce que pour vous le bien-être ? Accès aux produits de première nécessité (5) » (système d'enregistrement qui n'apparaît pas toujours). Le nombre « 5 » voulant indiquer qu'à l'intérieur du focus group 5 personnes étaient d'accord avec cette affirmation. Ce moyen d'enregistrement a impliqué un travail additionnel : redoubler les lignes et repérer les entrées manquantes, erronées ou incohérentes. Ceci-dit, je pense que le problème le plus important a été le manque d'information sur le nombre de participants.

A première vue, le manque d'homogénéité dans l'enregistrement a relativement permis d'identifier l'origine des données, ne serait-ce que par leur complétude ou inexactitude. Chaque bureau CPR a desservi une information enregistrée différemment. Par exemple, la CRP de l'île de Santiago Nord n'a donné aucune information sur la composition des focus group, ce qui a signifié la perte d'information sur le sexe ou l'âge des personnes participantes.

La seule information par rapport à l'âge et le sexe des individus était implicite dans le contexte des groupes homogènes de citoyens (focus group) établis au sein de chaque communauté. En raison de problèmes sur la composition de certains groupes homogènes, il y avait une perte d'information sur l'identification par sexe et âge d'un certain nombre de citoyens. De fait, en raison du « sexe » ont été identifiés: 78,5% des participants, et en raison de l'âge: 61,30% ; données qui malgré les carences, ont fourni une précieuse information pour entrevoir les différences d'appréciation du bien être entre les deux sexes et les 3 tranches d'âge identifiées : jeunes, adultes ou matures.

En ce qui concerne le milieu géographique il a été impossible de classer 117 données (qui ont été nommées comme: « NON CLASS »), du fait qu'elles ont été enregistrés sous l'appartenance à l'île « LA PORTUGUESA », inexistante sur l'archipel du Cap-Vert.

Les travaux d'analyse demandent le développement d'un travail très objectif et de recherche du sens explicite que le citoyen a voulu souligner. Il a fallu savoir comment classer les réponses, un critère pouvant s'interpréter de multiples manières. Afin de rester le plus objectif possible, il est important de lire celles-ci en se détachant d'interprétations personnelles, en restant fidèle au sens le plus explicite, mais sans pour autant sous-estimer le critère quand le sens implicite est évident.

D'autre part il faut parler de la difficulté intrinsèque de l'analyse de la variable « signification », non seulement en ce qui concerne l'interprétation que doit faire le chercheur sur les critères, mais aussi du fait de considérer les aspects culturels du groupe, poser les questions relatives à la signification réelle ou éclaircir le sens concret que le citoyen a voulu donner à son idée. Le manque de précision de multiples réponses a supposé un grand problème.

Par exemple, à l'intérieur de la base de données il y avait de multiples critères formés par un seul mot comme par exemple : « Qu'est-ce que pour vous le bien-être ? Hygiène ». Ici le chercheur n'est pas capable d'interpréter si le citoyen voulait faire allusion à l'hygiène personnelle ou à l'hygiène publique (nettoyage des rues, vide-ordures...) étant donné que l'analyse de « la signification » demande à celui-ci de classer les critères selon leur référence à « l'individu » ou à « la société ». Pour éviter ce problème il a été décidé d'incorporer ce genre de critères dans les matrices destinées à « l'individu », mais si les animateurs avaient pu ramasser et enregistrer les données de façon plus spécifique, cela aurait été plus favorable.

De plus, la méthodologie SPIRAL a conçu un total de 219 possibles « stades synchroniques » de la variable « signification » (placés à l'intérieure de 6 matrices de corrélation), ce qui a accru la difficulté de l'analyse pour le chercheur jusqu'au moment de mémoriser les possibilités de classement.

Il y a des zones grises dans lesquelles la maîtrise de la certitude fluctue, ce qui provoque de sérieux doutes sur la véracité de certains résultats de l'analyse. Il est recommandable d'éviter la récolte de réponses en un seul mot, simplistes et dépourvues d'information complémentaire, parce-que cela affecte considérablement aux résultats. Cette analyse jette de sérieux doutes sur la certitude et véracité de certains de ceux-ci, comme cela est mis en évidence à l'intérieur de la composante « H03 » « ATTITUDES / ETRE SOCIABLE », où ont été inclus un total de 131 critères (nombre non négligeable) dont on ne peut être sûrs de la correcte inclusion, puisque le concept exact auquel le critère voulait faire référence est douteux.

Je fais référence au critère suivant : « Qu'est-ce que pour vous le bien-être ? Éducation ». Dans ce cas, le chercheur est incapable de préciser le concept concret, étant donné qu'en portugais, de la même façon qu'en français, le terme « éducation » peut faire allusion à : « la formation académique » (classé dans la dimension « A05 » «ÉDUCATION / FORMATION »), à « la bonne / mauvaise éducation », « au

fait d'être bien / mal élevé » (et pourtant il est classé dans la dimension « E02 » « POLITESSE, RESPECT ET TOLÉRANCE ») ou bien, à « l'éducation physique ou mentale » (et donc doit appartenir à la dimension « F01 » « ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET SANTÉ »).

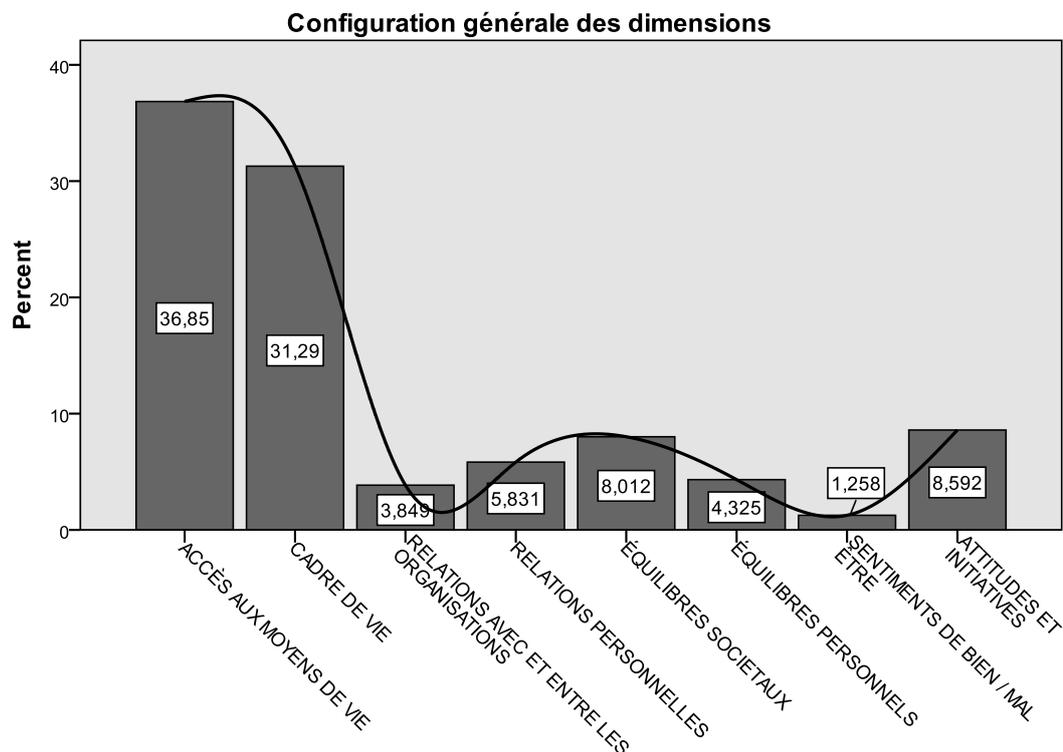
Il y a eu plus d'un 15% d'erreurs dans l'enregistrement des données, en particulier sur celles se rapportant à l'incompatibilité constatée entre la « question » et la « réponse », comme par exemple la présence d'un critère reliant la 1ère question : « Qu'est-ce que pour vous le bien-être ? » à une réponse comme : « LA GUERRE », qui n'est pas acceptable. Toutes les erreurs logiques ont été corrigées, mais si la différence entre un état négatif ou positif est évidente, celle de si l'intention du citoyen été de classer son critère dans la première ou la troisième question ne l'est pas autant (comme par exemple : « appuis financiers aux femmes veuves avec des enfants »).

Les dimensions

5.1- Premiers résultats

En termes généraux les résultats qu'offre le SAP nous montrent que les dimensions « A » « ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » (36,85%) et « B » « CADRE DE VIE » (31,29%) regroupent le 68,14% des critères et que le reste des dimensions n'atteint le seuil que de 10%.

Graphique de barres du pourcentage atteint par les 8 dimensions du bien-être



Cependant les résultats du graphique ci-dessus ne sont pas réels, parce que pour avoir une vision plus exacte des attentes et priorités de la population, ainsi que de leurs espoirs et désirs d'obtenir un plan d'action, il est indispensable de mettre en relation les questions proposées avec les dimensions.

Pour mieux comprendre la vision des participants, ont été faits trois histogrammes et graphiques de courbes qui représentent de façon rapide et visuelle la tendance et l'attitude de la population par rapport aux questions proposées.

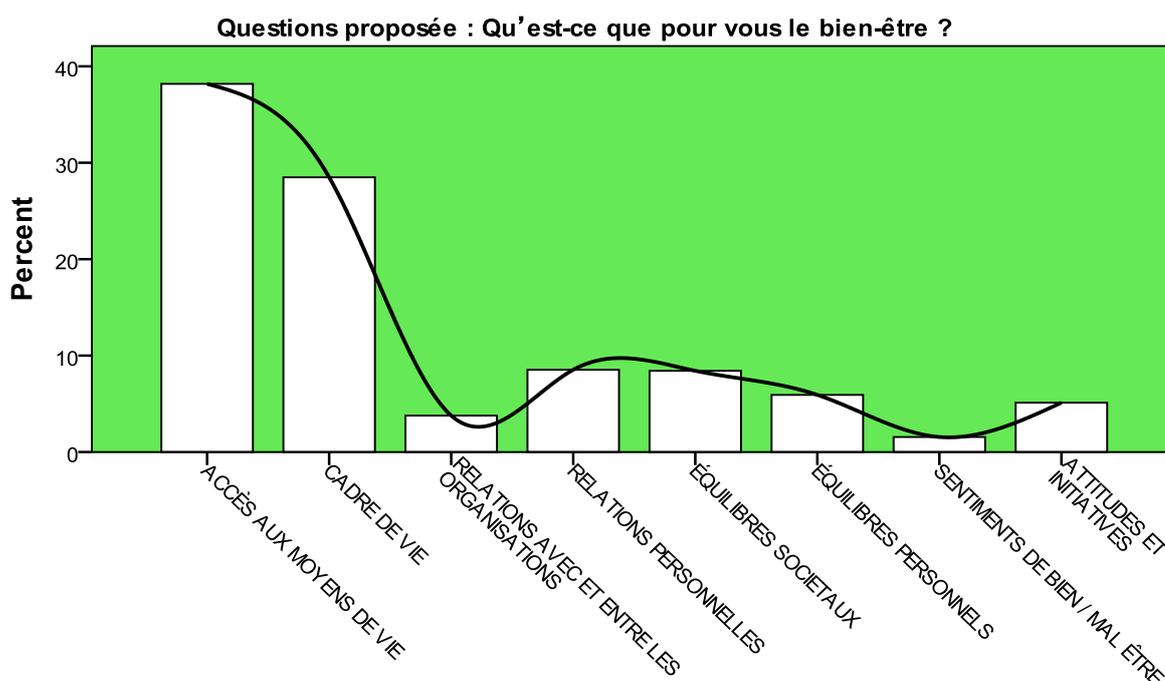
Les dimensions sont représentées de la même manière que dans le graphique ci-dessus : en commençant par la gauche, avec la dimension A, et en terminant par la droite, avec la dimension H. Grâce à une courbe, le graphique montre la tendance de pensée des participants par rapport aux trois questions proposées.

La tendance des courbes change significativement selon les indicateurs répondant aux 3 questions. Elle nous donne aussi une idée plus claire sur la perception du bien-être, du mal-être, et sur l'attitude des citoyens envers leur futur et les actions à entreprendre pour les générations à venir. Il est très évident que les deux premières colonnes, qui représentent les dimensions « A » ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » et « B » « CADRE DE VIE », regroupent plus du 50% des critères en réponse aux trois questions en montrant un résultat effrayant en nombre de critères en réponse à la deuxième question sur le mal-être, ainsi qu' à la troisième question, ce qui souligne clairement la soif de la population d'améliorer sa réalité.

Les colonnes suivantes représentent les dimensions « C » « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS », « D » « RELATIONS PERSONNELLES », « E » « ÉQUILIBRES SOCIÉTAUX », et « G » « SENTIMENTS DE BIEN / MAL-ÊTRE ». Elles montrent des pourcentages presque uniformes, à exception de la dimension « EQUILIBRES SOCIÉTAUX », laquelle augmente sensiblement en critères à la troisième question.

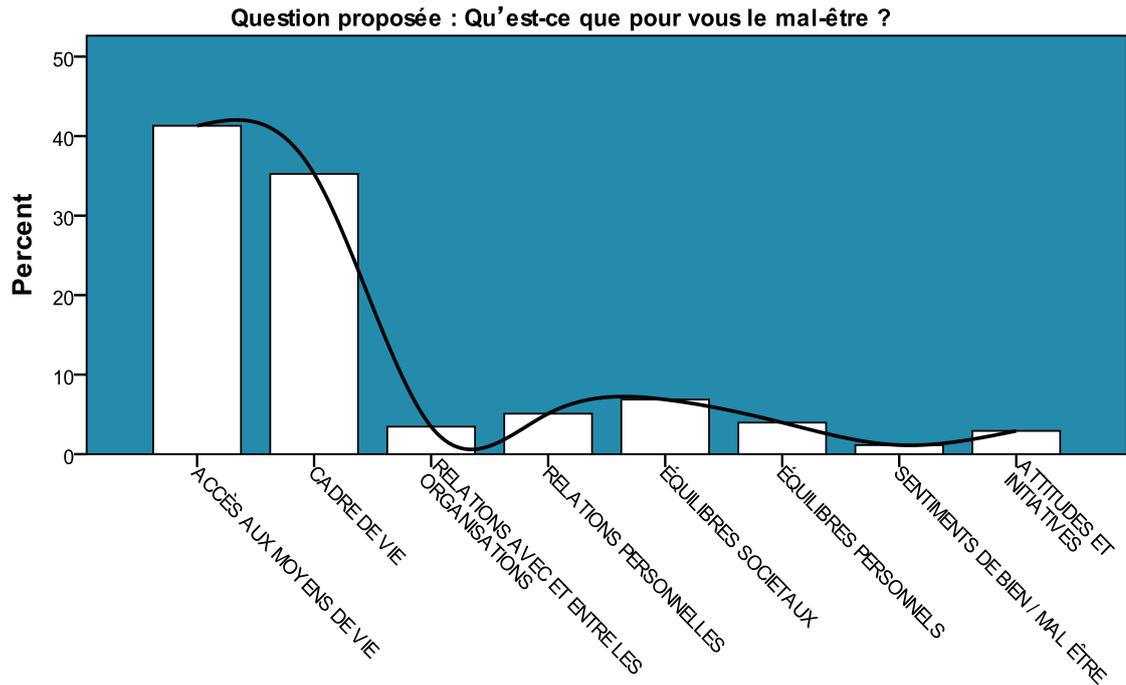
La dernière colonne montre la dimension « H » « ATTITUDES ET INITIATIVES », en exposant à la perfection le dynamisme social et la volonté d'engagement des citoyens pour bâtir un futur ensemble et atteindre un statut de vie meilleur. Il est évident que cette colonne rend la tendance de la courbe significative selon la question proposée. La dimension H regroupe les espoirs des citoyens ainsi que leurs attentes et leur plan d'action. La tendance de la courbe des deux premiers graphiques est dans un premier temps ascendante, à cause de la puissance des dimensions A et B, puis descend, dû à la diminution des résultats des dimensions C, D, E, F et G, et finalement remonte légèrement grâce aux idées contenues dans la dimension H.

Graphique de barres de la distribution et tendance de la courbe des dimensions en réponse à la 1ème question



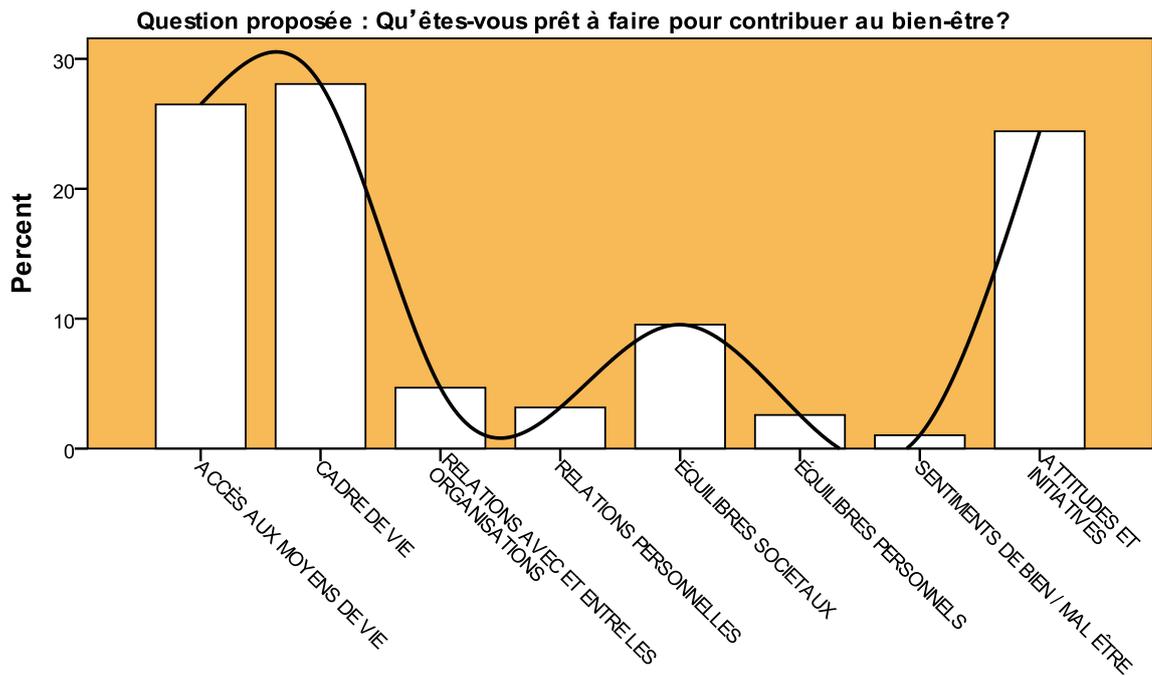
Les graphiques situés en second lieu, montrent les résultats des critères à la deuxième question, avec une courbe qui descend fortement après les deux premières dimensions, mais qui ne compte à peine sur des critères de la dimension H.

Graphique de barres de la distribution et tendance de la courbe des dimensions en réponse à la 2ème question



Le graphique placé en troisième lieu est à mon avis le plus important, compte tenu qu'il représente et contient toutes les propositions que la société est prête à accomplir pour contribuer au bien-être de tous. Ici, la courbe a une tendance finale ascendante, grâce au nombre de résultats atteints par la dimension H qui regroupe les idées de cohésion sociale, de travail en équipe, etc. et qui révèle un grand intérêt pour l'amélioration de la qualité de vie et une implication dans la construction d'un avenir en commun.

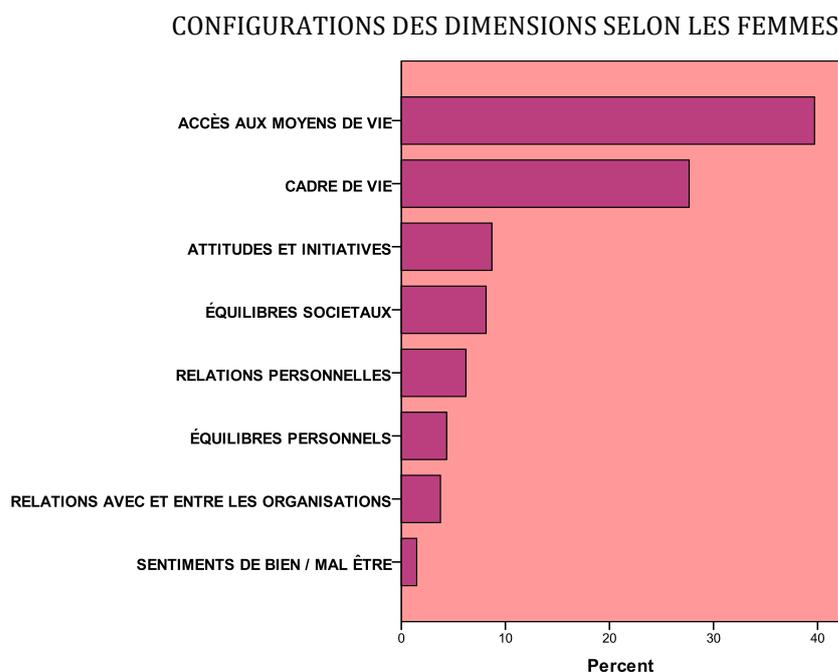
Graphique de barres de la distribution et tendance de la courbe des dimensions en réponse à la 3ème question



5. 2- Les dimensions et le sexe des participants

5.2.1- Composantes d'intérêt chez les femmes

D'abord il semble que la participation dans la création des critères est équilibrée selon le sexe (compte tenu que la participation globale des femmes est de 39,5% et celle des hommes de 38,9%).

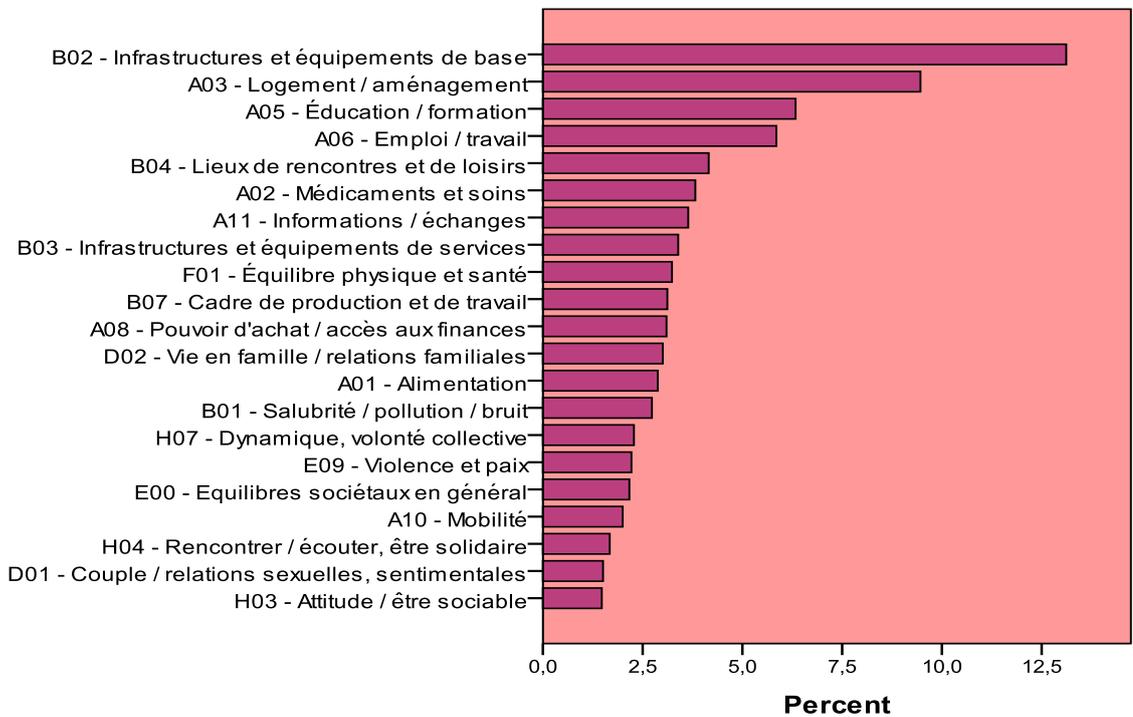


La principale distinction entre femmes et hommes repose sur le fait que les femmes, en pourcentage majeur que les hommes, pensent que la dimension « A » « ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » (39,7%) regroupe les problèmes quotidiens (manque d'alimentation, d'argent, de travail, de formation, de logement, etc.). Elles sont aussi convaincues que la solution à ces problèmes passe, notamment, par résoudre ces problèmes en soi (par obtenir les aliments, l'argent, le travail, etc.).

Suit la dimension « B » « CADRE DE VIE » (27,7%), dans laquelle les femmes montrent un intérêt majeur à la construction d'infrastructures scolaires et de garde d'enfants (crèches, bâtiments pour une éducation élémentaire, etc.), à l'obtention de services dans le domaine du commerce (marchés d'alimentation, épicerie, supermarchés, magasins, etc.), de l'esthétique (salons de coiffure, de beauté, bains publics etc.), ainsi que pour l'hygiène publique ; ce sont elles qui exigent d'avantage le « nettoyage public », le « ramassage d'ordures », « l'installation de conteneurs ».

En troisième lieu, on trouve la dimension « H » « ATTITUDES ET INITIATIVES » (8,7%), dans laquelle les femmes se montrent dynamiques, positives et très intéressées par : « accomplir des projets en commun », « avoir de l'initiative pour créer leur propre entreprise » « fonder des associations (ACD) en faveur des droits et intérêts des femmes », etc.

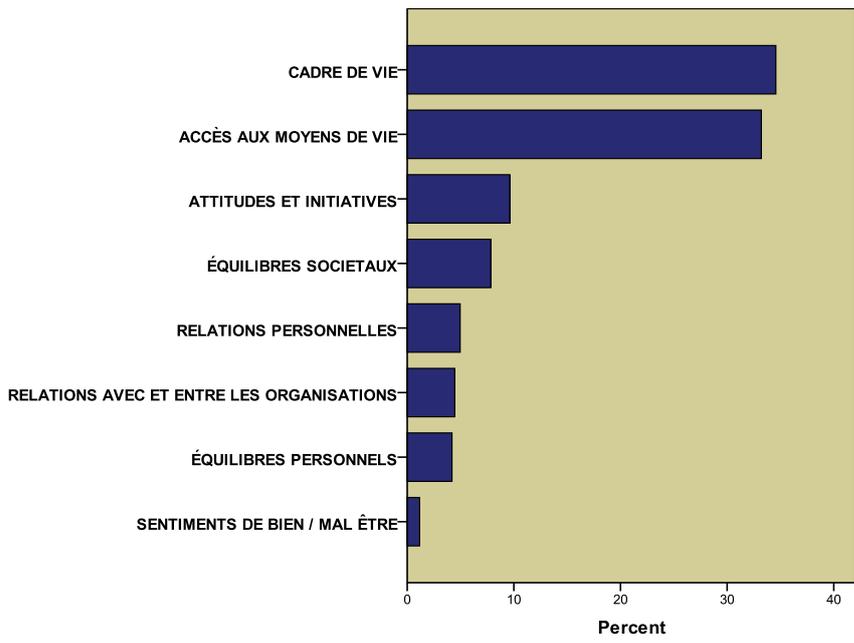
Graphique de barres des composantes des dimensions d'importance majeure pour les femmes.



5.2.2- Composantes d'intérêt chez les hommes

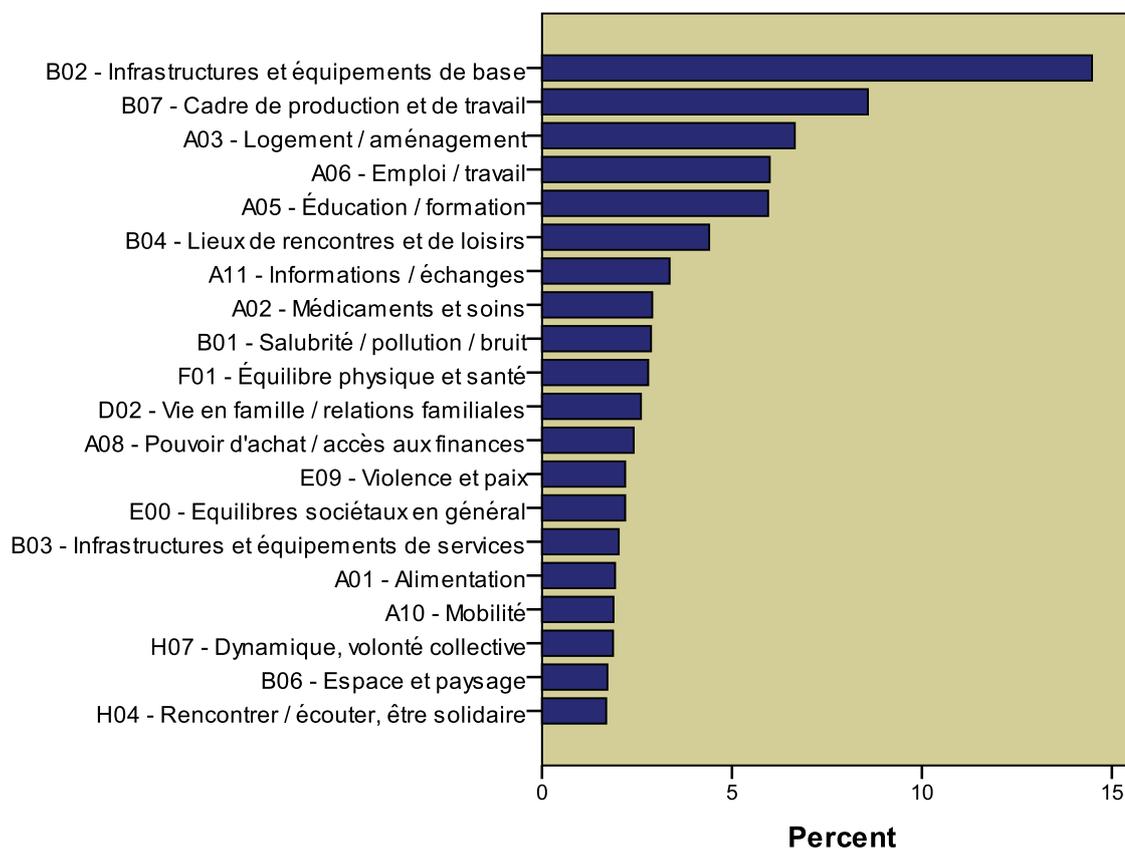
Chez les hommes la dimension qui ressort est la « B » « CADRE DE VIE » (34,6%), suivie de la dimension « A » « ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » (33,2%), et, comme chez les femmes, à la troisième place en importance, la dimension « H » « ATTITUDES ET INITIATIVES » (9,6%). La différence réside sur leur présence prépondérante à l'intérieur de la dimension « C » « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS » (4,5%).

CONFIGURATIONS DES DIMENSIONS SELON LES HOMMES



Les hommes sont persuadés qu'il faut avant tout disposer d'infrastructures (routes, ports, digues, réservoirs d'eau, électricité, etc.) pour se développer. Puis, comme les femmes, pensent à pouvoir avoir « un poste de travail », « de l'argent », « une formation professionnelle », « des lieux pour les rencontres et le loisir », « des antennes paraboliques », « des téléphones publics », etc., comme représente le graphique ci-dessous.

Graphique de barres des composantes de dimensions d'importance majeure par les hommes.



5.3- La corrélation entre les variables : « sexe » et « âge », et la variable « dimension »

Pour connaître le degré de certitude de la relation de deux variables on utilise le coefficient de corrélation de Pearson ($P_{x,y}$), comme un indice qui mesure la relation linéaire entre deux variables aléatoires quantitatives. Dans cette étude il est plus adéquat pour mesurer la relation entre les critères évoqués par les deux sexes, ainsi que par les trois tranches d'âge de division de la population.

La loi de densité de la probabilité (x^2 , coefficient de corrélation de Pearson), nous montre que les différences d'appréciation du bien-être entre hommes et femmes, et en conséquence des dimensions, sont significatives. 20

²⁰ Notion de corrélation. <http://www.chups.jussieu.fr/polys/biostats/poly/POLY.Chp.14.html>

Les valeurs de « P » représentent la probabilité d'obtenir un résultat au moins aussi extrême que celui effectivement obtenu, en supposant que l'hypothèse nulle est vraie.

L'hypothèse nulle est rejetée si la « P-valeur », associée au résultat observé, est inférieure au seuil de signification fixé (conventionné entre 0,05 pour les enquêtes sociologiques), parce que, si c'est le cas, cela nous indique qu'il est probable que l'hypothèse (de nullité) soit fausse.

Ci-dessous les résultats du croisement des variables « sexe » et « âge » avec la variable « dimension ».

Graphique du coefficient de corrélation de Pearson de la relation des variables « sexe » et « dimension »

Chi-Square Tests

	Value	df	Asymp. Sig. (2-sided)
Pearson Chi-Square	217,481a	21	0,000
Likelihood Ratio	221,474	21	0,000
N of Valid Cases	24163		

a. 8 cells (25,0%) have expected count less than 5. The minimum expected count is 0, 01.

La valeur de P-valeur ajustée = 0.00 est mineure à 0,05, ce qui signifie qu'aucune valeur de corrélation entre la variable « âge » et la variable « dimension » n'est nulle.

Graphique du coefficient de corrélation de Pearson de la relation des variables « âge » et « dimension »

Chi-Square Tests

	Value	df	Asymp. Sig. (2-sided)
Pearson Chi-Square	134,354a	14	0,000
Likelihood Ratio	135,332	14	0,000
Linear-by-Linear Association	88,041	1	0,000
N of Valid Cases	14817		

a. 0 cells (0%) have expected count less than 5. The minimum expected count is 37,73.

Le tableau ci-dessus montre les résultats du croisement entre les variables « âge » et « dimension », résultant les « P-valeurs » d'une valeur identique pour les 3 tranches (égales à 0,00), c'est-à-dire que l'hypothèse de nullité est fausse.

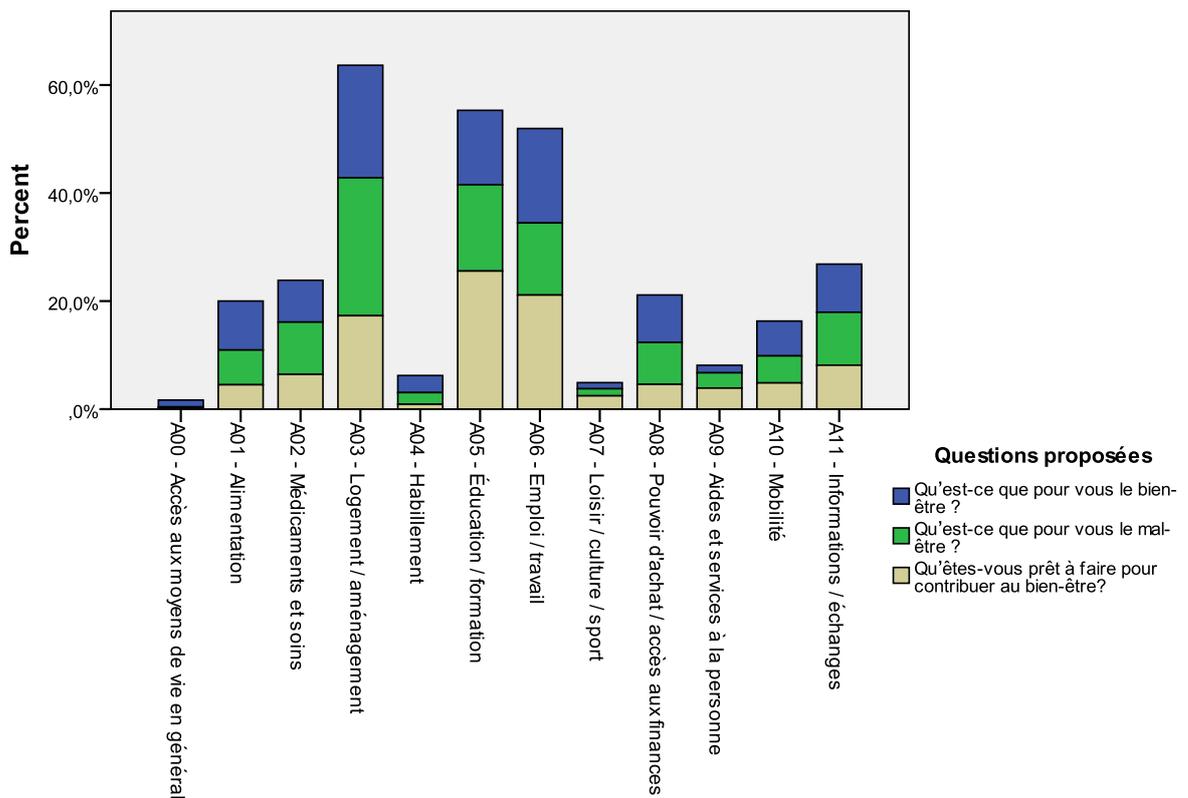
En conséquence on peut affirmer qu'il existe une claire corrélation entre « l'âge » et le « sexe » et les critères évoqués, et donc qu'il existe aussi, selon ces paramètres, une claire différence par rapport aux valeurs, perspectives et soucis de la vie, dans la construction hypothétique d'avenir et les revendications de chaque individu participant.

La variable « objet » à travers des dimensions

6.1.- La dimension A « Accès aux moyens de vie »

Cette dimension regroupe ses propres composantes en fonction des trois questions proposées, comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « A » « ACCÈS AUX MOYENS DE VIE » et par rapport aux questions proposées.



La première et principale demande des zones rurales et périurbaines du Cap-Vert est la construction de logements privés et sociaux. Il est habituel qu'une maison de deux pièces soit partagée par 8 membres de la même famille, une conséquence de bouleversement démographique. Les banlieues des villes sont souvent une concentration de malheurs quotidiens et de visions cauchemardesques: anarchie, insalubrité, insécurité, insuffisance d'infrastructures de base, misère, etc., mais le rural n'échappe pas à cette situation par manque de services basiques.

La plupart des gens sont propriétaires de leur maison, mais il y en a aussi qui vivent en location (avec un loyer qui oscille entre 4.000 et 6.000 escudos par mois), comme par exemple certaines familles qui habitent dans la communauté "PRAIA DE GI", dans l'île de Santo Antão. Un grand nombre de citoyens du rural et des banlieues des villes vivent dans des conditions difficiles: dans des baraques construites avec des planches d'étain ou dans des grottes (comme dans le quartier de « HORTA SECA », dans la banlieue de Mindelo, sur l'île de San Vicente).

On remédie au manque de fonds avec de l'imagination, grâce à l'ingéniosité et à l'union des voisins. L'organisation de l'ensemble des citoyens du mouvement associatif rural est indispensable pour accéder à l'aide du Plan de lutte contre la pauvreté ou à celle des bailleurs de fonds, ainsi qu'à l'entreprise des actions collectives. Ce n'est pas par hasard que la plupart des communautés ont été constituées il y a seulement 3 ou 5 ans, c'est en raison de la prise de conscience des avantages économiques qui dérivent de la localisation des maisons en groupes plus organisés, près des terres de culture et avec des services basiques.

Le SAP a mis en évidence que la plupart des personnes participantes ont besoin de choses aussi essentielles que la nourriture, les vêtements, le logement, le travail, etc. De fait les « objets » plus ressortissants (en dehors de la classement des composantes de la présente dimension) sont : « emploi » (11,6%), « alimentation en général » (8,5%), « ressources économiques, avoir de l'argent » (6,6%), « maison / logement en général » (4,5%), « formation académique » (4,3%), « salle de bain, toilettes à la maison » (4%), « formation professionnelle » (3%), « vêtements » (2,3%), entre autres.

Il y a également un forte demande de l'amélioration de services de santé à proximité de certaines agglomérations, qui ou bien disposent d'un dispensaire lointain o bien reçoivent une fois par semaine la visite d'un poste sanitaire mobile. Les communautés qui demandent cette amélioration de la "prestation de services sanitaires" sont : « RAIZ » et « LOMBA TANTUM » (l'île de Brava), « PONTA VERDE » (île de Fogo), « PRINCIPAL » (île de Santiago), « PONTINHA DE JANELA », « RIBEIRA DE PENEDO », « FIGUEIRA », « GARÇA » et « LUGAR DE GUENE » (île de Santo Antão) et les ACD de « CARRIÇAL » et « MORRO DE BRAS » (île de São Nicolau).

Le fait que cette dimension ait un faible pourcentage de réponses à la troisième question (16,57%), est remarquable. C'est comme si les gens pressentaient qu'une proche résolution à ce genre de problèmes (et pour obtenir des choses plus essentielles dans la vie) ne puisse dépendre d'eux-mêmes. On peut constater que les femmes montrent un l'intérêt majeur que les hommes pour la dimension « A » (42,55% de femmes / 35,10% d'hommes) et que, pour elles, les priorités sont : l'alimentation, les médicaments et soins, et le logement, tandis que pour les hommes ce sont : l'emploi et le loisir.

6.1.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être

6.1.1.1- Analyse des « stades de la perception »

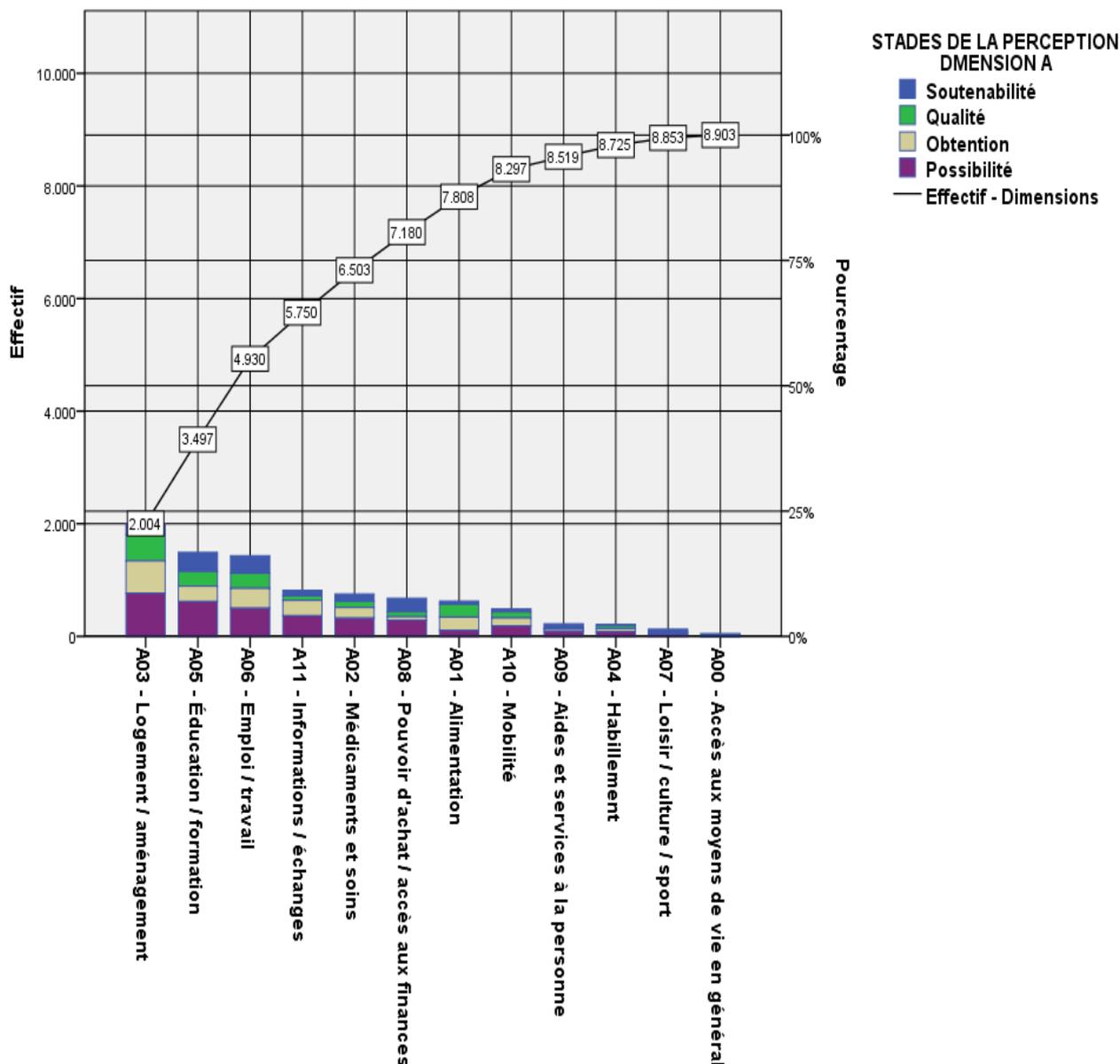
On peut constater l'importance de chaque composante si l'on considère le poids que suppose le croisement du nombre de critères atteints à son intérieur.

Cependant, préalablement à l'analyse des OBJETS génériques et spécifiques, il faut enquêter sur les composantes de poids majeur selon les 4 STADES DE LA PERCEPTION (P, O, Q, S) clairement représentées à l'aide du diagramme de Pareto, dans le graphique ci-dessous, par des colonnes à gauche contenant les phénomènes les plus significatifs et en partant du fait que le diagramme se base sur la

certitude de la « loi des 20/80 » (selon laquelle : 20% des causes produisent 80% des effets et des défauts).²¹

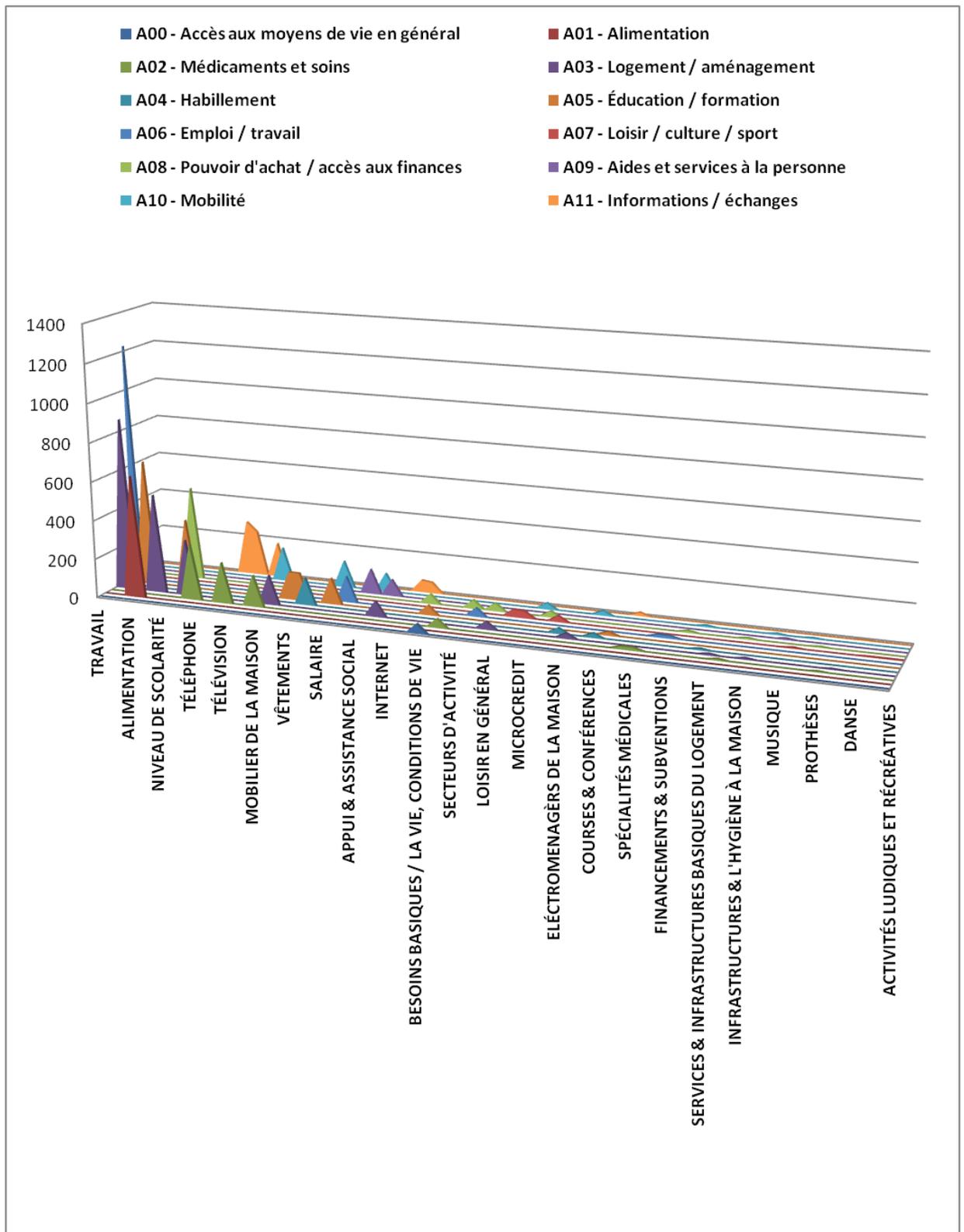
Il en ressort clairement que la population demande du travail et un fort investissement dans les trois premiers champs d'actuation (logement, éducation et emploi) comme points potentiels d'amélioration (et que les actuations sur ce 20% accumuleraient 80% de la valeur d'indice de bien-être ajouté).

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION A, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION A.

²¹ « Le diagramme de Pareto ». En ligne : <http://chohmann.free.fr/pareto.htm>



Et les principales constatations sont les suivantes:

- Que les composantes en rang d'importance qui réduisent la qualité de vie et le bien-être sont causées par le manque d'infrastructures contenues dans les composantes A03, A05 et A06 (placées à gauche du graphique), celles que la population signale comme le foyer de ses problèmes, mais auxquelles elle attribue également des solutions significatives pour en améliorer et éliminer les déficiences.

- Que les principaux phénomènes de distorsion du bien/mal-être se placent à l'intérieur des trois composantes décrites dans le tableau suivant, lesquelles contiennent et désignent 55,37% les intérêts, malheurs, distorsions dénoncées par la population ainsi que les contraintes liés à l'ACCÈS AUX MOYENS DE VIE, et avec les proportions signalées ci-dessous :

« A03 « LOGEMENT/AMÉNAGEMENT »	22,51% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« A05 « ÉDUCATION / FORMATION »	16,77% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« A06 « EMPLOI / TRAVAIL »	16,10% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes

- Les composantes accumulent un certain nombre d'objets (génériques et spécifiques), comme par exemple : à l'intérieur de la composante A03, où on trouve la demande de construction de « logement » (demande réalisée en termes généraux), de « bâtiments sociaux », de financement public pour « réhabiliter les maisons » et pour construire d'autres « pièces dans la maison » (et plus spécifiquement : « salles de bain »), etc., ce qui sera exposé plus concrètement et en profondeur ci-dessous.
- L'autre constatation, après avoir soumis les données à l'analyse simple des fréquences des CONCEPTS GÉNÉRIQUES (hormis l'analyse de Pareto et le classement des concepts à travers les composantes de la dimension et en tenant compte exclusivement du poids individuel des concepts génériques plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION A), nous permet d'affirmer que le plus évoqué par les participants a été le « TRAVAIL » avec 14,4%.
- Il s'en suit la « demande d'aides financières » pour construire des « pièces dans la maison » (7,6%), avoir accès à « l'éducation et connaissances » (7,22%), la possibilité d'obtenir une maison « logement » comme demande générique (6,75%), puis, entre autres, pouvoir gérer de façon adéquate leur propre « économie et gestion » (5,95%). (Ci-dessus le graphique représentatif ; pour les données spécifiques, voir le tableau 62 de l'annexe).

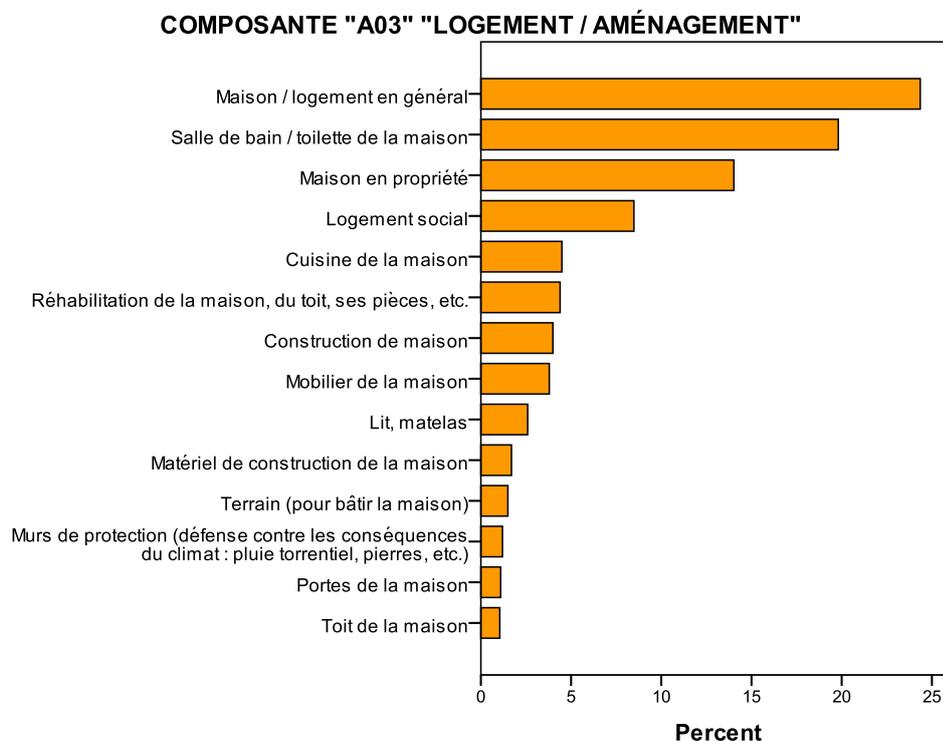
6.1.1.2- Composante A03 « Logement / aménagement » distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A)

(22,51% des

Le logement joue un rôle de grande importance en fonction de la population, en tant que bien de nécessité vitale dans la formation de l'identité personnelle. Il est évident, selon la population participante, que les conditions de logement inadéquates influent sur les comportements humains et les relations interpersonnelles, qu'elles entraînent des baisses de moral et une santé physique et mentale déficiente.

Les besoins en logements sont considérables aussi bien du point de vue quantitatif que qualitatif. Ils poussent la population à la construction de maisons en briques de ciment, plus chère que la construction traditionnelle (en pierre avec une toiture végétale), parce qu'elles ne demandent plus aucun entretien ultérieur et sont associées à la modernité, ce qui provoque la transformation du paysage Cap-Verdien.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « A03 » « LOGEMENT / AMÉNAGEMENT ».



La plupart de ces logements ruraux n'ont pas de toilettes ou salle de bain, de fait 70% de la population a recours au milieu naturel pour satisfaire ses besoins ²², et il reste encore beaucoup à faire pour garantir le service d'assainissement à l'ensemble de la population de l'archipel. Il est clair que ce manque d'infrastructures se heurte avec force au sens de bien-être des citoyens participants, qui se plaignent du manque de toilettes dans un pourcentage du 19,8%.

D'une manière générale, et entre autres, la population demande « une maison » (24,4%), avec « salle de bain/ toilettes » (19,8%), une « maison en propriété » (14%) et souhaite la construction de « logements sociaux » (8,5%).

Parmi les objets nommés à l'intérieur de cette composante on retrouve des critères sur la construction de « murs de protection » (1,2%), afin de sauvegarder leurs maisons des conséquences des pluies torrentielles et d'autres phénomènes de la nature. Comme exemple le village de RIBEIRA DA BARCA (île de Santiago), qui a sollicité l'aide de l'Etat (par le biais du Ministère des l'Infrastructures et de l'Économie Maritime) pour le renforcement d'un mur de blocs de béton (de 120 m de longueur) qui protège 14 maisons de l'action des vagues (celles-ci étant construites à quelques mètres de la plage).

²² Article « Promouvoir l'assainissement individuel écologique au Cap-Vert »

On demande aussi des fonds pour la remise en état des toits et pour la réparation des fissures et crevasses des murs, étant donné que la plupart des maisons ont été bâties par le propriétaire sans conseil technique, ce qui entraîne l'apparition de problèmes structurels, spécialement dans le cas de celles construites en zones dangereuses (falaises ou passages naturels d'eau). Le reste des critères qui sont évoqués par les citoyens font référence aux carences suivantes : « toit de la maison » (1%), « pièces en général » (0,7%), « cuisines » (4,5%), « mobilier » (3,8%) et « matériel de construction » (1,7%), entre autres.

En examinant de près les résultats et en les reliant au territoire, on peut observer que la population de l'île de Fogo exprime un souci majeur pour les problèmes de logement (33,5%), suivie de l'île de São Nicolãu (25,4%). La demande de : « logement social » ressort avec grande puissance dans les îles de Santo Antão (12%) et São Nicolãu (8,5%).

6.1.1.3- Composante A05 « Éducation / formation » (16,77% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A)

Le gouvernement du Cap-Vert a investi de grands efforts pour que l'accès à l'éducation soit égalitaire, mais les résultats du SAP montrent que la population n'est pas satisfaite avec le système de « formation professionnelle ». Ceci à cause de multiples aspects, comme la distance à parcourir dans le rural, le manque de variété et d'adaptation à la réalité du monde du travail des cours offerts (il y a une claire demande de l'élargissement des matières telles que : informatique et nouvelles technologies, premiers secours, pompiers, tourisme, etc.).

Bien qu'il existe un grand nombre d'écoles primaires disséminées dans le rural, les centres de formation professionnelle et les lycées se situent uniquement dans les grandes villes. Cela suppose une éducation secondaire très coûteuse, les jeunes devant manger à la cantine et les taxes académiques étant souvent moins chères que le prix du transport en lui-même.

En termes généraux le majeur souci qui apparaît dans les critères est celui d'avoir une « formation académique » (22,9%), ce qui montre que nous sommes face à une société qui pense qu'il faut « être cultivé » et que le succès dans la vie passe par une bonne formation, comme véhicule pour sortir de la pauvreté. Le gouvernement sait que l'influence de l'éducation dans la détermination de celle-ci est très significative et que « le niveau d'instruction » du chef de famille influe sur le reste du ménage. 23

La « formation professionnelle » en général (19%) apparaît en deuxième lieu, mais à nouveau quand on parle de cours de formation spécifique tels que l'éducation dans les secteurs de : la gastronomie, tourisme, langues étrangères (1,9%), socio-médical, paramédical, premiers secours » (1,6%) qui

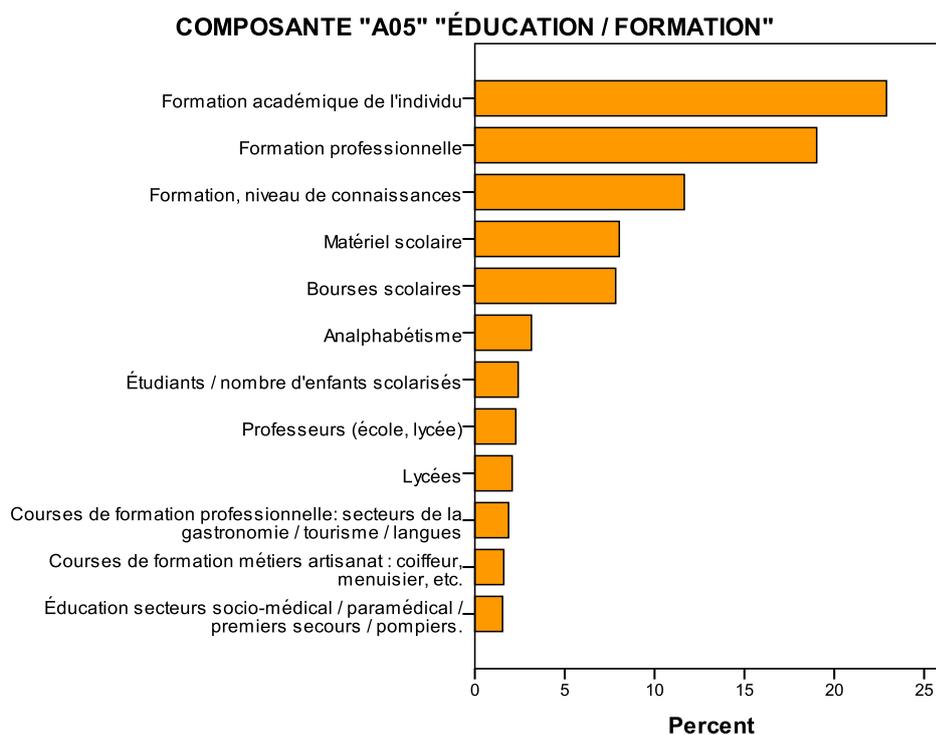
²³ Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DECRP).

atteignent un pourcentage total de 8,7%, ce qui, additionné au premier résultat, nous permet d'affirmer que la formation professionnelle se situe en premier rang avec 27,7% des critères.

19% de la population évoque la « formation professionnelle » comme une prestation qu'il faut améliorer et qui doit compléter la formation des individus (le rapport est de : 21,0% bien-être, 15,5% mal-être, 23,4% actions à entreprendre). Il existe, également, une grande demande de cours spécifiques de formation professionnelle dans les domaines qui sont en rapport avec le secteur touristique (gastronomie, langues étrangères, organisateur de voyages, etc.) et l'artisanat (coiffure, menuiserie, plomberie, serrurerie, forge, électricité, etc.).

La population se plaint d'autre part du faible niveau d'études, concept désigné comme: « formation, niveau de connaissances » (11,7%), qui regroupe les critères qui nous renvoient aux les connaissances générales de l'individu, au système éducatif (niveau d'enseignement), aux ressources financières pour se former et à l'accès à l'éducation, entre autres.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « A05 » «ÉDUCATION / FORMATION ».



Selon les territoires participants on constate que l'île de Brava a un grand besoin de cours de « formation professionnelle » (29,8%), la « formation académique de l'individu » intéresse le (28,1%). Ils demandent aussi des aides et des bourses d'études pour acheter le « matériel scolaire » (12,3%) et souhaitent un système éducatif qui reconnaisse aux plus pauvres le droit de bénéficier de « réductions des taxes d'inscription » (10,5%).

Les citoyens participants de l'île de Fogo pensent que « la formation académique de l'individu » est l'objectif de toute personne pour réussir dans la vie (21,3%), suivie de la demande de « bourses et réductions des taxes » (15,8%), et subventions pour le « matériel scolaire » (13,8%).

La population du nord de l'île de Santiago, pense que le manque de « formation académique » (32,6%) et d'« éducation et connaissances » (17,4%) est un malheur, en raison de l'insuffisance d'écoles, et infrastructures routières et de transport public, étant donné la distance à parcourir par une grande majorité des élèves du rural.

Les habitants de l'île de São Nicolãu pensent, de façon similaire aux précédents, que les principales inquiétudes sont la « formation académique » (28,6%), « l'éducation et connaissances » (28,6%), la « formation professionnelle » (17,1%), l'appui aux « étudiants scolarisés » (8,6%) et le manque de « lycées » (2%), entre autres.

L'île de Santo Antão demande principalement : « formation professionnelle » (24%), « formation académique de l'individu » (20,2%), « bourses et réductions des taxes » (6,8%), aides pour le « matériel scolaire » (5,9%) et « cours d'alphabétisation » (3,7%).

6.1.1.4- Composante A06 « Emploi / travail » (16,10% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension A)

Le Cap-Vert possède une main-d'œuvre jeune, bien formée, adaptable au marché de l'emploi et très compétitive, comme le sont les salaires (le salaire minimum ayant été fixé, en 2012, à environ 100 euros/mois). Malgré cela, et une baisse durant quelques années, le taux de chômage ne cesse d'augmenter (12,7% en 2011 et 16,8% en 2012)²⁴.

Les zones rurales étaient très liées aux FHIMO (Front à haute intensité de main-d'œuvre), un programme d'emploi public qui donnait aux pauvres l'opportunité de travailler, et mis en place pour leur permettre d'obtenir des revenus, surtout durant les années de mauvaise production agricole. Financés grâce à l'aide alimentaire, au début des années 2000, les projets FHIMO sont divers mais visent la mise en œuvre de services et infrastructures en milieu rural (ingénierie publique en général : canalisation d'eau, égouts, routes), ainsi que des travaux de conservation des sols (barrières contre l'érosion, bassins, etc.).

Pendant les années 1990, non moins de 10 à 15% de la population active en milieu rural a été impliqué dans les FHIMO (soit 15 000 à 20 000 personnes)²⁵, ce qui n'a pas servi au développement du système productif agricole et a créé une dépendance de l'État.

Par la suite, le PNLP a décidé de dynamiser les associations communautaires (ACD) pour qu'elles soient les chargées de promouvoir et exécuter les projets d'infrastructures (grâce à l'aide des CRP,

²⁴ Données de l'Institut National de Statistique du Cap-Vert. 2012.

²⁵ GRET « Profil sécurité alimentaire Cap-Vert » 2008, avec le financement du Ministère des Affaires Étrangères de France

commissions régionales des partenaires dans le cadre du Programme National de Lutte contre la pauvreté).

Après quelques années d'expérience le Plan de lutte contre la pauvreté a constaté l'impact positif du microcrédit dans l'amélioration des conditions de vie de plusieurs familles. Le développement auto-soutenu et durable repose sur l'élargissement de la base productive, raison pour laquelle la politique du PNLP a focalisé sur l'encouragement de l'esprit entrepreneur, ce qu'ils appellent « les activités génératrices de revenus », pour que les gens deviennent indépendants et puissent sortir de la pauvreté. Les charges familiales et sociales sont alourdies par le chômage, grand souci de la population rurale (76,2% de critères parlent d'emploi). Conformément au sexe et tranche d'âge de la population participante, il est très intéressant de voir comment les femmes du milieu rural sont plus soucieuses que les hommes d'obtenir un travail, et spécialement les femmes d'âge mature.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « A06 » « EMPLOI/TRAVAIL».

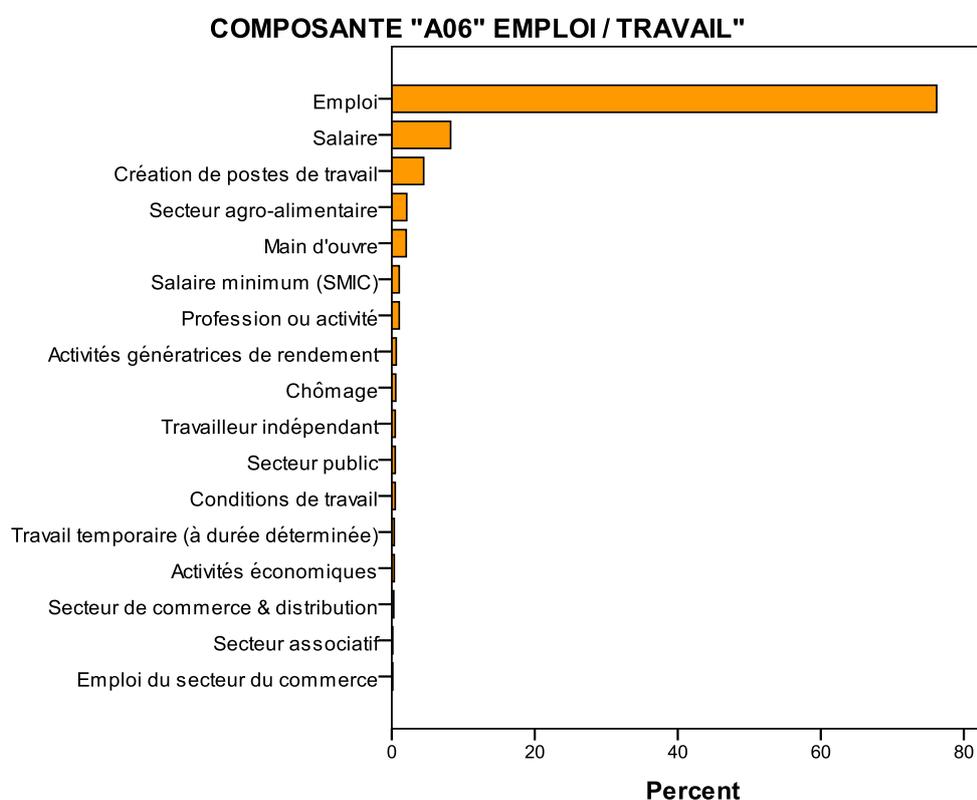


Tableau du pourcentage d'intérêt des participants (conformément au sexe et tranche d'âge) pour l'emploi.

POPULATION PARTICIPANTE PAR SEXE ET TRANCHE D'ÂGE	POURCENTAGE D'INTÉRÊT DES GROUPES D'ÂGE PAR L'EMPLOI
HOMMES JEUNES	73,70%
FEMMES JEUNES	75,80%
HOMMES ADULTES	70,40%
FEMMES ADULTES	82,90%
HOMMES MATURES	65,00%

FEMMES MATURES	83,90%
-----------------------	---------------

Compte-tenu de la distribution territoriale, il est évident que l'île de São Nicoláu et la zone nord de l'île de Santiago offrent un intérêt majeur pour l'emploi.

Tableau du pourcentage d'intérêt des participants pour l'emploi selon le territoire.

ÎLES PARTICIPANTES	POURCENTAGE D'INTÉRÊT DES PARTICIPANTS PAR L'EMPLOI
BRAVA	61,4%
FOGO	73,1%
SANTIAGO NORD	83,3%
SANTO ANTÃO	74,3%
SÃO NICOLÁU	84,7%

Le reste des objets évoqués, « salaire » « création de postes de travail » etc., ne dépassent pas le seuil du 10% d'intérêt, de fait le graphique de barres sur la composante « A06 » montre la grande disproportion entre ces concepts cités. De la même manière qu'il est évident que la politique consistante à promouvoir la création d'entreprises ou activités génératrices de revenus n'était pas complètement développée en 2008, vu que la population suggère le concept dans un pourcentage de 0,7%.

Il faut dire que « les activités génératrices de revenus » sont celles conçues par le « Programme de lutte contre la pauvreté », pour promouvoir l'autonomie socio-économique de la population rurale. Elles conforment un tissu de micro-entreprises, aussi bien individuelles que collectives, impulsées par des crédits dans le domaine de la production agricole au sens large du terme, y compris l'animale, l'exploitation forestière, ainsi que la commercialisation de tous les produits qui en déclinent et leur stockage, etc.; le développement de l'artisanat et des métiers, et la promotion des activités innovatrices, etc.²⁶

L'objectif des activités génératrices des revenus (AGR) est l'amélioration des conditions de vie socio-économiques de manière durable, de faire en sorte que les personnes deviennent autonomes du programme, mais aussi de restaurer leur dignité humaine. La stratégie consiste à pousser les personnes impliquées, et bénéficiaires des aides, à entreprendre leur propre affaire (individuellement ou en association).

Toutefois, les résultats du SAP ne semblent pas très encourageants en ce qui concerne ces activités, d'ailleurs il en ressort qu'elles sont nommées en faible pourcentage (0,6%), ce qui implique, ou bien leur ignorance par manque d'information, ou bien qu'ils n'envisagent pas la possibilité d'affronter le risque d'être entrepreneurs. Cela requiert possiblement d'un changement de politique d'actuation ou d'information de la part des gérants du programme de lutte contre la pauvreté.

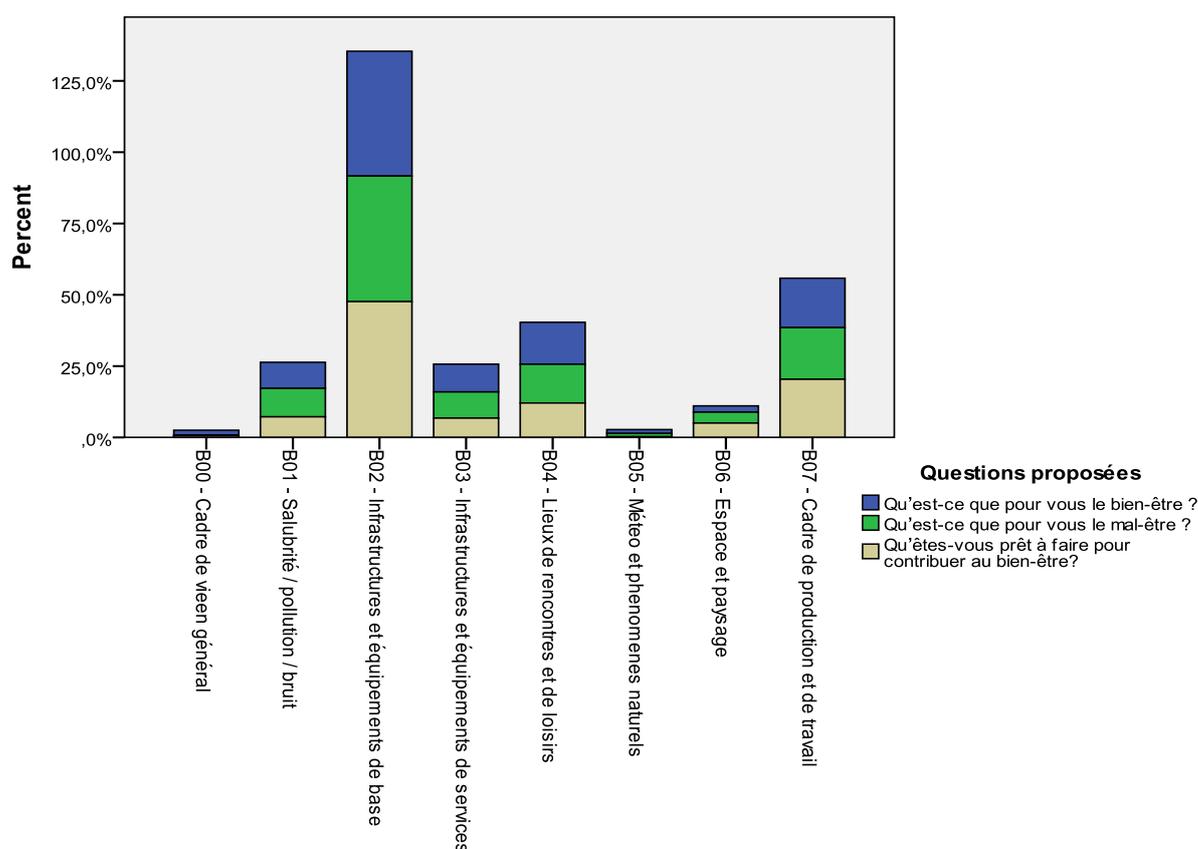
²⁶ FIDA-AFRIQUE : PROJET « PAGER : PROMOTION DES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS (AGR) » : <http://www.fidafrique.net/article240.html>

6.2- La dimension B « Cadre de vie »

L'amélioration des insuffisances en matière d'infrastructures et services, figure comme la stratégie la plus importante proposée par la population rurale, leur permettant d'accéder aux prestations de base, à de meilleures conditions de vie et, donc, d'atteindre le bien-être.

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « B » « CADRE DE VIE » et par rapport aux questions proposées.



La dispersion de la population sur plusieurs îles impose des contraintes majeures de financement et de planification des infrastructures et des services de base, comme l'énergie, l'eau/assainissement et les routes. Depuis 1995 a été mise en place une politique de décentralisation en vertu de laquelle ce sont les municipalités les organes chargés des principaux services de base, du financement des infrastructures et de l'aménagement urbain local.²⁷

Il y a de nombreux noyaux et agglomérations de population en milieu rural, sans accès goudronné, sans réseau électrique et avec une seule source d'eau pour desservir la zone, sans commerces, sans écoles, etc., qui risquent d'être abandonnés par les jeunes qui refusent de vivre dans les conditions de privation et de dureté dans lesquelles ont vécu les générations précédentes.

²⁷ Thierry Paulais « L'Afrique en développement, financer les villes en Afrique, l'enjeu de l'investissement local » Banque mondiale 2012

Parfois le gouvernement lui-même a encouragé le déplacement de communautés vivant dans des zones de risque, ou sans perspectives agricoles, en négociant avec les familles le don de parcelles cultivables, à la condition de travailler la terre sous peine de reprise par l'État. C'est le cas des agriculteurs et éleveurs de la ACD : « TCHON DE HOLANDA », de l'île de São Vicente, configurée par 95 familles, élues parmi les plus pauvres des banlieues périphériques de la ville de Mindelo, auxquelles le gouvernement a cédé une parcelle de 3 000 m².

Certains villages sont très éloignés des routes et beaucoup de maisons complètement isolées, ce qui rend très difficile et coûteuse l'implémentation des services basiques: réseau électrique, canalisation d'eau, assainissement, etc. De plus, la plupart des ménages n'ont pas de voiture, il n'est donc pas étrange que, pour cette raison, certaines familles décident de bâtir un autre logis près d'un accès routier, comme par exemple 5 groupes familiaux de l'ACD PEDRA CUMPRIDA, aux alentours de la serre de « La Malagueta » (île de Santiago), qui ont abandonné leurs anciennes maisons de la vallée (sans accès routier et isolées) pour s'installer dans des maisons neuves (perchées sur un rocher) à quelques mètres de la route.

La tendance des courbes des réponses entre les trois questions montre un échelonnement plus fort, parce-que la population pense que les infrastructures basiques et les services manquants (tels que hôpitaux, écoles, marchés publics, etc.) sont en réalité la solution aux besoins les plus pressants.

La dimension « B » intéresse plutôt les hommes que les femmes, de fait le rapport est de 43,02% d'hommes - 34,95% de femmes, et par tranches d'âge, en grande différence les jeunes (47,51%) sont plus intéressés que les adultes (27,14%) ou personnes âgées (8,59%).

En particulier les trois groupes d'âge craignent le manque d'« INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE » (composante « B02 », avec unes pourcentages de : 46,07%, 38,21% et 48,30%, respectivement). Ici on trouve, principalement, les critères qui parlent du manque de ressources hydriques et d'eau potable à la maison, de réservoirs d'eau, de puits, de points d'eau publics, d'électricité, d'illumination publique, de ports, aéroports et routes, de dispensaires, de maisons de retraite, d'écoles d'enseignement élémentaire et de formation professionnelle.

La deuxième composante en importance pour la JEUNESSE, et la troisième pour les personnes d'âge mature, est la « B04 » « LIEUX DE RENCONTRES ET DE LOISIRS », qui demande la construction de lieux de rencontres publics : « places publiques », « centres et clubs de jeunesse », « espaces de loisir », « discothèques », etc., tandis que les personnes âgées demandent la construction « d'espaces de loisir communautaires », « espaces de sport », « centres d'omnisport » et « polyvalentes » pour les jeunes de la famille.

Les groupes de population d'âge moyen et mature s'inquiètent en particulier pour les concepts inclus dans la composante « B07 » : « CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL », celle qui regroupe les pétitions en rapport avec les activités économiques développées par eux-mêmes, telles que des

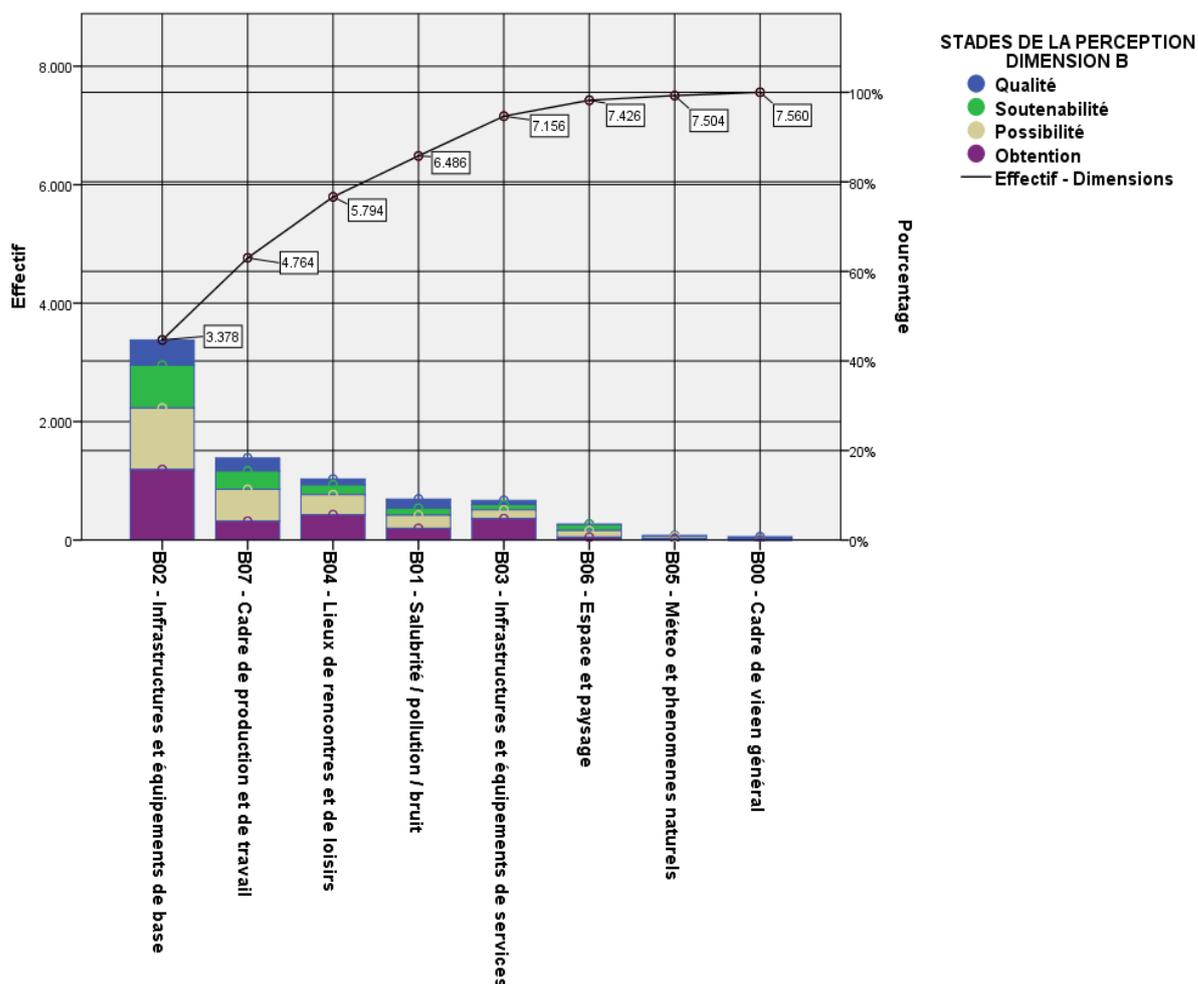
étales, des serres, des moteurs pour des bateaux de pêche, etc. dispositifs avec lesquels la population souhaite améliorer la production et ses conditions de travail.

6.2.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être

A) Analyse des « stades de la perception »

En utilisant l'analyse de Pareto sur les STADES DE LA PERCEPTION (P, O, Q, S) décrits dans les composantes de la DIMENSION B, on constate que les composantes qui contiennent plus de phénomènes significatifs et accumulent 80% des distorsions sont: « B02 : INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE », « B07 : CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL » et « B04 : LIEUX DE RENCONTRES ET DE LOISIRS » et, en définitive, représentent et motivent 80% des effets et des défauts sur les indicateurs de bien-être à l'intérieur de la DIMENSION B –CADRE DE VIE.

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION B, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :

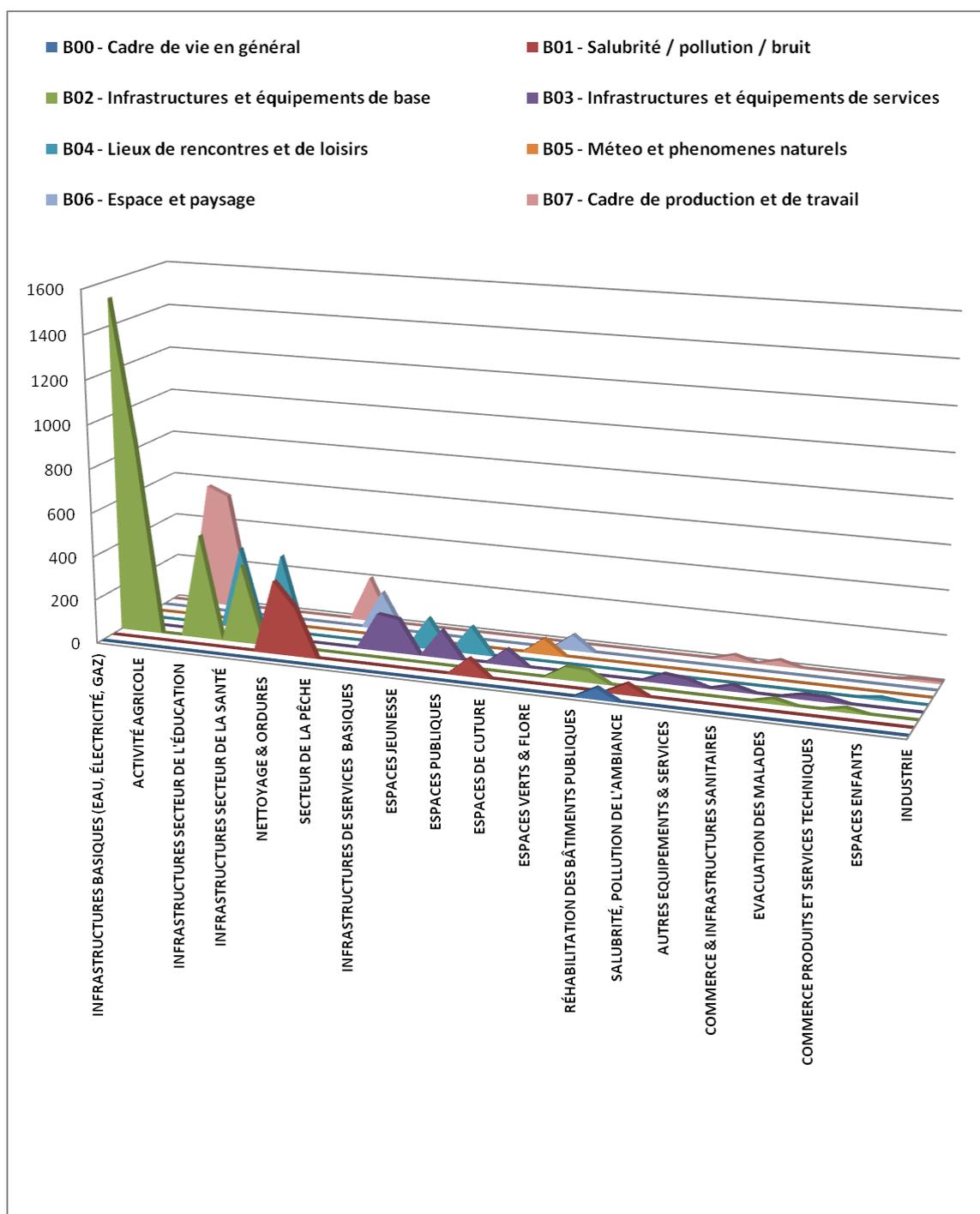


En réalisant l'analyse de prés on peut constater que :

- Les composantes qui contiennent les problèmes et les solutions selon la population participante sont regroupées dans les deux premières barres comptant un total 76,64% des causes de distorsion constatées. D'autre part, la formule de Pareto place en troisième lieu la composante **B04 « LIEUX DE RENCONTRES ET DE LOISIRS »** où on trouve la demande de construction de tout type d'infrastructures liées au loisir. Ci-dessous les pourcentages :

« B02 : INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE »	44,68% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« B07 : CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL »	18,34% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« B04 : LIEUX DE RENCONTRES ET DE LOISIRS »	13,62% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« B01 : SALUBRITÉ / POLLUTION / BRUIT »	9,15% des distorsions : intérêts / souhaits / troubles / contraintes

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION B.

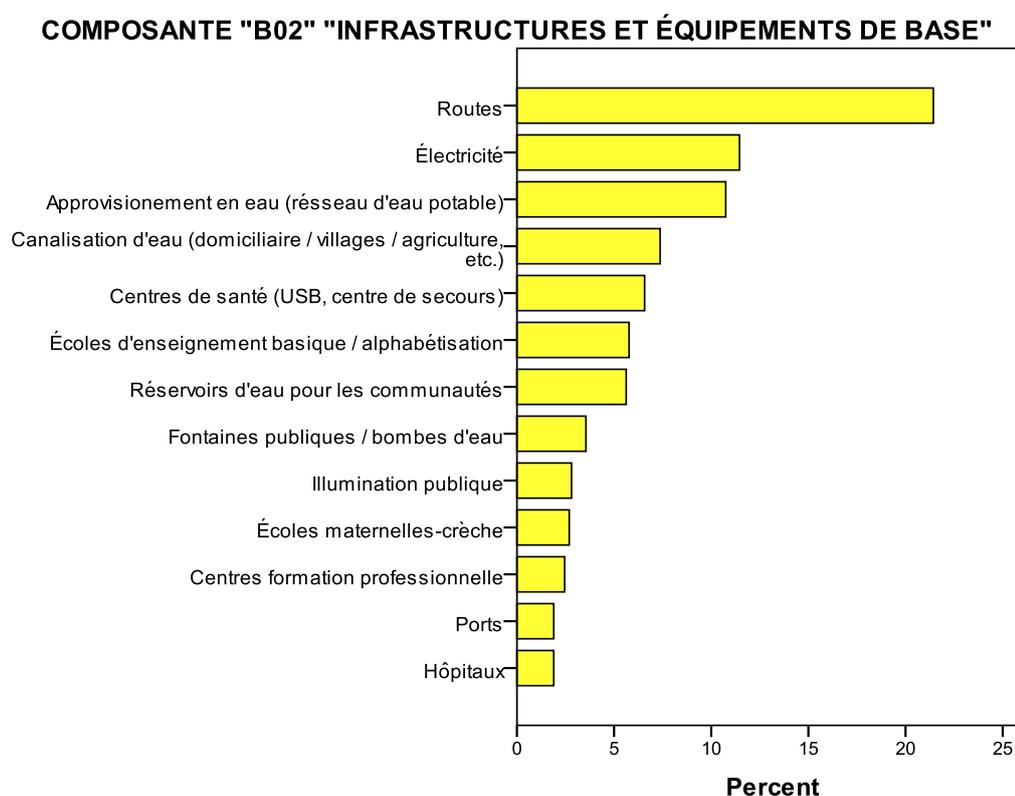


6.2.1.1- Composante B02 « Infrastructures et équipements de base » (44,68% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B)

Cette composante regroupe le 47% des espoirs des citoyens en milieu rural pour améliorer leurs conditions de vie et, en grande différence, fait ressortir la demande de « routes », avec 21,4% de critères. Il faut signaler que les villages reculés voient leur isolement accentué, par manque d'accès goudronné et d'un service de transport en commun.

Les municipalités qui ont remporté le pourcentage majeur, par rapport aux infrastructures de communication routière, sont : São Miguel (Île de Santiago), Ribeira Grande (Île de Santo Antão) et Ribeira Brava (Île de São Nicoláu). (Voir le tableau 77 de l'annexe).

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « B02 » « INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS DE BASE».



La population déplore également la déficience des « réseaux électriques » (11,5%), soit par manque de service, soit à cause des coupures de courant (certains villages ne disposant d'électricité que 2 heures par jour), ou tout simplement parce qu'il n'existe pas d'approvisionnement, une grande difficulté à surmonter selon les participants.

L'entreprise électrique publique « *ELECTRA* » éprouve de sérieuses difficultés pour élargir le réseau à toutes les agglomérations, en raison de la grande dispersion de l'habitat rural (selon une étude réalisée en 2004 : environ 20 000 familles devront attendre un temps indéterminé avant d'avoir accès à

l'électricité par les voies habituelles, et environ 12 000 familles ne pourront jamais y avoir accès par des moyens conventionnels).²⁸

Il est intéressant de noter que la demande de « l'approvisionnement en eau potable » (10,7%) se situe en troisième lieu, et, en quatrième, la « canalisation d'eau pour l'usage domestique, ainsi que l'agricole » (7,4%). L'eau est un bien de vitale importance et le manque de ressources hydriques constitue un des principaux obstacles au développement rural, aussi bien pour le ravitaillement des besoins ménagers, que pour l'irrigation; c'est un problème qui s'aggrave d'année en année, notamment à cause de la croissance continue des terres agricoles et de l'urbanisation.

Les agriculteurs demandent la construction de « réservoirs d'eau » et de « puits », mais les eaux souterraines présentent beaucoup de contraintes liées à la profondeur et surexploitation des nappes phréatiques (les prélèvements dépassent les capacités de renouvellement). De plus, la très forte minéralisation des eaux les rend impropres à la consommation humaine et à l'usage agricole, raison pour laquelle le gouvernement a déjà implanté des usines de désalinisation d'eau de mer. (Voir le tableau 69 de l'annexe).

Les dispensaires de soins primaires à proximité (appelés USB –unités sanitaires de base-) se situent à la suite dans la liste de préférences, avec un pourcentage de 6,6% (222 critères). La population réclame la construction de bâtiments sanitaires, de centres de soins régionaux et périphériques, de postes de la croix rouge, et l'ouverture de services d'urgence. Les participants de toutes les zones pensent que le nombre de centres est insuffisant, hormis l'île de São Nicolau qui n'offre aucun résultat sur cette thématique. La composante « A02 » nous informe également d'une demande de personnel sanitaire : les participants affirment que les services devraient fonctionner 24 heures sur 24, avec le personnel qualifié et adéquate, selon eux, dans certaines zones, un médecin permanent et plus d'infirmiers.

Les municipalités insatisfaites, un pourcentage de 1,9%, et les services sanitaires demandés ont été représentés par zones (îles, municipales et communautés) dans le tableau 76 de l'annexe. La demande de l'amélioration des services primaires (USB) est notoire, entre autres avoir plus d'ambulances (0,5%) ou de couverture médicale au moyen de l'ouverture de nouveaux centres.

6.2.1.2- Composante B07 « Cadre de production et de travail » (18,34% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B)

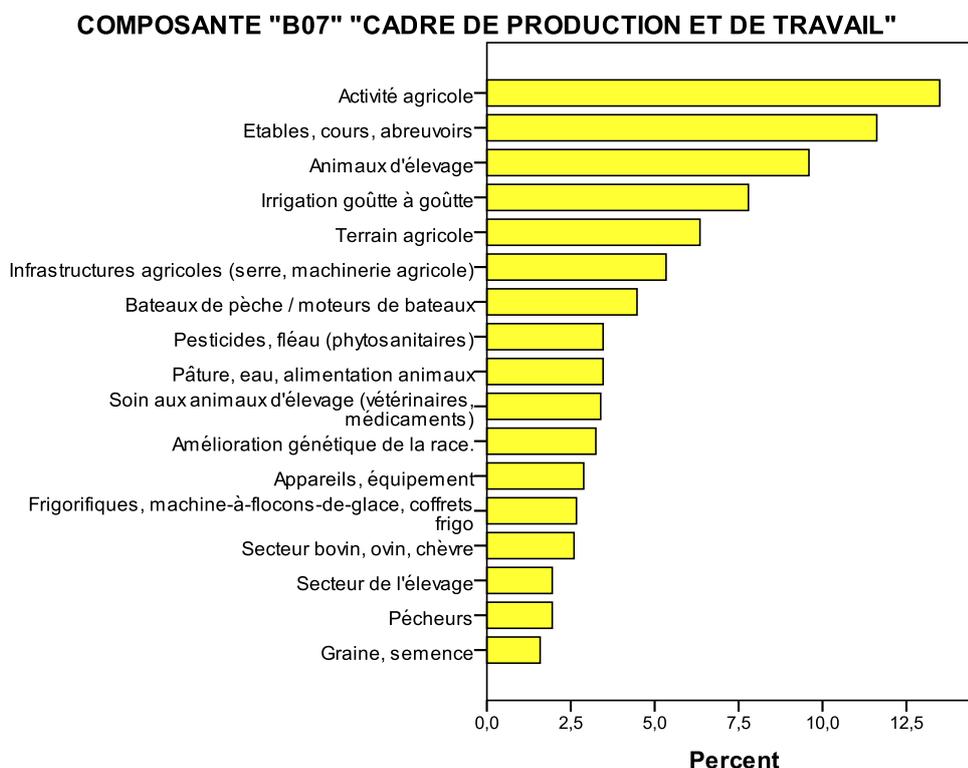
L'élevage est développé en même temps que l'agriculture, les deux activités constituant les fondements de l'économie rurale. Les secteurs plus ressortissants du SAP, contenus dans le tableau ci-dessus, sont principalement : « le secteur agricole » (41%) et « le secteur de l'élevage » (38,1%), suivi du « secteur de la pêche » (14,7%) et enfin « le secteur du commerce de produits alimentaires », lié à la petite industrie comme « la vente ambulante » (développée en large mesure par les femmes).

²⁸ L'énergie dans le monde : http://www.ifdd.francophonie.org/reseaux/hydro_quebec/pays_et_entreprises/afrique/cap_vert/cap_vert.html

Tableau des « SECTEURS D'ACTIVITÉ » plus évoqués par la population à l'intérieur de la composante « B07 » « CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL»

SECTEURS D'ACTIVITÉ PLUS ÉVOQUÉS	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
ACTIVITÉ AGRICOLE	568	41,0%	41,0%
SECTEUR DE L'ÉLEVAGE	528	38,1%	79,1%
SECTEUR DE LA PÊCHE	204	14,7%	93,8%
MOYENS TECHNIQUES MOYENS DE PRODUCTION	27	1,9%	95,7%
CENTRES DE TRANSFORMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	26	1,9%	97,6%
SECTEUR DE LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES	11	0,8%	98,4%
INDUSTRIE	11	0,8%	99,2%
PERSONNEL TECHNICIEN D'APPUI	8	0,6%	99,8%
TRAVAIL EN COOPÉRATIVE	2	0,1%	99,9%
SECTEUR DE LA CONSTRUCTION GÉNIE CIVIL ET VOIRIE	1	0,1%	100%
TOTAL	1386	100%	-

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « B07 » « CADRE DE PRODUCTION ET DE TRAVAIL».



L'élevage et l'agriculture satisfont à peu près 95% de la demande nationale, tout en s'opposant à la production de lait qui couvre à peine 25% des besoins du pays.²⁹ Il y a une forte demande de machines, de terres en propriété, de subventions, de graines, de pesticides, d'infrastructures agricoles et de systèmes d'irrigation goutte à goutte, entre autres.

Le troisième secteur productif qui demande des aides économiques est celui de l'élevage ovin, porcin et de volailles. On réclame, plus spécifiquement, des pâtures, l'usage d'animaux pour l'amélioration

²⁹ « Plan national de développement des infrastructures, technologie d'information et communication ». République du Cap-Vert, Ministère d'Infrastructures et Transports

génétique de la race, la construction d'étables, de basse-cours, d'abreuvoirs, et l'accès aux soins vétérinaires à un prix raisonnable, entre autres; des aides pour les pêcheurs (bateaux de pêche, appareils et équipements, frigorifiques, machines à glace, etc.) et finalement des lieux de vente.

Le manque d'information sur les secteurs d'activité, développés par les communautés participantes, empêche une étude plus approfondie sur la convenance d'élargir les aides dans tel ou tel secteur sur le terrain. La population rurale pense aussi qu'un développement progressif du tourisme pourrait contribuer à relancer l'économie, il faudrait pour cela élargir les structures hôtelières au-delà des îles touristiques par excellence : Sal et Boa Vista, qui elles comptent sur d'adéquates infrastructures.

Comme on peut le constater les participants demandent, aussi bien, des aides économiques que techniques (il y a bien longtemps que le gouvernement a mis en œuvre une politique de gestion durable de l'eau), mais, en vue des bons résultats, les efforts ne doivent pas cesser. (Voir les demandes et leur pourcentage dans le tableau 69 de l'annexe).

6.2.1.3- Composante B04 « Lieux de rencontres et de loisirs » » (13,62% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B)

L'analyse de la base de données nous indique que les Cap-Verdiens demandent avant tout et en troisième lieu la construction de tout type d'infrastructures publiques destinées au loisir, aux rencontres et au sport. Ils demandent, par ailleurs, de nouvelles installations équipées en tout genre de dispositifs destinés à la consommation communautaire, tels que : télévision avec antenne parabolique, ordinateurs avec connexion d'internet, équipements sportifs et en définitive toute sorte de matériel ludique.

Seuls certains milieux obtiennent le financement nécessaire pour répondre à la demande de la population et au développement d'infrastructures comme des terrains de football, des espaces pour enfants, etc.

La plupart des communautés rurales sollicitent la construction d'espaces de loisir communautaires destinés à la population en général, c'est à dire de lieux propices à la réalisation de toute sortes d'activités. C'est pour cette raison que la nomenclature la plus utilisée par la population est : « ESPACES POLYVALENTS » ou « ESPACES COMMUNAUTAIRES » et que la plupart des critères ne précisent pas exactement de quoi il s'agit, se limitant à un seul mot, comme par exemple : « espace omnisport » ou « espace polyvalent ». Et, alors que spiral présentait différents concepts tels que : « espace polyvalent » = « espace omnisport » = « espace communautaire », générés avec certitude à cause des différences régionales et géographiques, il est clair que, malgré la diversification conceptuelle, la population fait allusion à l'ensemble des espaces et infrastructures qui permettent la pratique d'une ou de plusieurs activités (de loisir, de sport, artistiques, etc.), en plein air ou non, libres ou organisées. En nous basant sur ce qui précède, on peut affirmer que la demande de ce type d'infrastructures atteint l'énorme pourcentage de 66%, une fois que l'on ajoute au premier concept :

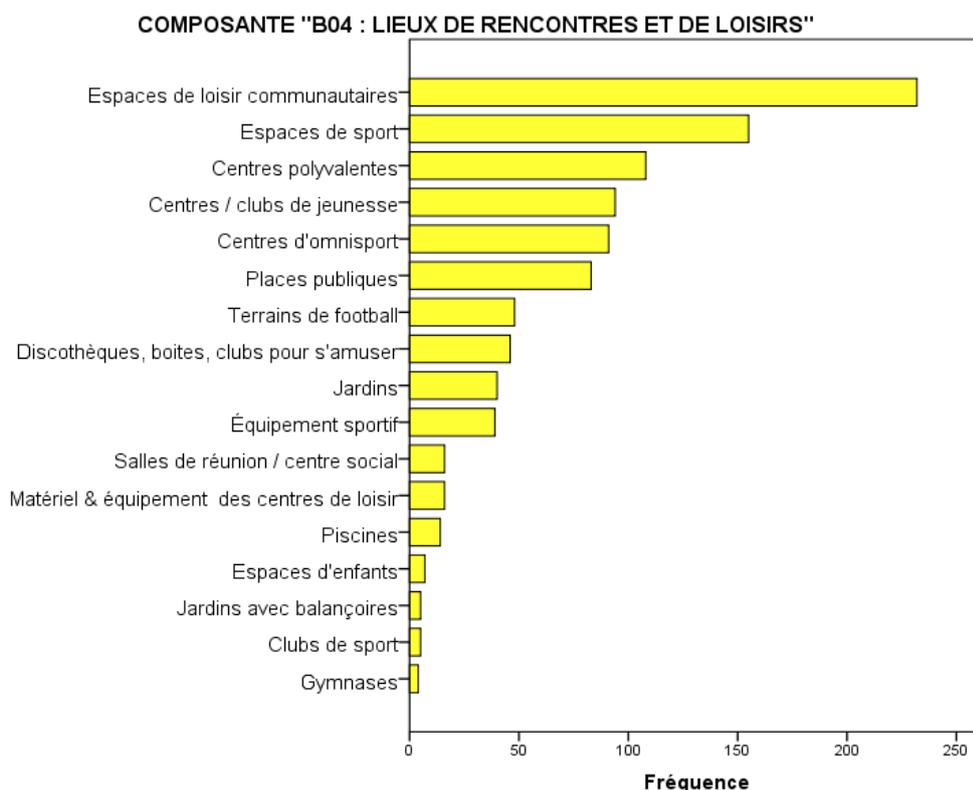
« espaces de loisir communautaires », le reste de concepts spécifiques corrélés et référés aux lieux de rencontres tels que : « espaces de sport », « centres polyvalents » et « centres d'omnisport ».

La population souhaite que l'offre publique en loisir soit de qualité, pertinente, valide et efficace. Il y a aussi une grande demande d'objets spécifiques et corrélés ajoutés aux espaces de loisir communautaires, comme : « équipement sportif », « salles de réunion, centres sociaux », « matériel et équipement des centres de loisir », « gymnases », « piscines », « espaces pour enfants », « espaces publics », etc. Ces critères, ajoutés au pourcentage atteint par les espaces de loisir communautaires, élèvent jusqu'à 10%, c'est-à-dire à 77%, les demandes d'infrastructures communautaires de sport et ludiques.

L'autre constatation dans cette composante met en évidence le poids de la jeunesse participante dans les résultats et cela en fonction du grand nombre de critères liés aux activités ludiques qui leur sont propres : « discothèques », « boîtes », « centres, clubs de jeunesse », etc., qui atteignent une valeur de 13,6%.

En conclusion, pour les citoyens participants les espaces et infrastructures constituent donc le principal « service public » demandé comme moyen de rendre le loisir accessible à tous. En général représentés par les « places publiques » où se rencontrent les citoyens d'une collectivité locale ou régionale, elles sont souvent les pièces maîtresses de l'aménagement urbain essentielles à la vie sociale et communautaire.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « B04 » « LIEUX DE RENCONTRES ET DE LOISIRS ».



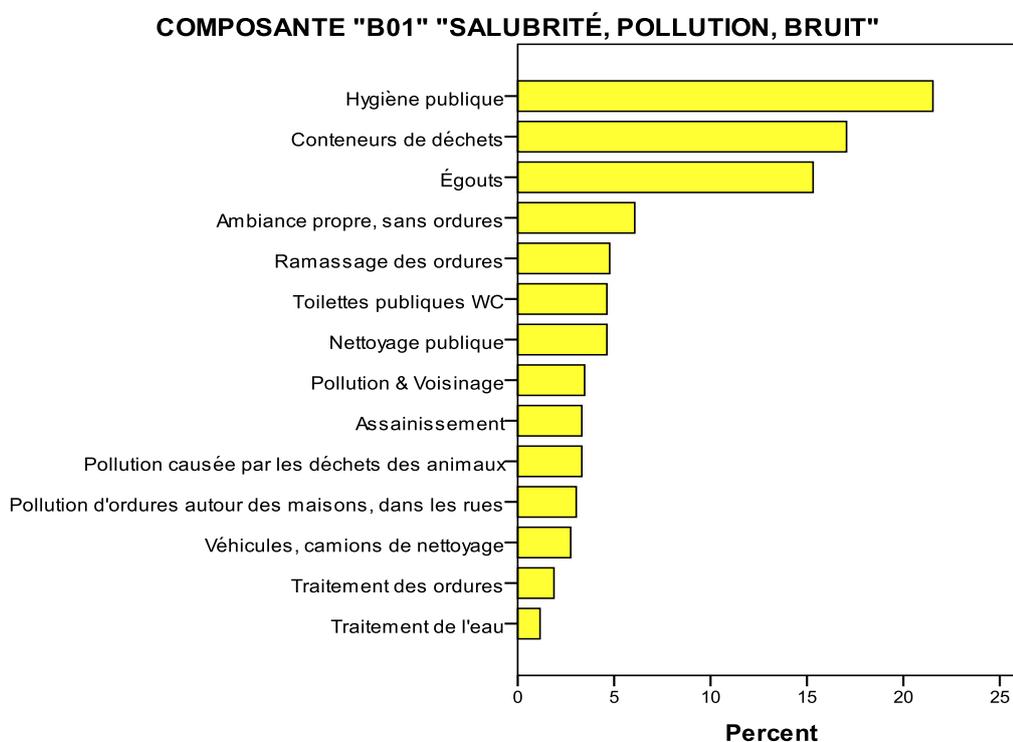
6.2.1.4- Composante B01 « Salubrité, pollution, bruit » (9,15% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension B)

La première constatation de l'analyse de la dimension « B » est la quantité énorme de critères (692) référés à l'hygiène publique, au manque de vide-ordures, à l'insuffisance/ inexistence dans certains villages d'un service d'assainissement, à la pollution causée par les animaux, etc.

Tout porte à croire qu'il serait important de développer les politiques d'assainissement et d'hygiène publique, compte-tenu que la plupart du rural est, dans cette matière, servi par soi-même : les habitants creusent eux-mêmes les fosses septiques (ce qui entraîne des problèmes de filtration) et le nettoyage des rues se fait deux ou trois fois par an, grâce à l'aide des volontaires, dû à l'absence de tels services.

Le principal facteur limitatif est le manque de fonds d'investissement, mais le nombre de réponses devrait alerter l'attention des pouvoirs et ceux-ci tenir en compte la clameur unanime de la population sur le besoin urgent de services d'assainissement (d'égouts), une question qui ne devrait pas être traitée comme un problème sectoriel.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieure de la composante : « B01 » « SALUBRITÉ, POLLUTION, BRUIT».



Les citoyens demandent de l'hygiène, premièrement, pour pouvoir vivre dans un espace propre et sain (21,5%), deuxièmement, parce qu'ils sont convaincus qu'investir dans l'assainissement suppose un bénéfice collectif et individuel majeur, qui se traduit dans la réduction de maladies et une motivation « individuelle » pour un meilleur assainissement de chacun des foyers. La demande de « conteurs de

déchets » se situe en deuxième lieu (17,1%), en raison de l'absence totale de lieux ou d'un système intégral pour le traitement de déchets. Le « traitement des ordures » représente 1,3% des demandes collectives et, dans le cas de camions et véhicules de nettoyage, 2,7%.

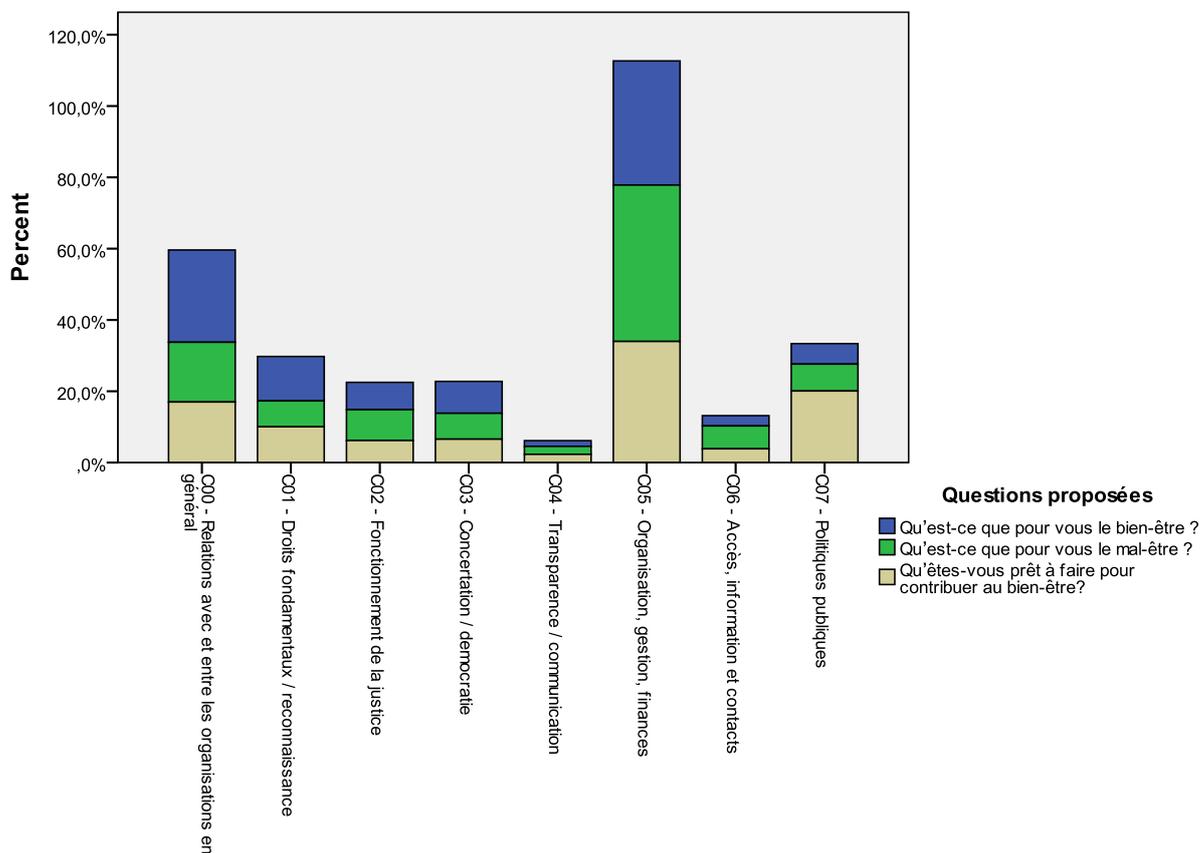
Les égouts supposent 15,3% des demandes et l'assainissement 3,3%, compte-tenu du fait que, selon les études sectorielles sur ce dernier, seulement 58% de la population Cap-Verdienne est connectée au réseau public d'assainissement (présent dans les villes de Praia et Mindelo, où les eaux résiduaires sont collectées et traitées).

Les problèmes provoqués par les « déchets des animaux » (3,3%), plus concrètement les référés à ceux générés par l'élevage de porcs et volailles, sont également présents. Il faut expliquer que, dans certaines zones rurales du Cap-Vert, ces animaux sont élevés et circulent en toute liberté dans les villages (ce qui devrait être contrôlé pour éviter la transmission, aux êtres humains, de maladies animales qui pourraient entraîner de graves conséquences pour la santé, comme en cas de grippe aviaire ou maladies porcines).

6.3- La dimension C « Relations avec et entre les organisations »

Cette dimension regroupe ses propres composants, selon les trois questions proposées comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « C » « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS » et par rapport aux questions proposées.



Le pourcentage obtenu à l'intérieur de la dimension « C » « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS » est similaire entre les trois questions. Mais, on constate qu'il est légèrement plus élevé dans le nombre de critères en réponse à la 2ème question (QU'EST-CE QUE POUR VOUS LE MAL-ETRE ?). Il n'y est pratiquement pas question des hautes instances, comme celles du pouvoir central, sinon d'un échelon plus immédiat et proche à l'individu, comme le pouvoir municipal et de gérance des associations. La population manifeste son insatisfaction en relation au fonctionnement des ACD et, en réponse à la 1ère question, apporte un nombre important de solutions à ces problèmes locaux.

Le rapport de sexes à l'intérieur de cette dimension est de 34,95% de femmes/ 43,02% d'hommes. Et en ce qui concerne la variable « âge », les pourcentages de participation nous indiquent que la jeunesse est plus intéressée par la dimension « C » (45,05%) que les personnes adultes (26,67%), ou les personnes d'âge mature (8,50%).

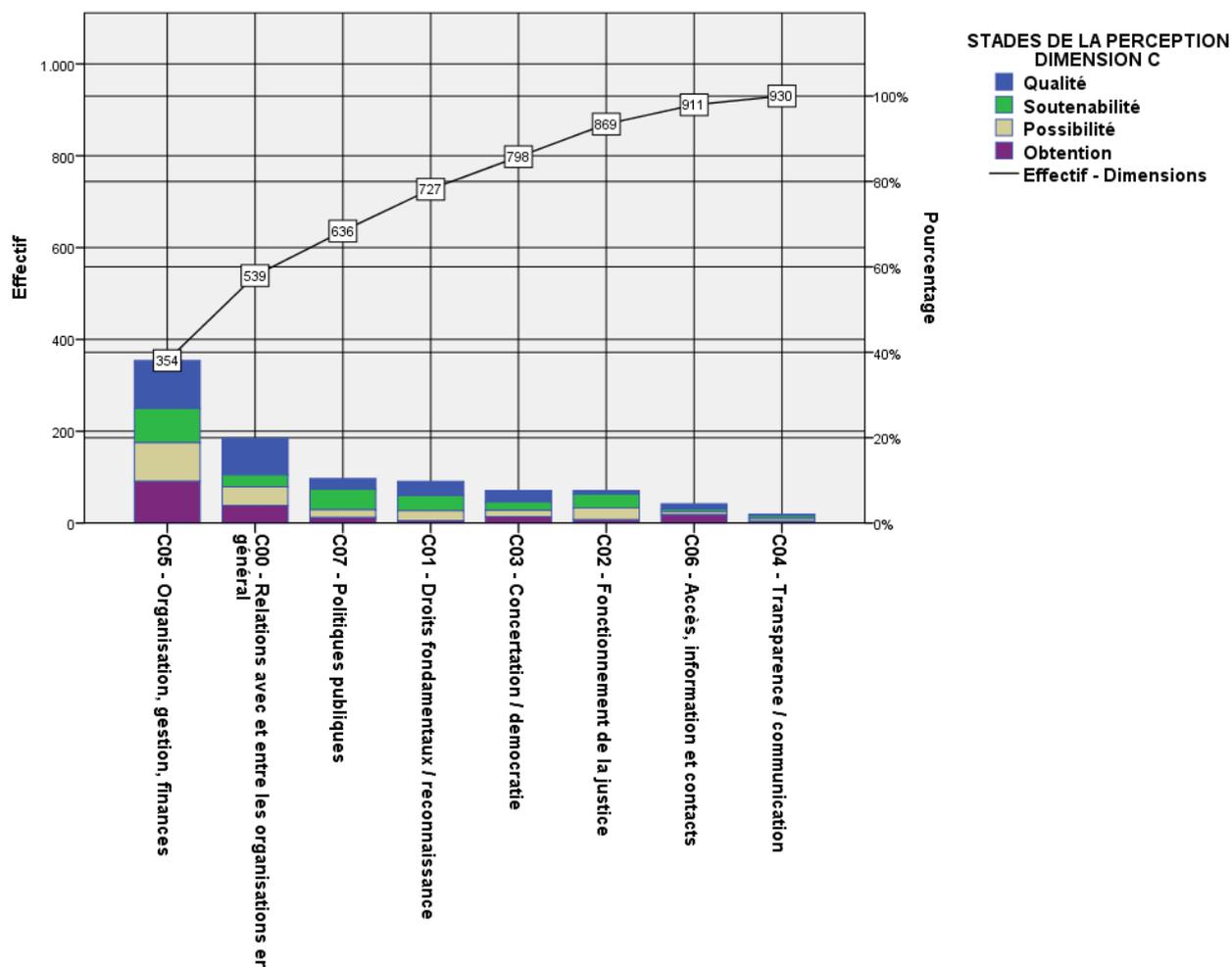
Si l'on s'en tient au diagramme de Pareto, on peut déduire que si les politiques et acteurs publics et privés investissaient toutes leurs forces dans les problèmes concernés par les trois premières

composantes, on pourrait résoudre 68,39 % des contraintes, souhaits et troubles. Parmi ceux-là 38,06% sont directement liés au fonctionnement des ACD'S :

« C05 : ORGANISATION, GESTION FINANCES »	38,06% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« C00 : RELATION AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS EN GÉNÉRAL »	19,90% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« C07 : POLITIQUES PUBLIQUES »	10,43% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes

Certains des problèmes référés aux relations institutionnelles pourraient être réglés. Et, comme on le verra plus loin, si les ACD's (associations communautaires de base) exerçaient un suivi plus rigoureux de leur gestion (politique et fiscale) et si leur relation avec les politiciens et les gouvernants était plus étroite et proche, on réussirait à régler 68,39% des distorsions existantes.

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION C, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :

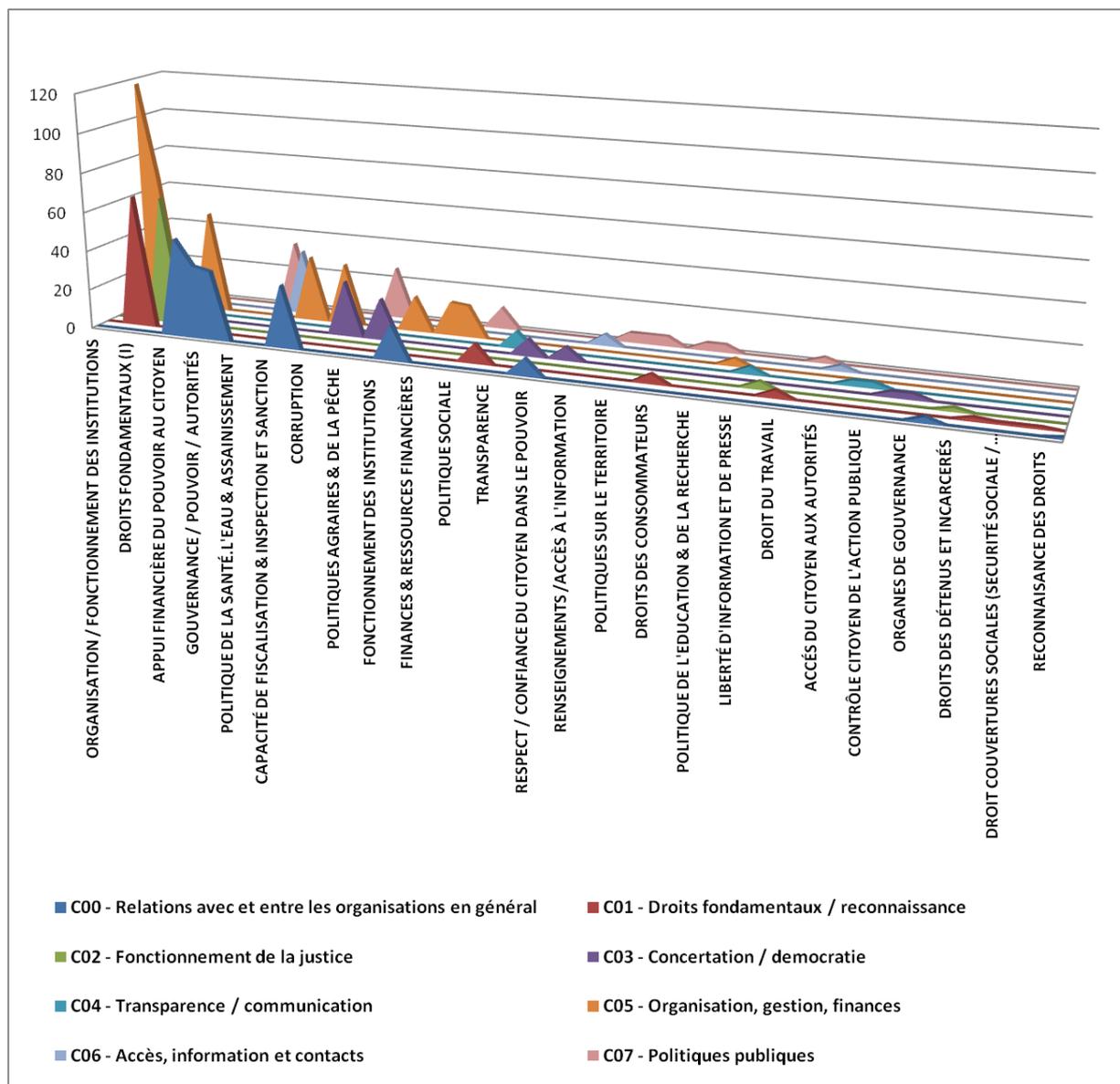


La composante « C05 : ORGANISATION, GESTION ET FINANCES » au Cap-Vert, concerne quasi exclusivement tout ce qui touche aux ACD's. Celles-ci en tant que personnes morales disposent de leur propre patrimoine dont la gestion est confiée aux dirigeants qui, dans la limite de leurs pouvoirs statutaires, peuvent engager financièrement l'association, c'est-à-dire utiliser ses moyens de

paiement, mais également prendre des décisions avec des conséquences financières (embauche d'un salarié, par exemple).

Selon les participants, pour la gestion des fonds les dirigeants doivent faire preuve de prudence et de discernement. Ils ne peuvent s'engager dans des dépenses que si elles sont *conformes aux* décisions prises par l'assemblée. Par ailleurs, le mandat des dirigeants les oblige à rendre des comptes, c'est-à-dire à soumettre leur gestion à la communauté associative.

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION C.



En lignes générales, le grand concept générique sur l'«ORGANISATION & FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS» au Cap-Vert est presque en exclusivité référé au fonctionnement des ACD's et contient les concepts spécifiques décrits et qui doivent être interprétés sous l'optique de fonctionnement interne des Associations Communautaires de Développement rural, par exemple, quand on parle de gouvernance et exercice du pouvoir on parle de l'actuation du président de l'ACD, etc.

Ci-dessous les concepts internes de cet objet, pour comprendre la valeur de chaque composante interne:

- Gouvernance, exercice du pouvoir (4,7%)
- Gestion publique (1,6%)
- Accomplissement des devoirs et promesses (0,3%)
- Comptabilité mise à jour / faire face aux paiements (sans délai) (0,6%)
- Partenaires pour financer les projets (0,4%)
- Gestion des gains, profits excédents, distribution de ressources (humaines, financières) (1,3%)
- Planification future / méthodologique (0%)
- Commissions de travail pour développer certains projets, avec de l'assistance des techniciens (0,2)
- Capacité d'organisation et de résoudre les problèmes (0,4%).

Afin d'exprimer les distorsions identifiées par la population, en rapport à ce qui à été nommé et classé à l'intérieur des concepts génériques « DROITS FONDAMENTAUX (I) et (II) », ci-dessous la liste des concepts spécifiques regroupés:

0 DROITS FONDAMENTAUX (I)
1 Droit à la vie
2 Liberté de la personne en général.
3 Egalité
4 Droit à se nourrir
5 Droit à la santé
6 Droit à la sécurité
7 Droit au logement
8 Dignité de la personne
9 Droits de l'enfance
10 DROITS FONDAMENTAUX (II)
11 Non discrimination pour raison de sexe
12 Non discrimination pour raison de race
13 Non discrimination pour raison de religion
14 Liberté de circulation
15 Liberté de choisir lieu de résidence.
16 Droit à la propriété privée
17 Droit de vote

Constater que les citoyens ont parlé de façon générique de certains droits fondamentaux (exposés dans le chapitre 7) mais sous l'angle d'un état de bien-être, de l'aptitude des gens à jouir des « droits de l'homme » et des « libertés essentielles », ce qui nous laisse entrevoir de façon concrète le manque de distorsions sur ce sujet.

En ce qui concerne « l'appui financier du pouvoir au citoyen » les participants se sont référés presque en exclusivité au financement des agriculteurs et de leurs exploitations. Et, en ce qui concerne le concept « gouvernance, pouvoir, autorités » les citoyens évoquent la gérance (mauvaise dans la plupart des critères) des présidents des ACD's, l'absence de gestion ou celle du président en fonctions.

Enfin, il est important de remarquer que quand on parle de « capacité de fiscalisation et sanction » les Cap-Verdiens se rapportent à l'indigence des dispositifs de contrôle de la gestion des finances, aux faibles mécanismes de recevabilité, ainsi qu'à la hiérarchisation des fonctions et à la transparence des gouvernants des ACD'S qui devraient assurer une conduite d'administration responsable.

En général les trois groupes d'âge sont plus soucieux des concepts inclus dans la composante « C05 » : « ORGANISATION, GESTION, FINANCES » (40,67%, 36,71% et 33,70%, respectivement), et en particulier par : « le bon fonctionnement des ACD » (12,7%), « la gérance des aides des institutions au citoyen / communautés » (12,4%), « la gouvernance et l'exercice du pouvoir » (12,1%), « l'organisation et fonctionnement des institutions », « la capacité d'inspection et fiscalisation », « avoir une communauté organisée de citoyens » et « avoir des personnes responsables qui fassent le lien entre l'administration publique et le citoyen », entre autres. En lignes générales les grands thèmes d'intérêt sont les exposés dans le tableau ci-dessous :

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « C05 » « ORGANISATION, GESTION, FINANCES ».



Les critères nous informent dans un premier temps de l'implication active de personnes et des ressources susceptibles de multiplier les actions et apports, ce qui contribue à mettre en place les objectifs fixés. Étant donné que le dynamisme des associations se base principalement sur la figure du président, il est vital que ces personnes soient dotées des qualités nécessaires pour transmettre et multiplier les capacités d'action, le potentiel, et tout ce dont elles sont capables pour aider aux

démunis; en bref, qu'elles se sentent identifiées, un élément déterminant du succès ou échec des initiatives entreprises, selon les participants.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « C00 » « RELATIONS AVEC ET ENTRE LES ORGANISATIONS EN GÉNÉRAL.



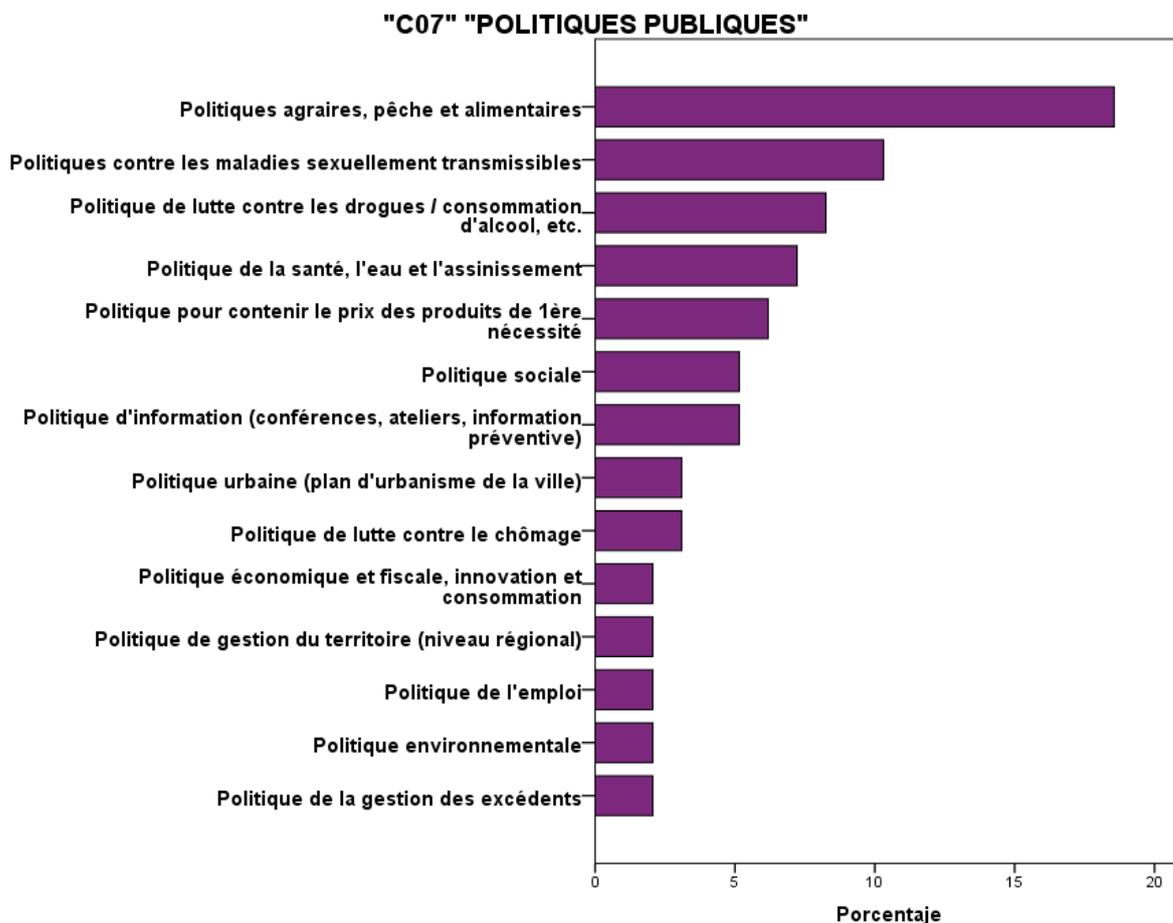
La composante « C07 » : « POLITIQUES PUBLIQUES » a mis en évidence le grand souci de la population jeune en ce qui concerne la création d'une structure efficace de gouvernance, le fait d'avoir un programme, d'établir clairement une feuille de route, en vue d'améliorer les politiques et la dotation budgétaire, très concrètement dans les domaines de : la « politique de la santé », « politique de l'eau », « de l'assainissement », ainsi que les « politiques de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles ».

Finalement la jeunesse s'intéresse aux « DROITS FONDAMENTAUX / RECONNAISSANCE » (13,30%), en revendiquant le « respect des droits fondamentaux » et la « liberté des personnes ».

Les adultes ont placé leurs attentes en deux composantes : « C00 », référées au milieu associatif et « C07 » concernées par les politiques publiques.

La première contient des critères qui parlent du fait : « d’avoir un bon président, un leader local », de la « responsabilité des gouvernants ». La deuxième composante (C07) se rapporte au bénéfice de pouvoir jouir d’une « politique sociale adéquate », ainsi qu’au désir d’une « efficace politique de lutte contre les maladies sexuellement transmissibles », accompagnée de campagnes d’information soulignant les dangers pour la santé.

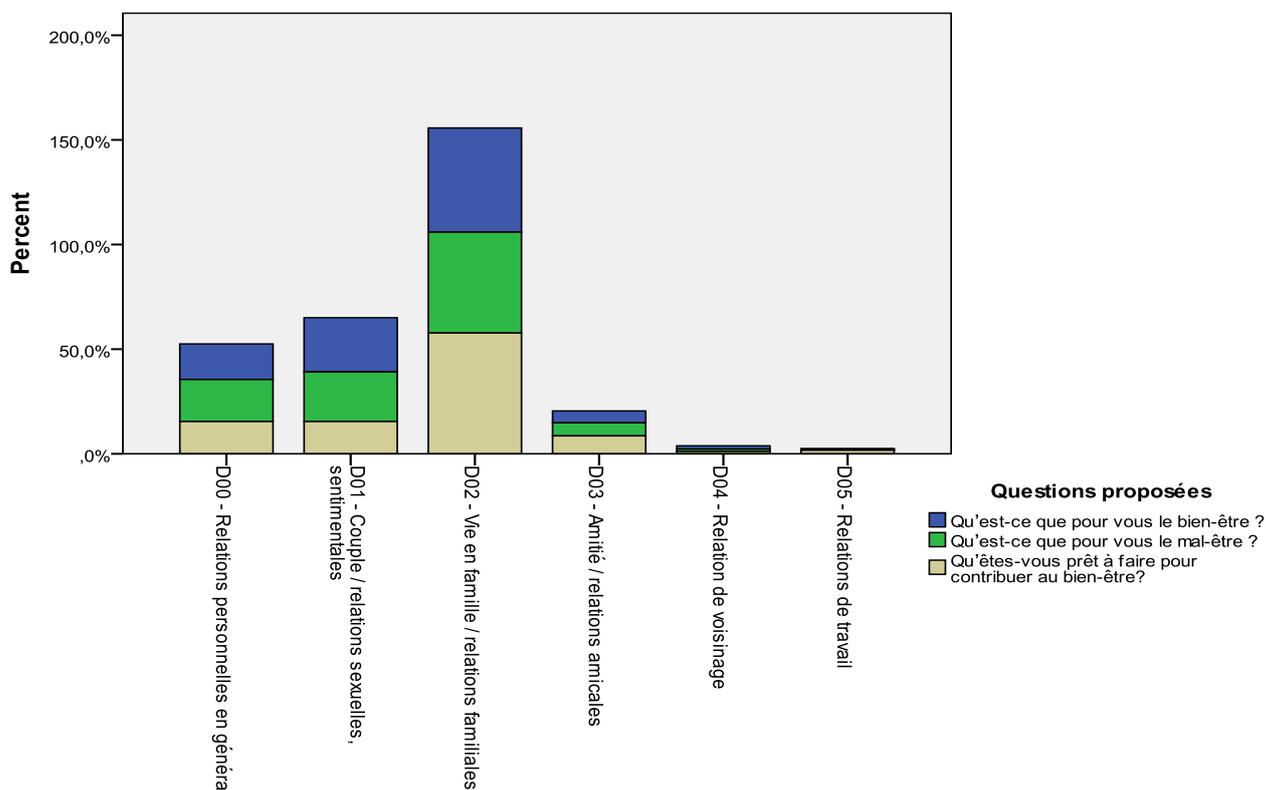
Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l’intérieur de la composante : « C07 » « POLITIQUES PUBLIQUES » .



6.4- La dimension D « Relations personnelles »

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « D » « RELATIONS PERSONNELLES » et par rapport aux questions proposées.



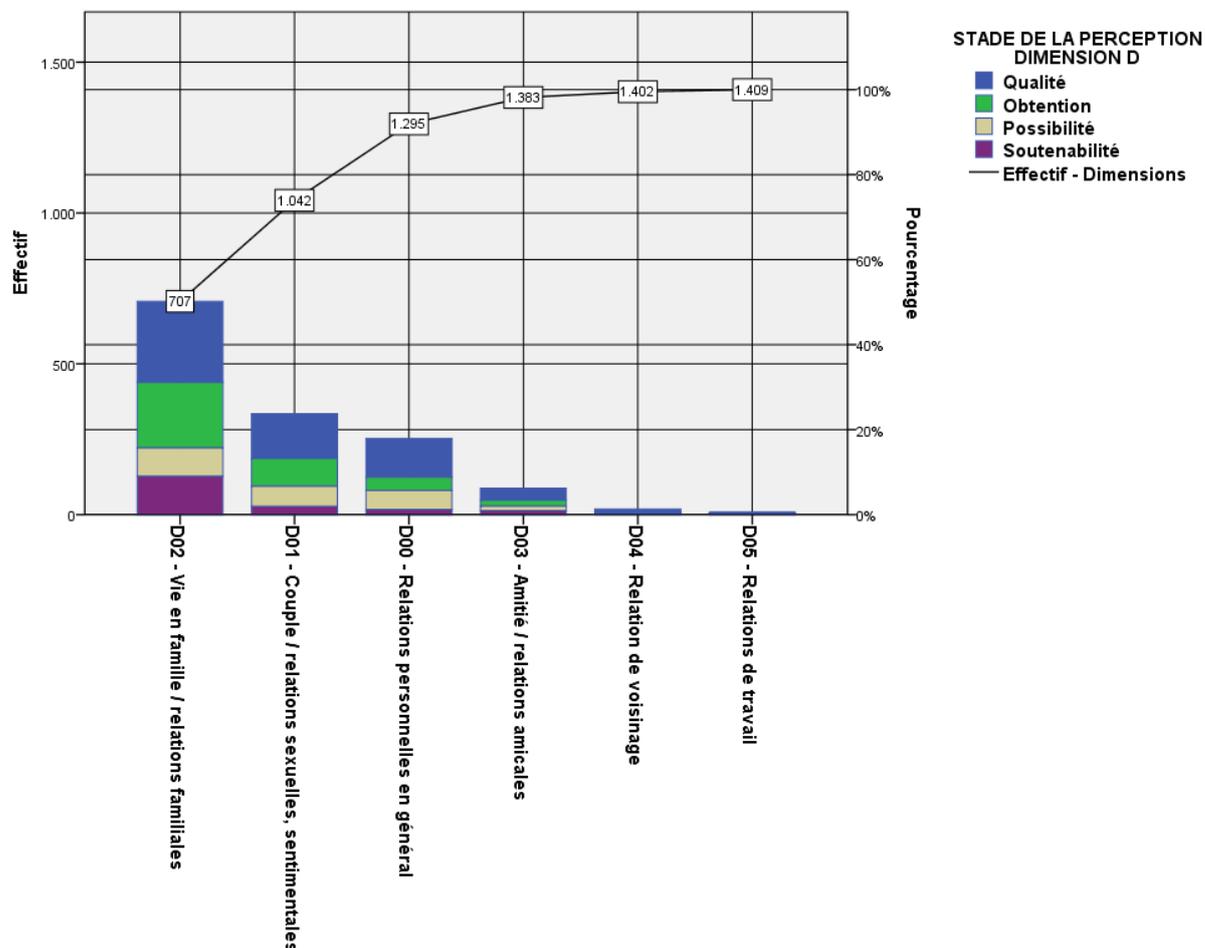
Il est clair que la dimension « D » « RELATIONS PERSONNELLES » est la première qui brise la tendance générale des autres dimensions, avec une forte baisse de critères en réponse à la 3ème question, donnant l'impression que les aléas familiaux doivent se résoudre par le biais de l'amélioration du reste des conditions tenues en compte par la population, comme par exemple : les conditions de travail, le niveau de revenus, les conditions sanitaires et tout ce qui concerne les deux premières dimensions.

La population est très attachée à la vie en famille et à l'amitié ; ce sont deux valeurs qui ont beaucoup d'importance. Étant donné la thématique de cette dimension, les femmes montrent un intérêt majeur que les hommes pour le côté familial (proportion 42,09% de femmes, face au 33,14% d'hommes).

En tenant compte la variable « ÂGE », les résultats sont un peu surprenants. La jeunesse souligne l'importance de cette dimension avec un pourcentage de 30,87%, tandis que les adultes seraient dans le cas contraire, avec un faible résultat de 6,88% (ce qui fait preuve d'une grande indifférence); Finalement, les personnes d'âge mûr ont témoigné un raisonnable intérêt (14,12%).

Le diagramme de Pareto nous informe que les composantes « D02 : VIE EN FAMILLE / RELATIONS FAMILIALES » et « D01 » COUPLE / RELATION SEXUELLES, SENTIMENTALES », regroupent 73,95% des souhaits de bonheur observés.

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION D, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



En conséquence on peut affirmer qu'à l'intérieur de la dimension D 91,91% des intérêts de la population rurale se centrent dans les composantes suivantes :

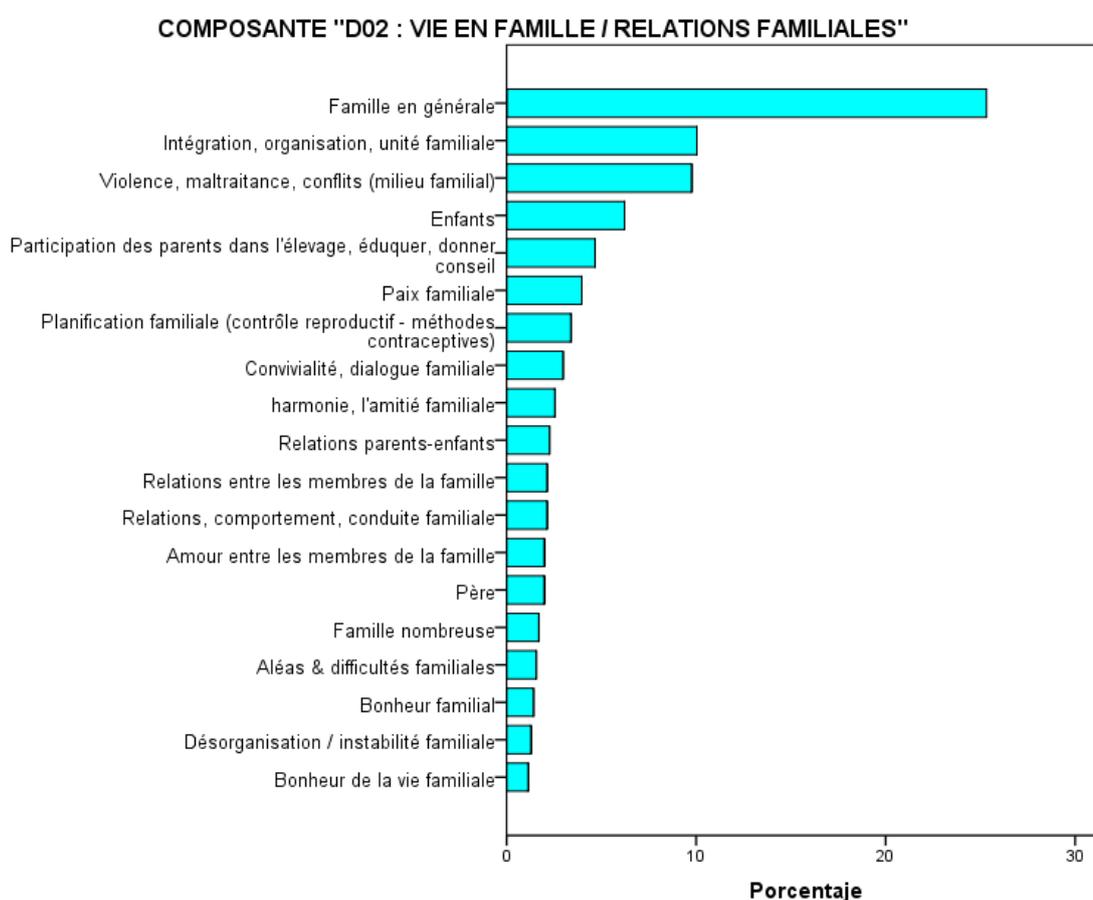
« D02 : VIE EN FAMILLE / RELATIONS FAMILIALES »	50,17% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« D01 : COUPLE /RELATIONS SEXUELLES, SENTIMENTALES »	23,78% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« D00 : RELATIONS PERSONNELLES EN GÉNÉRAL »	17,96% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes

Les trois groupes d'âge sont intéressés par la composante « D02 » : « VIE EN FAMILLE / RELATIONS FAMILIALES », mais de façon très particulière les personnes âgées (avec un 60,80%). La population montre une certaine unanimité dans l'appréciation de bien-être familial, par la relation avec l'état de « vivre en famille » et d'avoir « une famille » (il y a aussi un grand nombre de critères qui ajoutent une qualité au concept « famille » comme par exemple : « famille organisée », « famille unie », etc.), du fait que le pourcentage de critères évoquant le concept « FAMILLE » atteint le de 25,3%.

Il est intéressant de voir comment la « violence, la maltraitance et les conflits familiaux » se situent en troisième place (9,8%), grâce aux critères cités, en grande partie, par le sexe masculin. Le SAP recueille un grand nombre de critères qui évoquent « les enfants », mais en référence à l'état « d'avoir des enfants » ou en ajoutant une qualité comme : « bons enfants », « enfants disciplinés » « enfants bien élevés » (6,2%).

Les « relations parents-enfants » sont tout aussi importantes, comme « avoir de bonnes relations parents-enfants », « éviter les conflits parents-enfants » (6,1%) et pour les femmes une majeure « participation des pères dans l'éducation des enfants, soutien scolaire, orientation morale, etc. » (1,9%).

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « D02 » « VIE EN FAMILLE / RELATIONS FAMILIALES ».



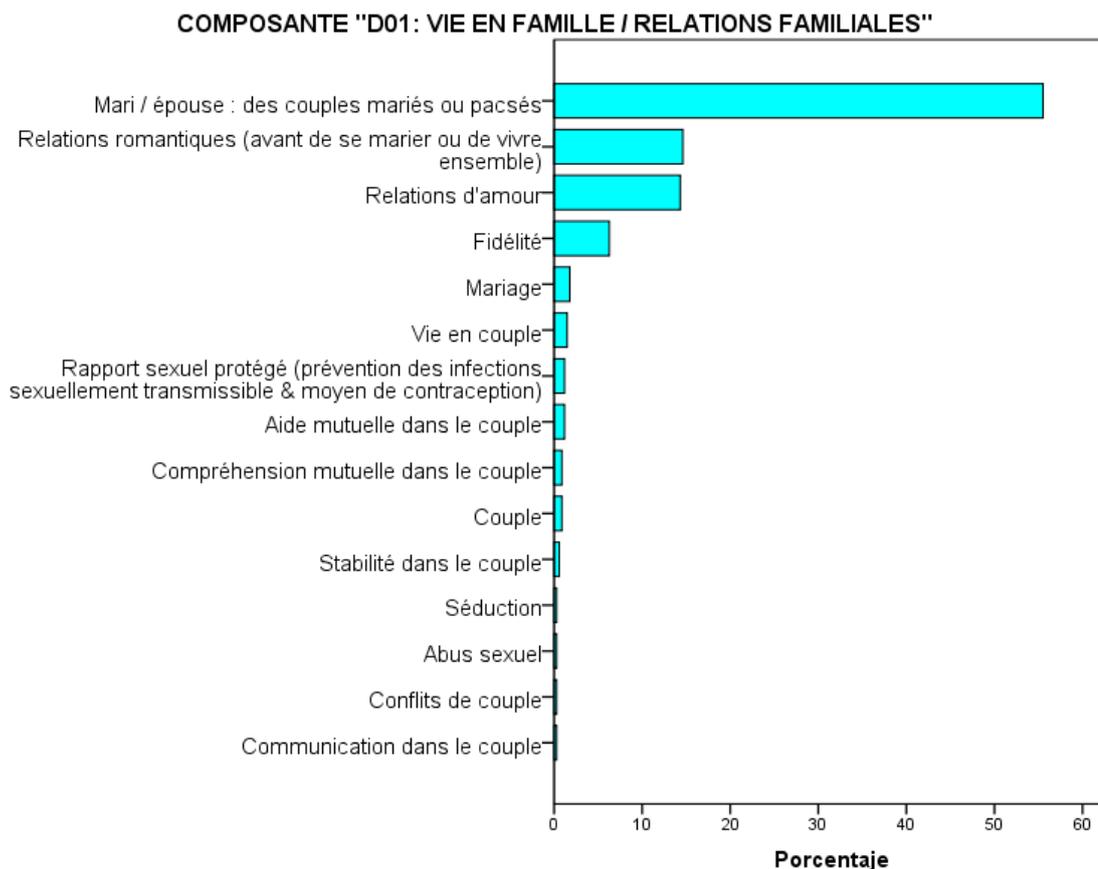
Les vicissitudes et difficultés familiales sont : « la violence, maltraitance, conflits familiaux » ; la « désobéissance » atteint un pourcentage d'intérêt de 15,7%. Les personnes d'âge moyen et les jeunes demandent de la formation sur : « le contrôle reproductif », ainsi que pouvoir avoir recours à des moyens contraceptifs gratuits. (Voir le tableau 84 de l'annexe).

Ensuite, la composante « D01 » : « COUPLE, RELATIONS SEXUELLES ET SENTIMENTALES » intéresse les trois groupes d'âge (22,12%, 26,90% et 18,09%, respectivement). On observe, en particulier, un pourcentage très élevé de la demande « avoir un mari/épouse » (56,4%). Ceci indique que le caractère insulaire du pays, lié à l'orographie du terrain, suppose une contrainte majeure à l'heure de former

une famille ou trouver un couple. Dans les villages reculés et pratiquement dépeuplés, le choix d'un partenaire est clairement limité, avec un risque de consanguinité (carence de stock génétique).

La deuxième demande repose, en même temps, sur le fait avoir un « petit ami/amie » (14,6%), suivie du désir d'avoir des « relations amoureuses » (14,3%) et de la « fidélité au sein du couple » (6,3%). (Voir le tableau 85 de l'annexe).

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « D01 » « COUPLE/ RELATIONS SEXUELLES, SENTIMENTALES ».



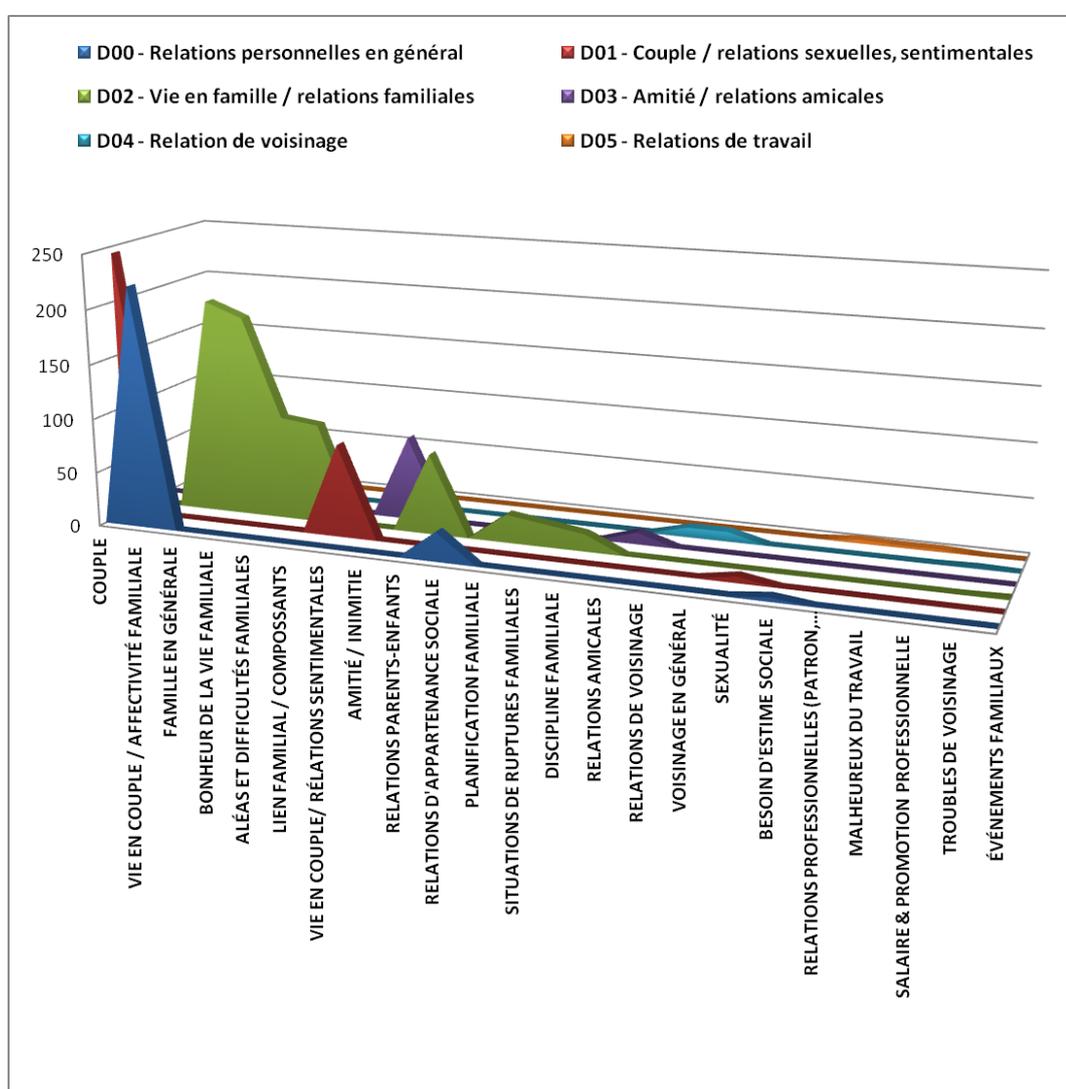
Il existe une grande différence entre les désirs de la population, si l'on tient en compte l'âge et le sexe des participants, par exemple : les hommes et les femmes jeunes souhaitent avoir un « mari / épouse » (38% des femmes / 59% des hommes), ainsi qu'une « relation amoureuse » (23% des femmes / 28% des hommes), ce qui signifie que la proportion des critères jusqu'ici n'est pas très différente, exception faite du concept de « la fidélité », dont le pourcentage monte au 12,7% chez les femmes et chute au 1,7% chez les hommes.

Les personnes d'âge adulte se comportent de façon différente : plus de la moitié des hommes souhaitent avoir « une épouse » (56%), tandis que les femmes préfèrent les relations d'amour et avoir un « petit ami » (40%). De plus, dans cette tranche d'âge, la fidélité va de pair avec les hommes (16%), plutôt qu'avec les femmes (6%). Finalement les hommes d'âge mature pensent à avoir « épouse » au pourcentage de 75%, face au 44% des femmes.

Son pourcentage étant très bas, c'est uniquement chez les hommes jeunes et d'âge adulte qu'on retrouve les critères sur le bien-être basés sur le concept de pouvoir avoir des « rapports sexuels sans risques, ou l'utilisation de contraceptifs ». Il semblerait que la population demande à être informée, l'accès aux moyens contraceptifs, etc., ce qui serait en relation avec les « grossesses précoces » (incluses dans la composante F01) et citées par le 5% des femmes.

Enfin, la composante « D00 » : « RELATIONS PERSONNELLES EN GÉNÉRAL » (19,31%) intéresse spécialement la jeunesse, étant donné qu'elle contient le concept de « l'amour » « être amoureux », ainsi que « trouver l'amour », « vivre avec son amoureux » (59%). La « tendresse et l'affectivité » supposent le 22,9%, le reste des concepts ayant un moindre poids. (Voir les tableaux 85 et 86 de l'annexe).

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION D.

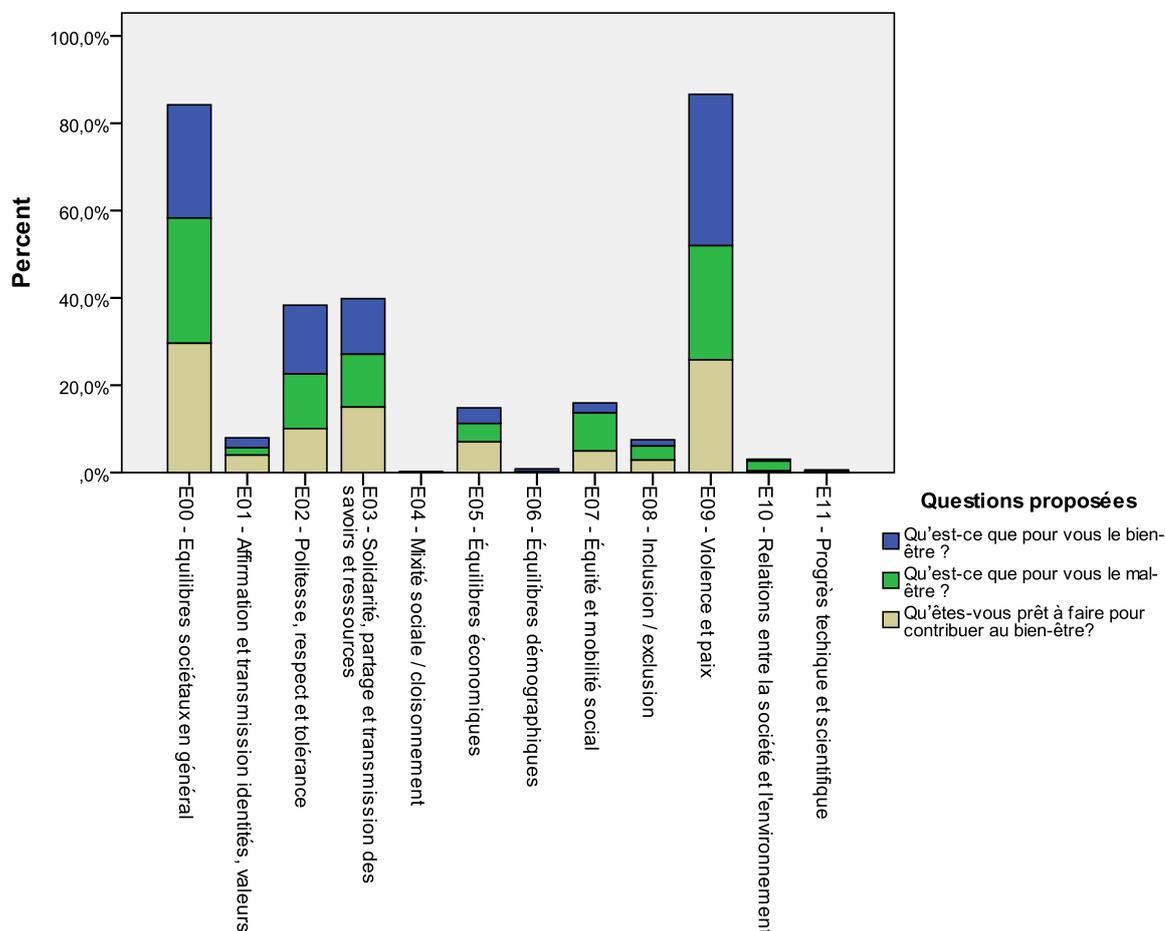


Le graphique ci-dessus exprime parfaitement la composition et densité des OBJETS GÉNÉRIQUES évoqués dans la dimension D, selon les valeurs atteintes. Ceci complète tout ce qui a été exposé antérieurement et nous corrobore les intérêts de la population pour les concepts précédemment exposés (pour les pourcentages exacts, voir le tableau 89 de l'annexe).

6.5- La dimension E « Équilibres sociétaux »

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « E » « ÉQUILIBRES SOCIÉTAUX » et par rapport aux questions proposées.



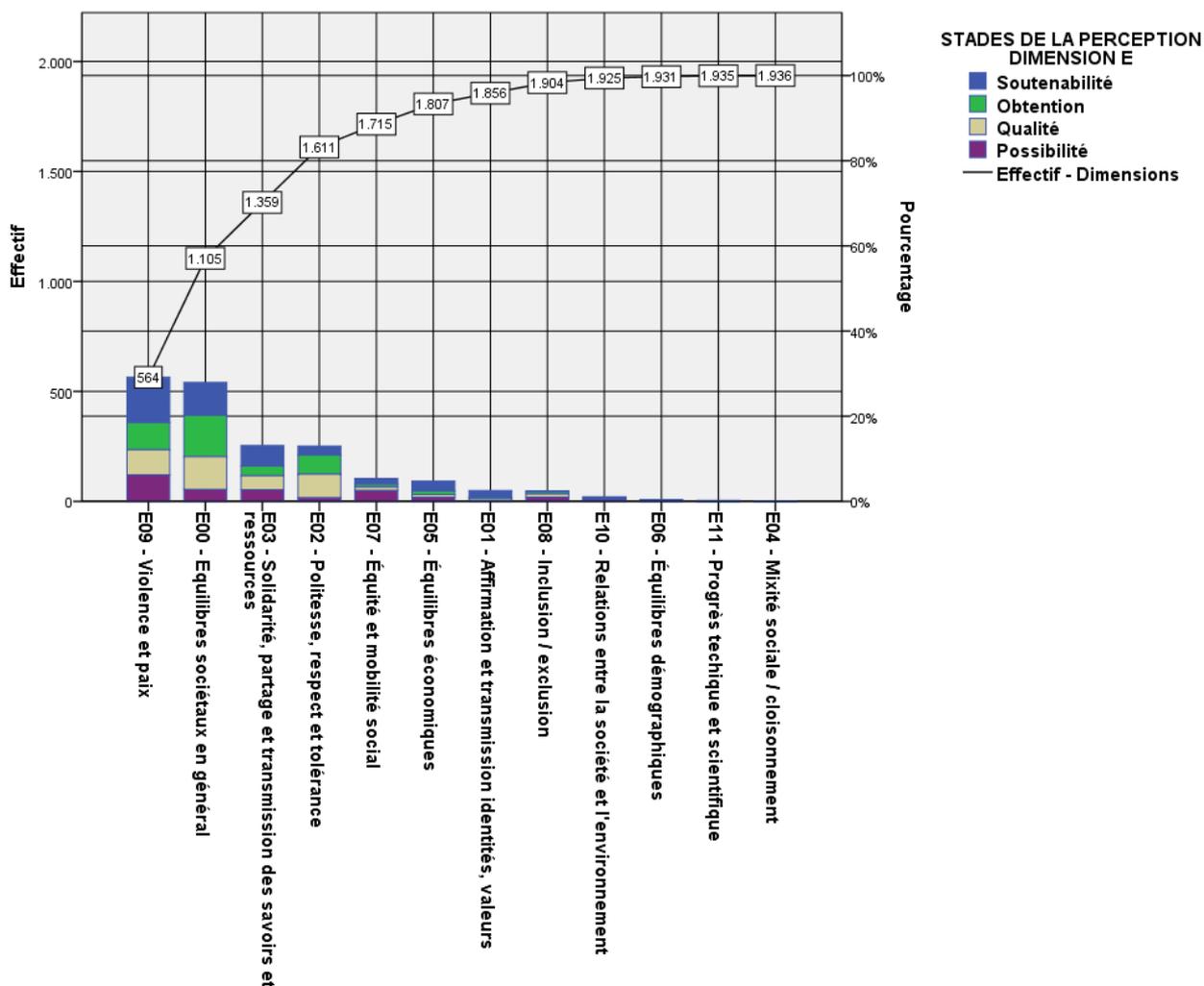
D'abord, et à noter, à l'intérieur de cette dimension se trouve la seule composante de la base de données qui ait obtenu une seule réponse, la : « E04 » « MIXITÉ SOCIALE / CLOISONNEMENT » (en tenant compte que la moyenne de critères était fixée à 355 par composante, nous sommes en présence d'un groupe atypique).

Ensuite, nous pouvons affirmer que les populations participantes n'ont aucun problème de cette typologie (d'immigration, mixité sociétale, etc.), du fait que la seule réponse se réfère à la possibilité de quitter le pays (d'émigrer) comme un état de bien-être.

Les chiffres montrent que les participants rêvent de vivre dans une société « pacifique », dans laquelle l'individu soit complètement intégré, mais le pourcentage de réponses à la 3ème question nous donne l'impression d'être face à une population qui n'est pas excessivement soucieuse de la résolution de la problématique sociale.

Le diagramme de Pareto nous informe que les composantes « E09 : VIOLENCE ET PAIX », « E00 : ÉQUILIBRES SOCIÉTAUX EN GÉNÉRAL » et « E03 : SOLIDARITÉ, PARTAGE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS ET RESSOURCES » accumulent 70,19% de l'intérêt et des distorsions pour régler et résoudre les problèmes sociaux.

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION E, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



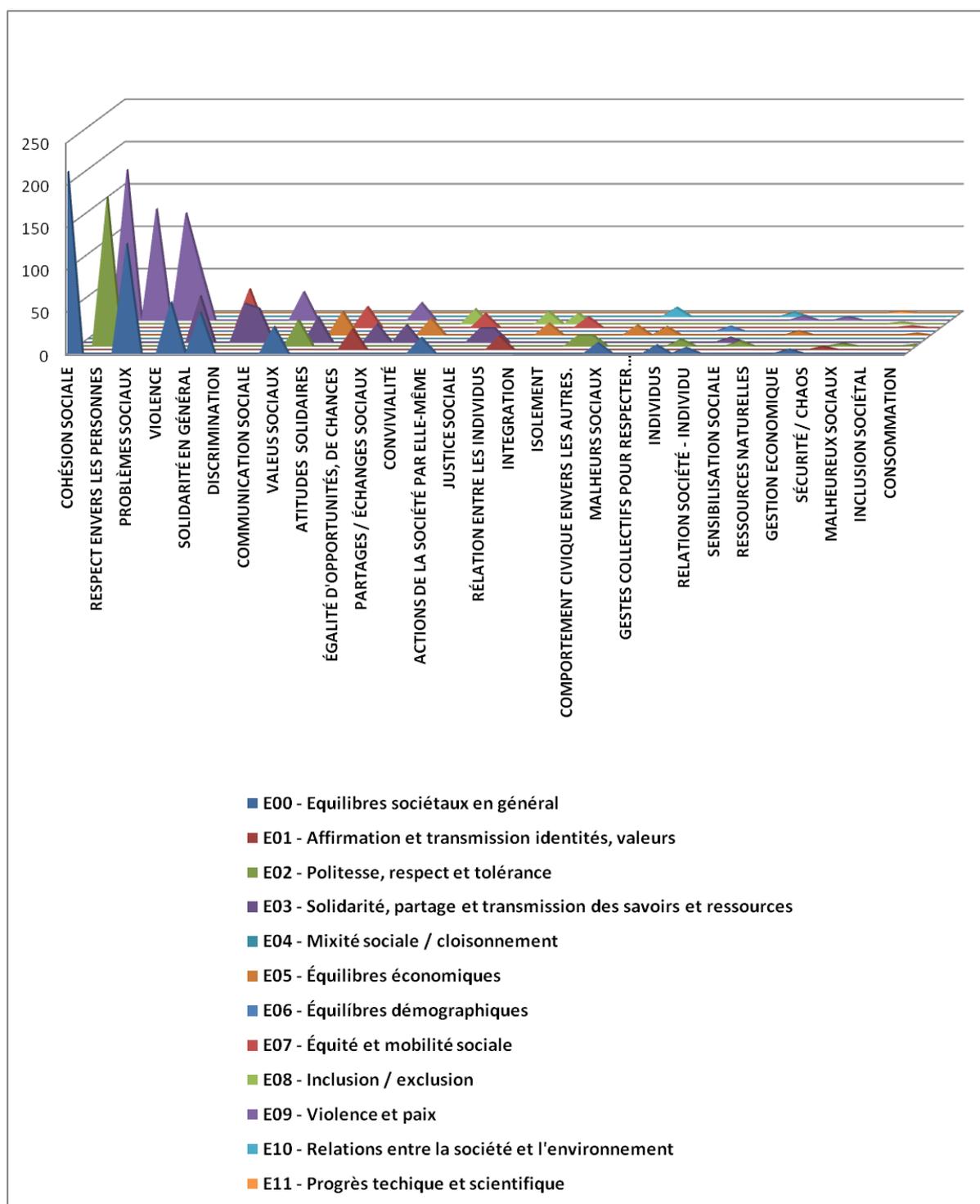
Une première approche à cette dimension nous informe de l'existence de conflits sociaux, tandis que la « cohésion sociale » atteint un pourcentage de 11,11%, par manque « d'unité », à cause des problèmes de « convivialité sociétale », dû aux conflits de divergence entre les individus et entre les communautés (ACD'S). Les composantes qui regroupent les distorsions à l'intérieur de cette dimension sont les suivantes :

« E09 : VIOLENCE ET PAIX »	29,13% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« E00 : EQUILIBRES SOCIÉTAUX EN GÉNÉRAL »	27,95% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« E03 : SOLIDARITÉ, PARTAGE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS ET RESSOURCES »	13,12% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes

De manière évidente apparaît le grand intérêt pour la maintenance de la « PAIX SOCIALE » (9,19%), concept qui regroupe des idées comme : « vivre en harmonie », « vie calme », « vivre en sécurité ». Le

suit l'idée de « respect envers les personnes » (9,09%) et l'idée de « protection & sécurité » (6,82%) référée à la création de « postes de police », aux problèmes « d'insécurité urbaine », à « l'indiscipline », au « danger ». Avec un 6,71% apparaissent les « PROBLÈMES SOCIAUX » en rapport avec la « prostitution », la « pédophilie », la « mendicité », les gens qui habitent dans la rue, la « grossesse précaire », les problèmes « d'alcoolisme, drogues... », les « vices » et « conflits sociaux »... C'est très préoccupant que les concepts génériques qui suivent soient : la «SÉCURITÉ » (puisque que les gens sont inquiets, ne cessent de parler des accidents et de l'insécurité causée par la consommation de drogues) (6,56%) et la «VIOLENCE », qui atteint un 3,3% à cause des problèmes de « vandalisme », de la « violence physique », de la « violence verbale » et des « conflits sociaux ». Ci-dessous le graphique de barres avec les concepts les plus évoqués.

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION E.

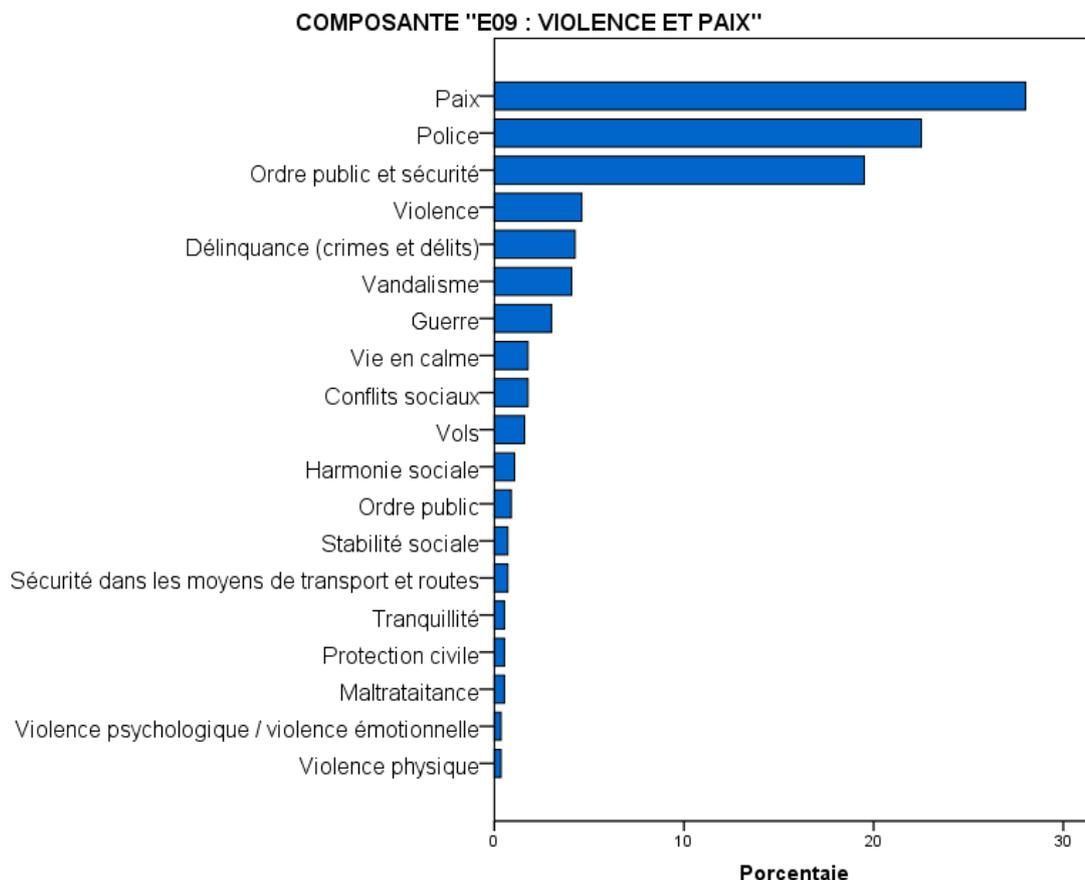


De manière plus spécifique on peut exprimer que la composante « E00 » « ÉQUILIBRES SOCIÉTAUX EN GÉNÉRAL » concentre une densité majeure dans la 2ème et 3ème question et contient une grande variété de concepts sur l'équilibre sociétal. Cela nous donne la certitude d'être en présence d'une société très sage, chargée de compétences, ainsi que capable d'analyser et de faire son propre inventaire des vertus et des problèmes. Cette composante démarre, en réponse à la 1ère question, sur certains concepts centraux, comme par exemple : « l'unité » (19,3%), la « convivialité » (16,6%), l'« harmonie » (11,6%), et la « citoyenneté » (2,2%), entre autres. (Voir le tableau 91 de l'annexe).

D'un côté négatif, et en réponse à la 2ème question, on trouve des critères qui évoquent les problèmes : d'« alcoolisme », (29,4%), « division sociale » (18,6%), « absence d'ordre » (8,3%) et « prostitution » (4,9%). Et en ce qui concerne les actions à entreprendre, apparaissent les idées suivantes : « le développement social », « l'organisation » et « le dynamisme social », « l'union entre communautés », « le respect », « le dialogue » et « la responsabilité sociétale », concepts qui montrent que la population pense que le bien-être passe par une société pleine de valeurs et très active.

Le rapport d'intérêt sur cette composante entre les deux sexes se répartit comme suit : 40,19% de femmes / 38,07% d'hommes. Selon la variable « ÂGE » : 32,80% des jeunes s'intéressent à cette thématique, surtout en ce qui concerne les conditions économiques de la société; 8,78% des adultes, et le 15,03% des personnes d'âge mature, mettent en rapport le bien-être avec « le respect », « le civisme », « le comportement » et « l'éducation aux valeurs » de la société.

Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante : « E09 » « VIOLENCE ET PAIX ».



La composante « E09 » : « VIOLENCE ET PAIX » offre des résultats très élevés, tant elle contient les critères référés aux concepts suivants : «paix » (28%), « police / surveillance de l'ordre / postes de contrôle de police » (22%), « sécurité » (19,5%) et « violence », « délinquance, crimes et délits », qui supposent, avec le « vandalisme », un pourcentage de 13%. (Voir le tableau 95 de l'annexe).

Pour mieux identifier les zones plus touchées par la situation d'insécurité, de violence et de criminalité, a été élaboré le tableau 95 de l'annexe avec la fréquence des communautés qui ont évoqué cette problématique. Il rend manifeste un grand problème d'insécurité dans certaines communautés, spécialement celle de « PONTINHA DE JANELA », sur l'île de Santo Antão.

Tableau des communautés qui ont produit un résultat élevé en mécontentement par l'insécurité, violence, délinquance, vandalisme et qui demandent la présence de police dans la zone.

Île de Brava	BRAGA, CAMPO BAIXO, LOMBA TANTUM
Île de Fogo	ACHADA GRANDE, PAI ANTONIO, ROÇADAS, CURRAL DE ÔCHO, LUZIA NUNES, PONTA VERDE
Île de Santiago Zone Nord	ACHADA MONTE, BOLANHA, ACHADA TENDA, CHÃO BOM
Île Santo Antão	PONTINHA DE JANELA, FAJÃ DE DOMINGAS BENTA, FIGUEIRAL, JOÃO AFONSO, LOMBO DE BIATRIZ, / RABO CURTO, LUGAR DE GUENE, PIA DE CIMA C. PEDRAS
Île de São Nicolau	CALEIJÃO, ALTO FONTAINHAS

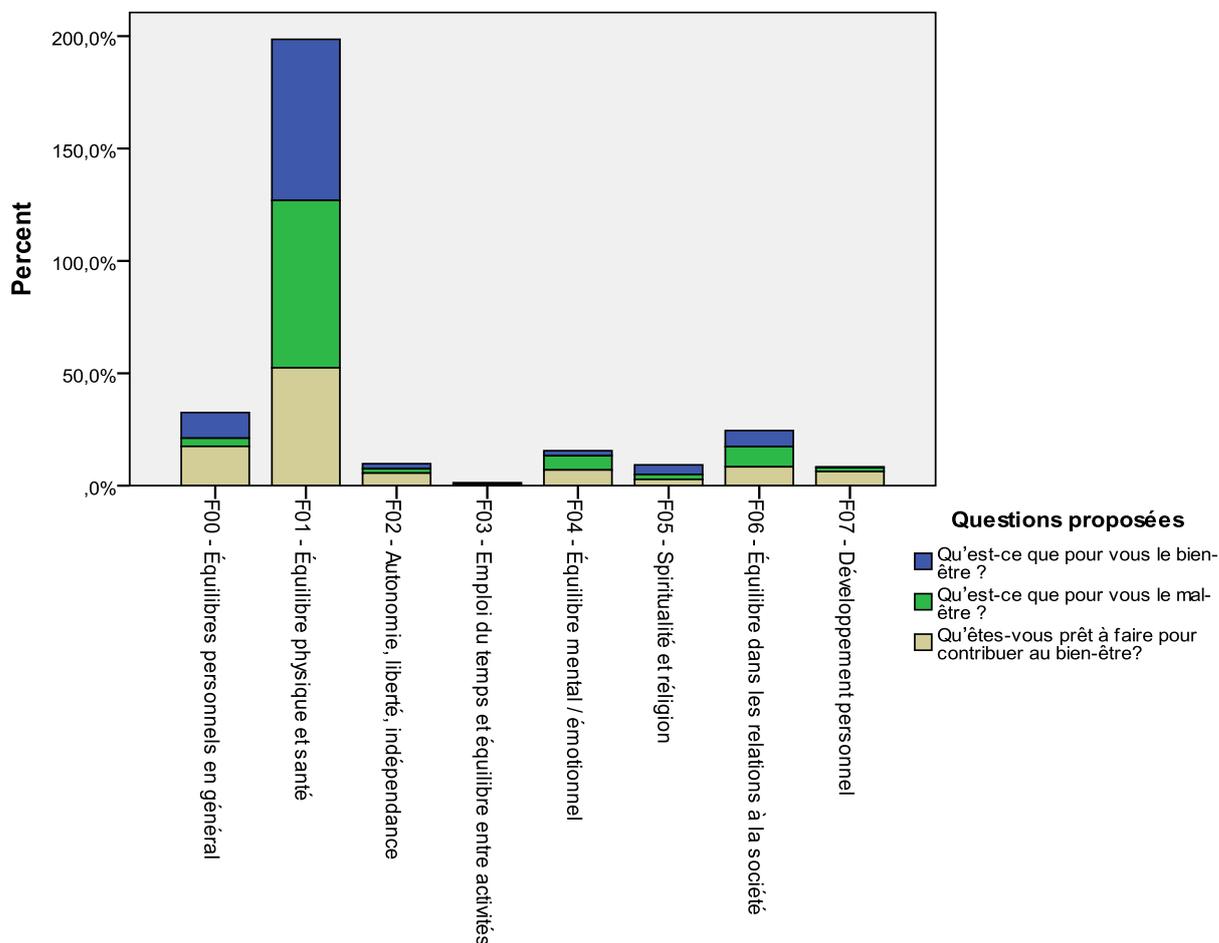
L'autre composante d'intérêt : « E02 » : « POLITESSE, RESPECT ET TOLÉRANCE », intéresse en particulier les personnes jeunes et adultes, qui évoquent en grande partie « LE RESPECT » (72,7%) et contient d'autres concepts comme par exemple : «le comportement civique », « la compréhension », « le racisme ». (Voir le tableau 93 de l'annexe).

Finalement, la composante « E03 » : « SOLIDARITÉ, PARTAGE ET TRANSMISSION DES SAVOIRS ET RESSOURCES » intéresse les JEUNES, concernés par « l'aide mutuelle », la «solidarité », le « dialogue », les « partages et échanges dans/et avec d'autres communautés». Curieusement, les ADULTES sont soucieux de « l'abandon des personnes» (d'enfants, de personnes âgées) et les personnes MATURES de la «convivialité».

6.6- La dimension F « Équilibres personnels »

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suit:

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « F » « ÉQUILIBRES PERSONNELS » et par rapport aux questions proposées.



La dimension « F » « EQUILIBRES PERSONNELS » a une relative importance pour la population participante. Les résultats montrent un certain équilibre entre les deux premières questions (1ère question : 6,70% et 2ème question : 4,08%), tandis que les critères baissent incroyablement en pourcentage, en relation à la 3ème question : 1,09%. On peut dire que cette dimension se centre principalement sur l'état de santé, idée essentielle dans les réponses aux trois questions.

Il est clair que, pour la population participante, le bien-être fait partie d'une conception de la vie dans laquelle l'équilibre personnel est une pièce fondamentale. Le faible résultat du pourcentage des critères à la 3ème question indique, cependant, que la population participante est peu inquiétée par la résolution de problèmes qui touchent directement à l'individu, parmi lesquels se retrouvent les composantes : « EMPLOI DU TEMPS », « SPIRITUALITE ET RELIGION » et « DEVELOPPEMENT PERSONNEL », et qu'elle se sent plus concernée par les aspects collectifs, que par cette thématique.

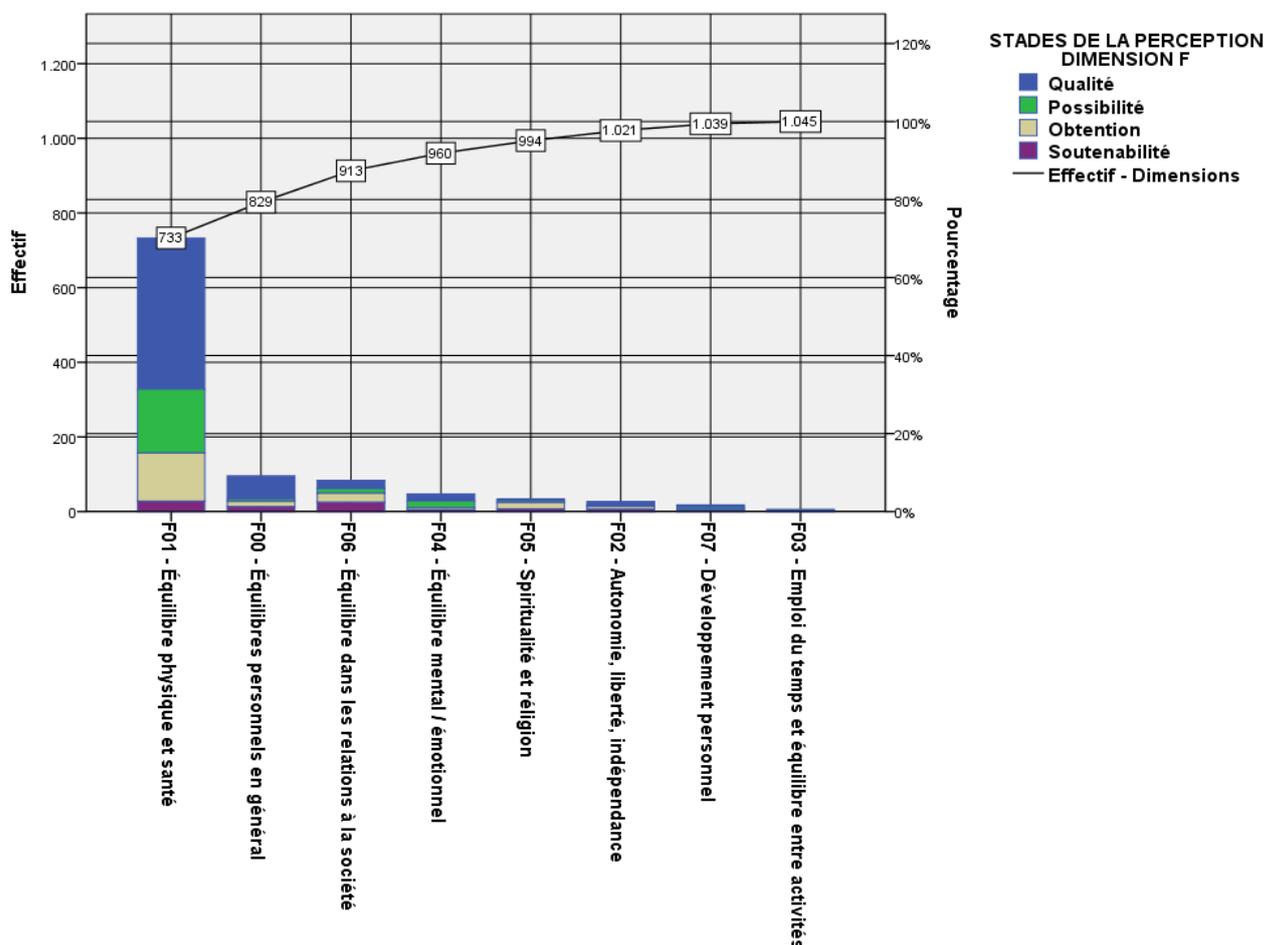
Dans cette dimension le nombre d'appréciations entre femmes et hommes est pratiquement équilibré : 38,81% et 37,80%, respectivement.

En prenant compte « l'ÂGE », la population participante se répartit à l'intérieur de cette dimension comme suit : 47,66% de jeunes, 31,10% d'adultes et 14,45% de personnes d'âge mure.

Les trois groupes d'âge sont spécialement soucieux de la composante « F01 » (70,14% du total) : « ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET SANTÉ », surtout les personnes adultes qui souhaitent en exclusivité : « être en bonne santé », « ne pas être malade ». Néanmoins les personnes adultes et les jeunes ajoutent d'autres critères, comme : « éviter le SIDA et les maladies sexuellement transmissibles », les « toxicomanies » et « la consommation excessive d'alcool et drogues ». (Pour le reste des pourcentages voir le tableau 99 de l'annexe).

Selon le diagramme de Pareto et la courbe décrite de façon presque horizontale (contenant des fréquences accumulées) l'ordre des priorités à l'intérieur de la dimension E est claire : résoudre les problèmes liés à « la santé » et à « avoir de la santé », un critère contenu dans la composante « F01 : ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET SANTÉ » et qui regroupe 70,14% des inquiétudes.

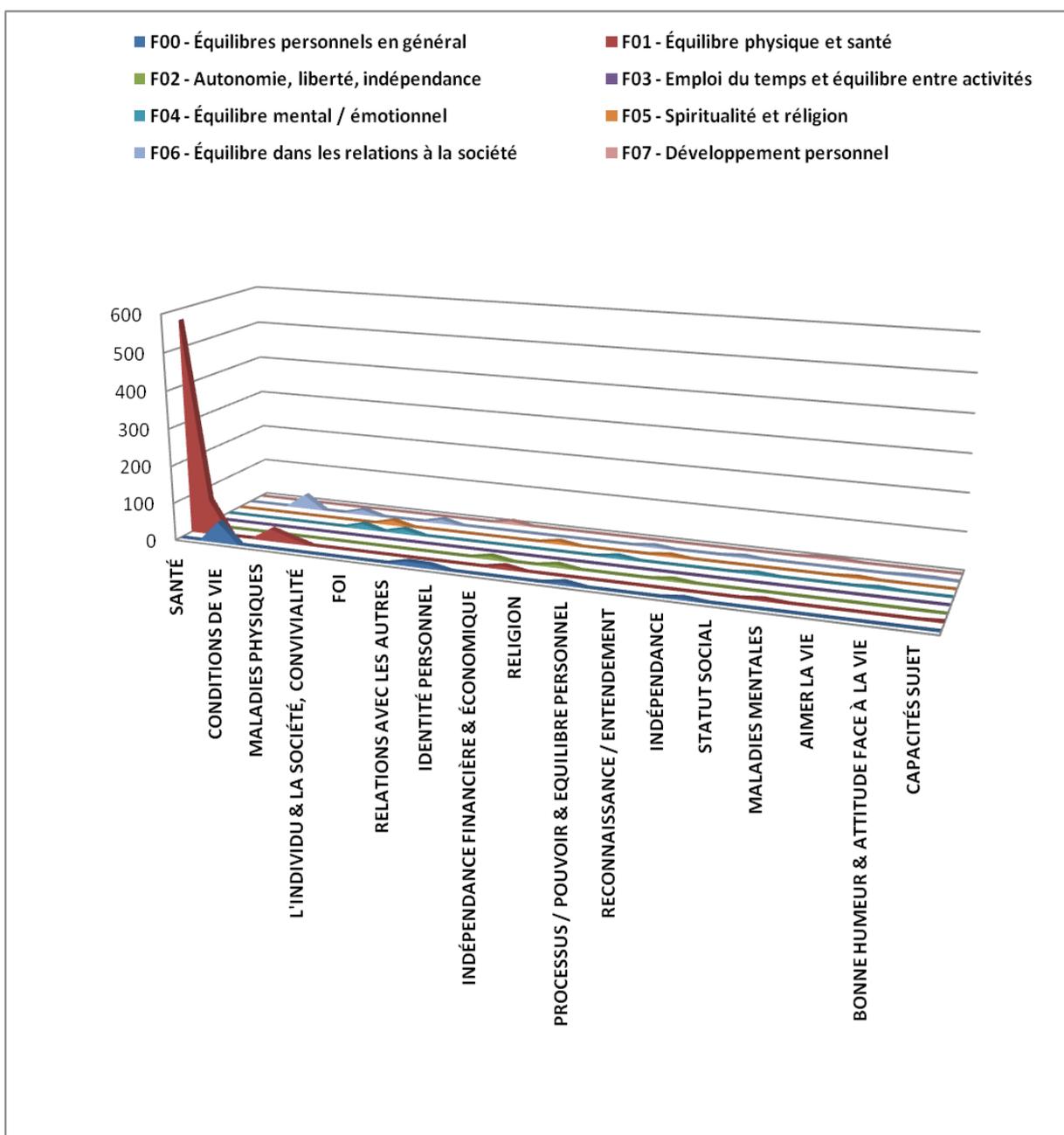
Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION F, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



À l'intérieur de cette dimension, les intérêts de la population se centrent exclusivement et clairement dans la première composante et, selon Pareto, atteignent les pourcentages référés ci-dessous :

« F01 : ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET SANTÉ »	70,14% des intérêts / souhaits / contraintes
« F00 : ÉQUILIBRES PERSONNELS EN GÉNÉRAL »	9,19% des intérêts / souhaits / contraintes
« F06 : ÉQUILIBRES DANS LES RELATIONS À LA SOCIÉTÉ »	8,04% des intérêts / souhaits / contraintes

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION F.

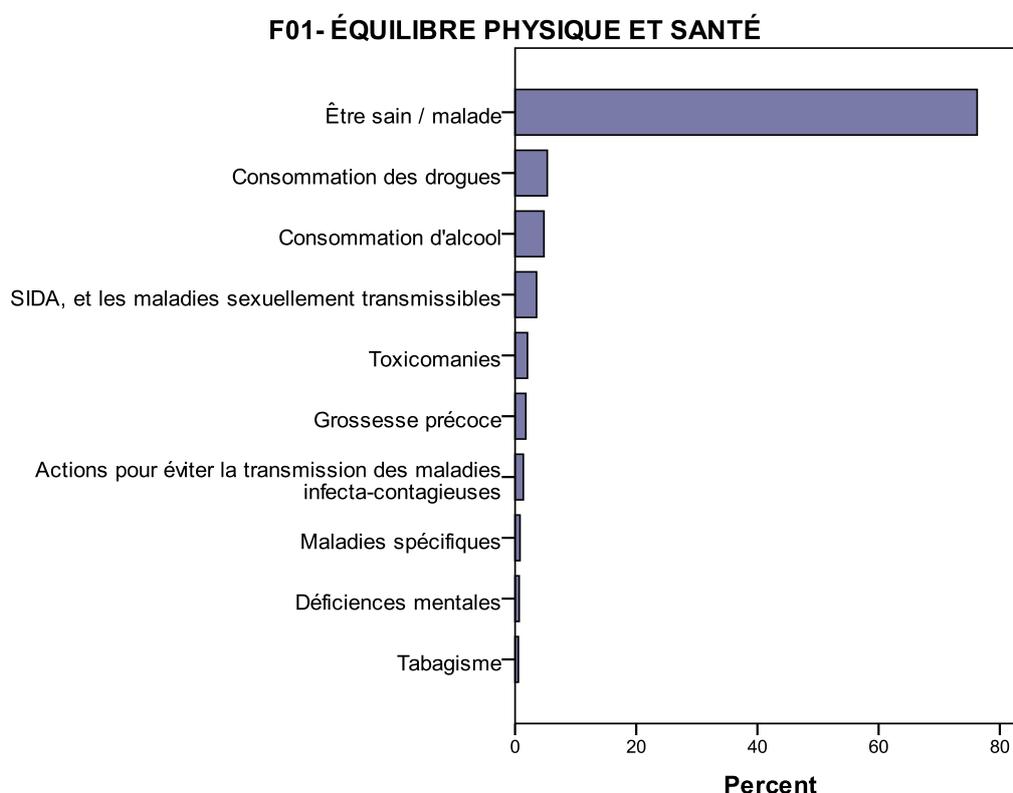


Ci-dessus le graphique nous montre très clairement la saturation atteinte par le concept générique « SANTÉ ». Très éloigné du reste des objets, il laisse entrevoir qu'il est porteur, presque en exclusivité, des préoccupations des citoyens contenues à l'intérieur de la DIMENSION F.

La deuxième composante en importance est la « F00 » (9,19%) qui parle « des conditions de vie en général » (vivre bien, vivre mieux), « vie stable et normalisée », « vie salubre et heureuse » et « vie harmonieuse ».

En troisième place se situe la composante « F06 » : « ÉQUILIBRE DANS LES RELATIONS EN SOCIÉTÉ » (8,04%), dans laquelle les adultes et personnes âgées évoquent : « la vie en sécurité / insécurité », « vivre sans guerres ou conflits », « vivre dans la violence », tandis que la jeunesse apporte des idées liées à : « la capacité d'apprendre de la vie », « l'opportunité de mettre en œuvre et pouvoir développer toutes nos connaissances » ou « avoir l'opportunité de voyager ».

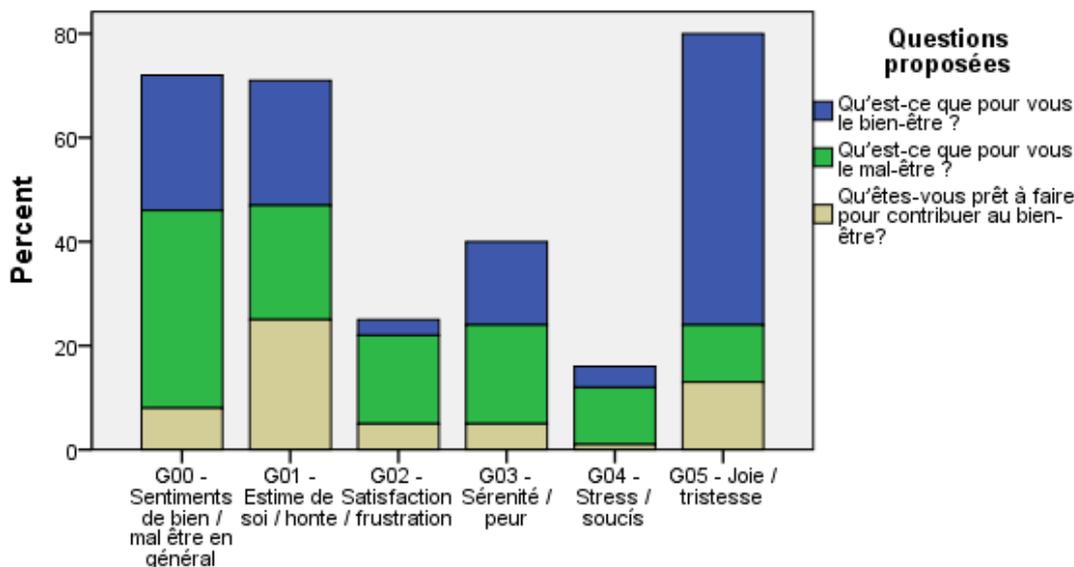
Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante « F01 » « ÉQUILIBRE PHYSIQUE ET SANTÉ ».



6.7- La dimension G « Sentiments de bien/mal-être »

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suite :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « G » « SENTIMENTS DE BIEN / MAL-ÊTRE » par rapport aux questions proposées.



La dimension établie par les « SENTIMENTS DE BIEN / MAL-ÊTRE » est de loin la plus faible en poids et se maintient presque imperturbable en nombre de critères en réponse aux trois questions (1ère question : 1,56%, 2ème question : 1,09% et 3ème question : 1,09%).

La dimension G nous a obligés à fusionner deux variables : « objet » et « signification ». L'« objet » a pu classer un total de ... sentiments et la signification » les a reclassés, à nouveau, à travers des « effets » décrits par l'individu : les états d'âme, les émotions, en bref, un ensemble de perceptions qui au sens psychologique nous renvoie à la conception de ces sentiments. C'est pour cette raison que la variable signification reste ici on pourrait dire « résiduelle » et classe l'appartenance des critères au milieu sociétal ou individuel.

On constate avant tout que les sentiments et les émotions de bien / mal-être sont exprimées par les Cap-Verdiens sans honte, mais, comme on peut l'imaginer, elles le sont davantage par les femmes que par les hommes. Les pourcentages entre sexes sont évidents : 46,38% de critères féminins, contre 35,86% de masculins.

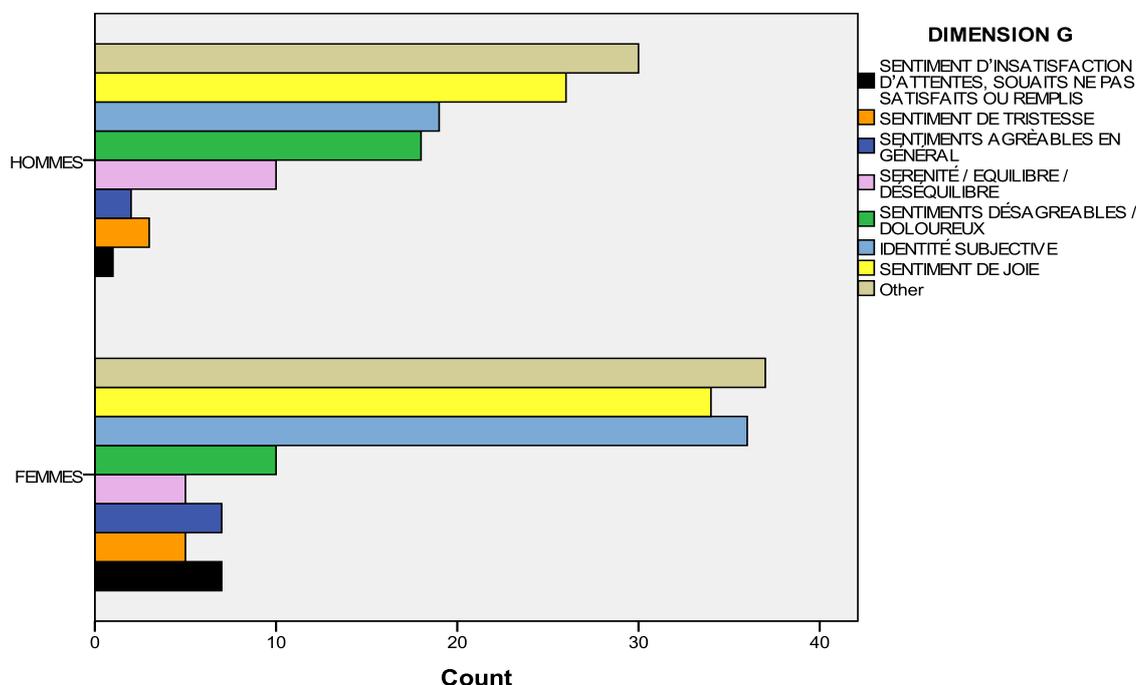
De la même manière, les femmes évoquent plutôt d'avantage que les hommes : la « joie » (la joie de l'amour, le bonheur) et montrent un fort besoin « d'identité subjective » (c'est-à-dire, avoir estime de soi, amour propre, esprit d'autocritique). Elles manifestent, ainsi une prise de conscience majeure à l'égard du haut pourcentage des sentiments « d'insatisfaction », « d'attentes ou souhaits non satisfaits ou non remplis ».

Chez les hommes on s'aperçoit qu'ils évoquent plutôt les sentiments « désagréables et douloureux » (de malheur, de haine, de colère, d'aversion, de dégoût, de trahison, etc.), ainsi que leur désir d'une vie

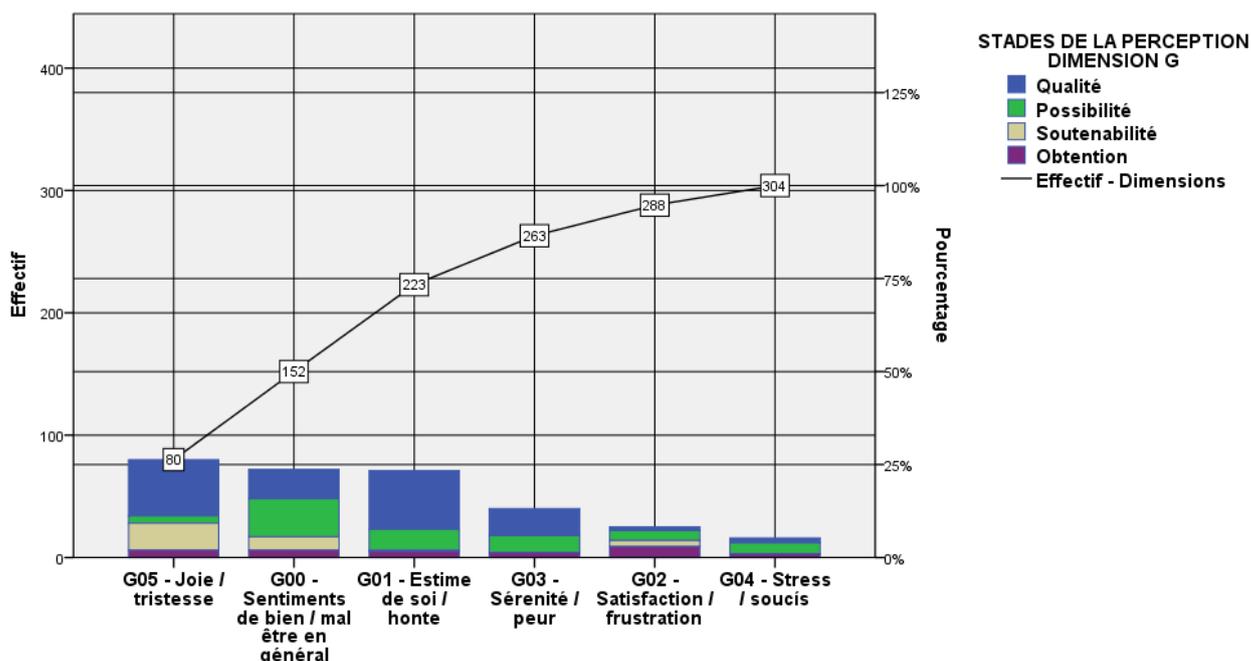
dans laquelle ils puissent « être équilibrés » c'est-à-dire : tranquilles et à l'aise, faire confiance aux autres, épanouir des sentiments de stabilité, etc.

Graphique de barres de la répartition et le pourcentage atteint par les concepts génériques plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION G parmi les deux sexes.

DIMENSION G : OBJETS GÉNÉRIQUES PLUS ÉVOQUÉS PAR LES DEUX SEXES



Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION G, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



Selon le graphique ci-dessus, la composante « G05 : JOIE / TRISTESSE » est la plus importante et contient les sentiments les plus évoqués par les participants, suivie des composantes « G00 : SENTIMENTS DE BIEN / MAL ÊTRE EN GÉNÉRAL » et « G01 : ESTIME DE SOI / HONTE ». De fait les

trois composantes nommées regroupent 73,35% des émotions positives, des troubles et des crises affectives citées par les citoyens ; ci-dessous les résultats par composante :

« G05 : JOIE / TRISTESSE »	26,32% des émotions positives / troubles / crises affectives
« G00 : SENTIMENTS DE BIEN / MAL-ÊTRE EN GÉNÉRAL »	23,68% des émotions positives / troubles / crises affectives
« G01 : ESTIME DE SOI / HONTE»	23,36% des émotions positives/ troubles / crises affectives

Même si les variables d'âge nous offrent un résultat très intéressant, c'est la jeunesse (40,13%) qui est plus disposée que les adultes (4,61%) ou les personnes d'âge mature (12,82%), pour parler ouvertement de ses sentiments.

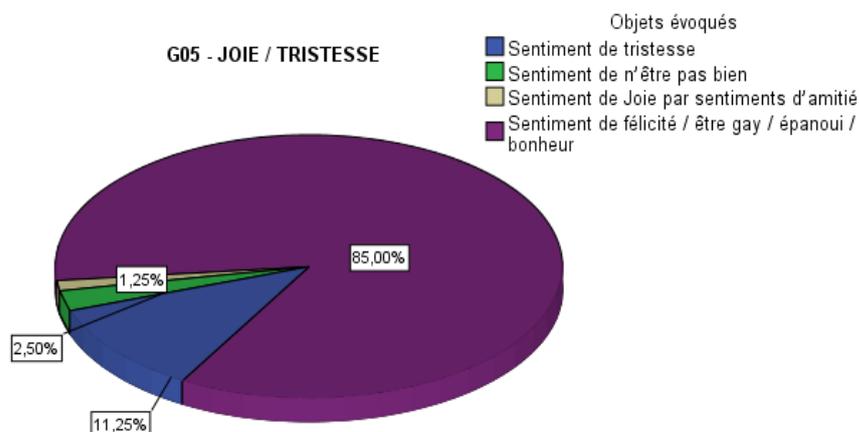
La composante plus évoquée par la jeunesse est la « G05 » : «JOIE /TRISTESSE » (27,86%) et parle d'idées comme: « être heureux/malheureux », « être souriant », « agir pour être vraiment heureux », « vivre dans une ambiance de gaieté ».

Les personnes adultes et d'âge moyen s'inclinent sur les critères de la composante « G00 » : « SENTIMENT DE BIEN/MAL-ÊTRE EN GÉNÉRAL » (35,71%) comme la « haine », « se sentir sûr de soi », « se sentir inutile ».

Et les personnes âgées situent en deuxième rang les sentiments de la composante « G01 » « ESTIME DE SOI/HONTE » (33,33%), avec des critères comme « sentir estime de soi » « avoir confiance en soi » et « amour-propre ».

De façon plus précise on peut constater que la composante « G05 : JOIE / TRISTESSE » contient presque 85% des « sentiments de bonheur / être joyeux / s'épanouir » (on remarque également que cette composante est confirmée par des critères référés au stade de la perception de la « qualité »).

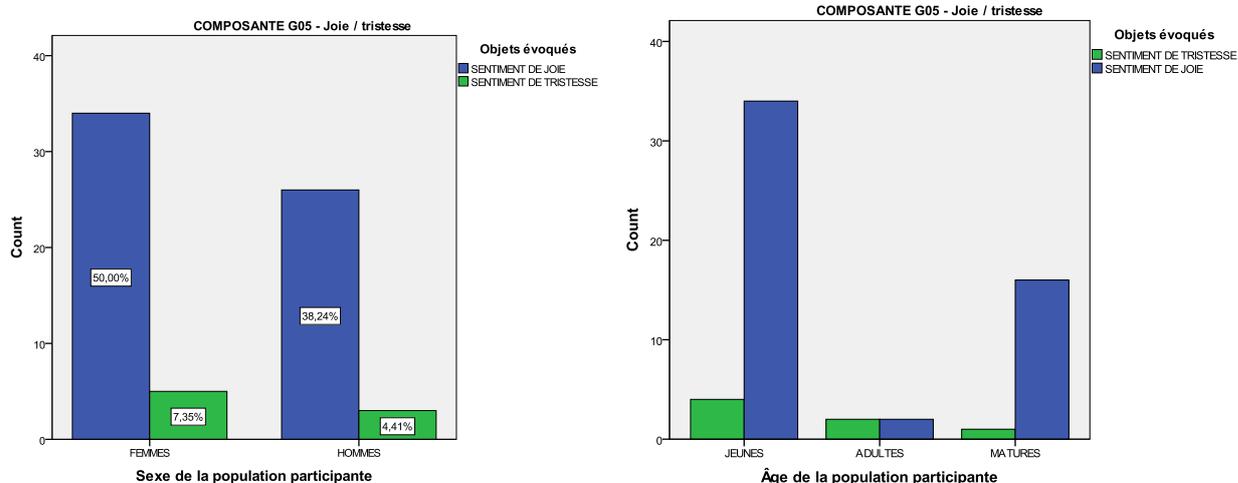
Graphique de diagramme à secteurs du pourcentage des « concepts » évoqués dans la composante G05



La proportion des critères entre hommes et femmes, cités à l'intérieur de cette dernière composante, n'est pas significative (50% des femmes / 38,24% des hommes évoquent « la joie » de vivre), mais si l'on compare la proportion des résultats entre les tranches d'âge on peut observer des fluctuations

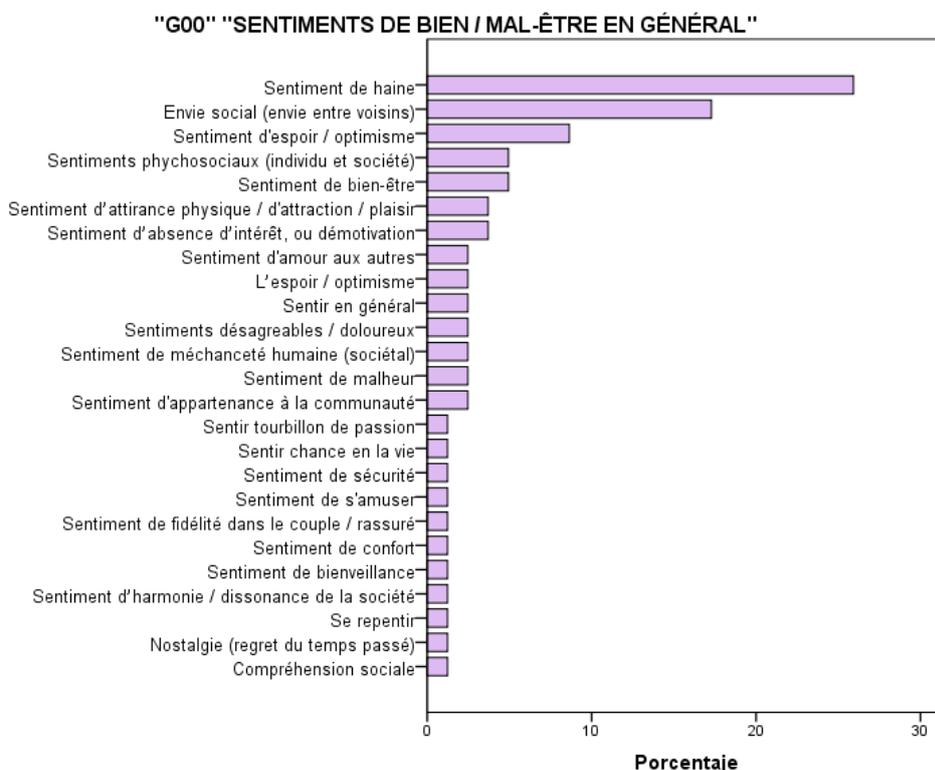
importantes : la jeunesse évoque la joie de vivre en proportion énorme par rapport à celle de l'âge mature.

Graphiques de barres de la distribution par sexe et âge de la joie / tristesse à l'intérieur de la dimension G05.



La composante « G00 : SENTIMENTS DE BIEN/MAL-ÊTRE EN GÉNÉRAL » occupe la seconde place en importance et à son intérieur récolte des critères génériques non attribuables à d'autres composantes, comme par exemple : « la haine » (25,9%), « l'envie sociale » (entre voisins) (17,3%), « l'espoir, l'optimisme » dans la vie (8,6%), ainsi que le « bien-être » en général (4,9%).

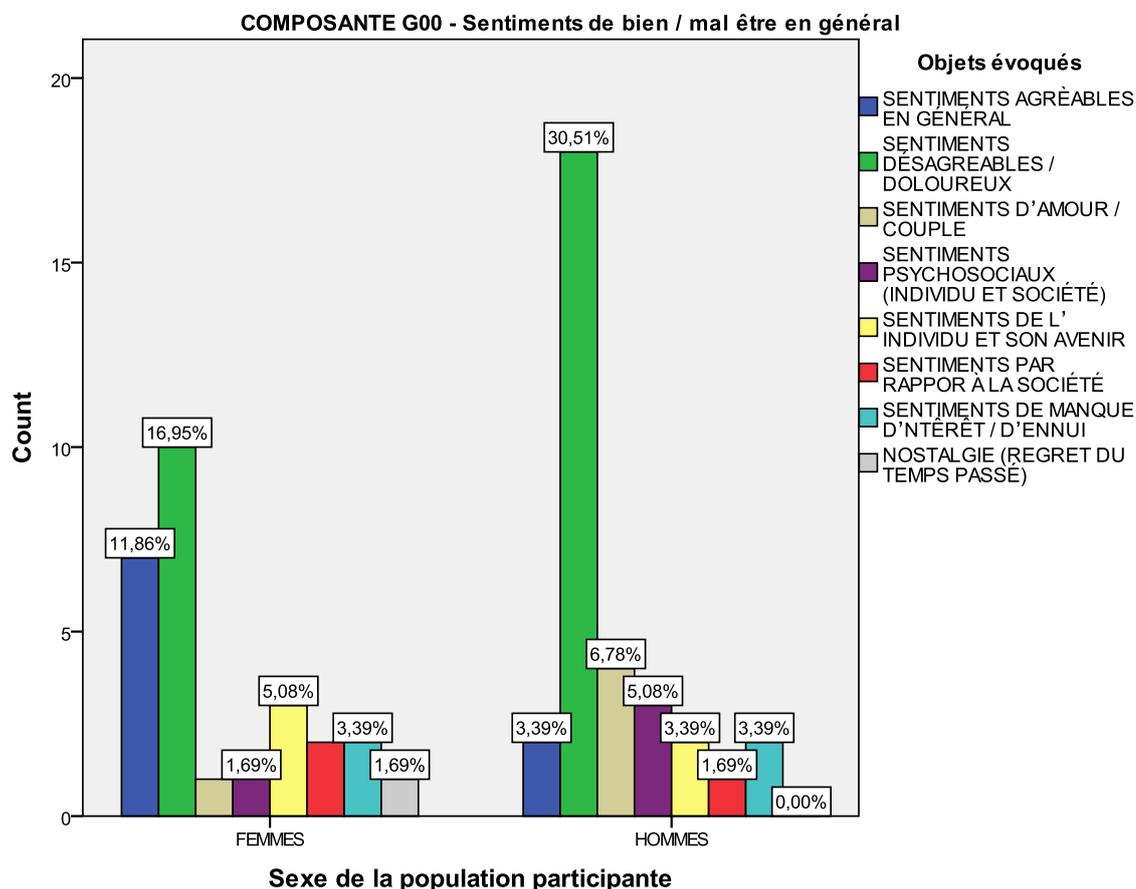
Graphique représentatif des concepts plus évoqués à l'intérieur de la composante « G00 » « SENTIMENTS DE BIEN/ MAL-ÊTRE EN GÉNÉRAL »



Ensuite on analyse les résultats offerts par la composante G00 selon les sexes. On peut remarquer que les hommes évoquent les sentiments « désagréables » (30,51%) en plus grand pourcentage que les femmes (16,95%) et qu'en contrepartie les femmes suggèrent les sentiments « agréables » (11,86%)

plus que les hommes (3,39%). Les hommes sont aussi plus enclins à parler de leur souhait de «sentir l'amour en couple» (6,78%) que les femmes (1,47%). Et, en ce qui concerne les «sentiments psychosociaux» (référés aux sentiments exprimés par l'individu face à la société : compréhension sociale, le honneur, sympathie / antipathie sociale, la gratitude, le mépris, etc.), les femmes l'emportent en comparaison avec les hommes (femmes : 5,08% / hommes : 1,69%).

Graphique de barres de la répartition des sentiments selon les sexes à l'intérieur de la composante G00.



Et finalement, la composante « G01 : ESTIME DE SOI / HONTE » regroupe en grande partie les « sentiments d'estime de soi / honte » qui constituent 63,6% des sentiments évoqués par la population, suivis par le besoin d'« amour propre » (9,1%) et, entre autres, « se sentir digne » (5,2%).

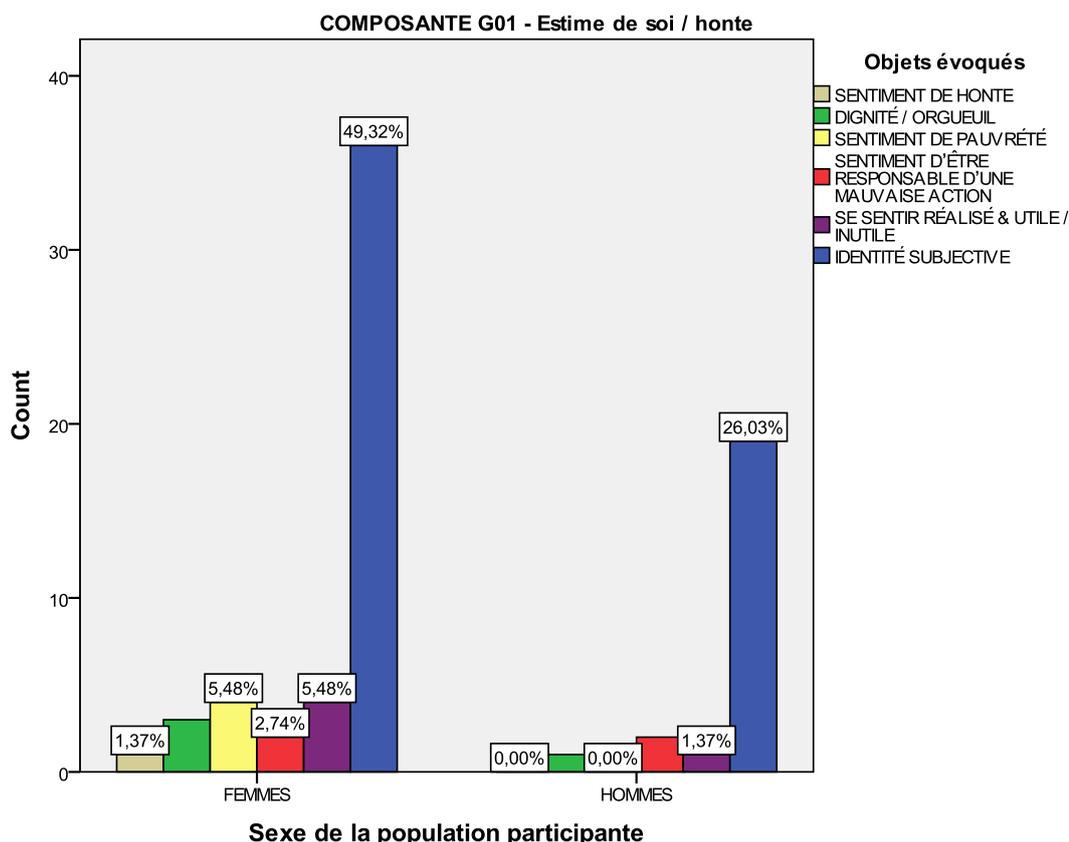
Ici, on peut affirmer que les femmes ressentent le besoin d'affirmer leur identité subjective plus que les hommes (49,32% femmes – 26,03% hommes) en rapport à la « sensation de pouvoir prendre des décisions », « l'estime de soi », « le sentiment d'amour propre », ou « l'esprit d'autocritique ». Quant aux groupes d'âge, la jeunesse démontre un besoin énorme de reconnaissance de sa propre identité subjective, avec un 52,38% face au 9,52% de l'âge adulte et au 12,70% des matures.

Les femmes d'âge adulte sont les seules à manifester et reconnaître sans vergogne le mauvais sentiment causé « par la situation de pauvreté » dans laquelle elles sont plongées (il existait quelques critères référés aux « sentiments négatifs quand on voit le mauvais état de la maison », ou « le besoin

de pleurer quand on n'a rien pour nourrir les enfants »), alors que chez les hommes ce sentiment n'existe pas.

D'autre part, les jeunes et adultes sont les seuls à évoquer « l'orgueil » et « la dignité », tandis que les matures ne le font pas.

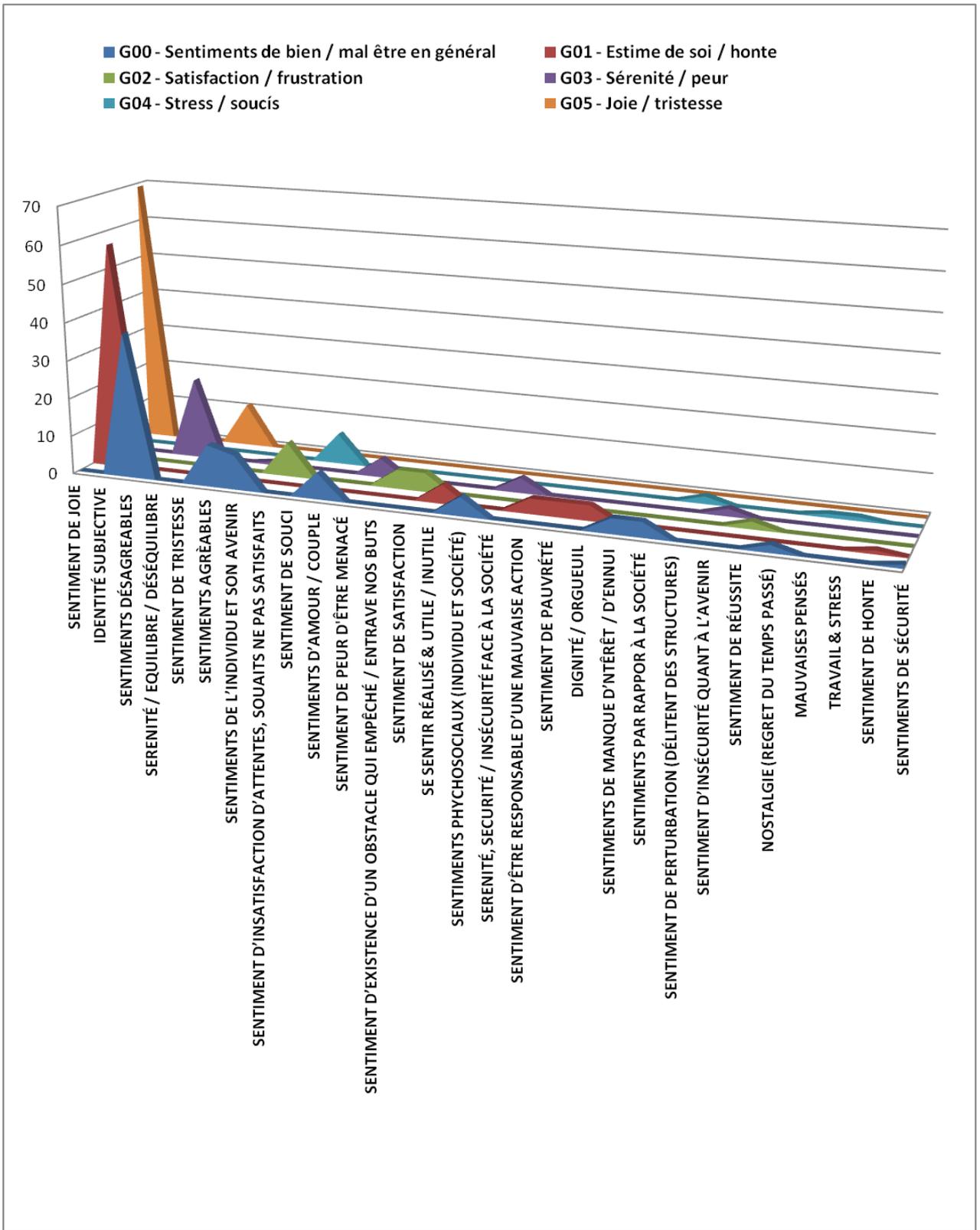
Graphique de barres de la répartition des sentiments entre les deux sexes à l'intérieur de la composante G01.



Les femmes sont plus insatisfaites par leur situation personnelle que les hommes, ce que révèle la composante « G02 : SATISFACTION / FRUSTRATION » dans laquelle 41,18% des femmes affirment sentir « insatisfaction au sujet de leurs attentes et souhaits » non satisfaits ou remplis (face au 5,78% des hommes). Les femmes évoquent aussi constamment se sentir incapables « d'atteindre leur buts dans la vie » (11,76% femmes - 0% des hommes), leur souhait « de réussir leur vie » (11,76% de femmes – 0% des hommes), ce qui nous offre des résultats très évidents sur la réflexion et jugement que celles-ci portent à ce sujet.

Enfin, les concepts génériques plus ressortissants sont ceux qui sont reflétés dans le graphique ci-dessous et qui ne laissent aucun doute sur leur poids et consistance. (Voir le tableau 101 de l'annexe).

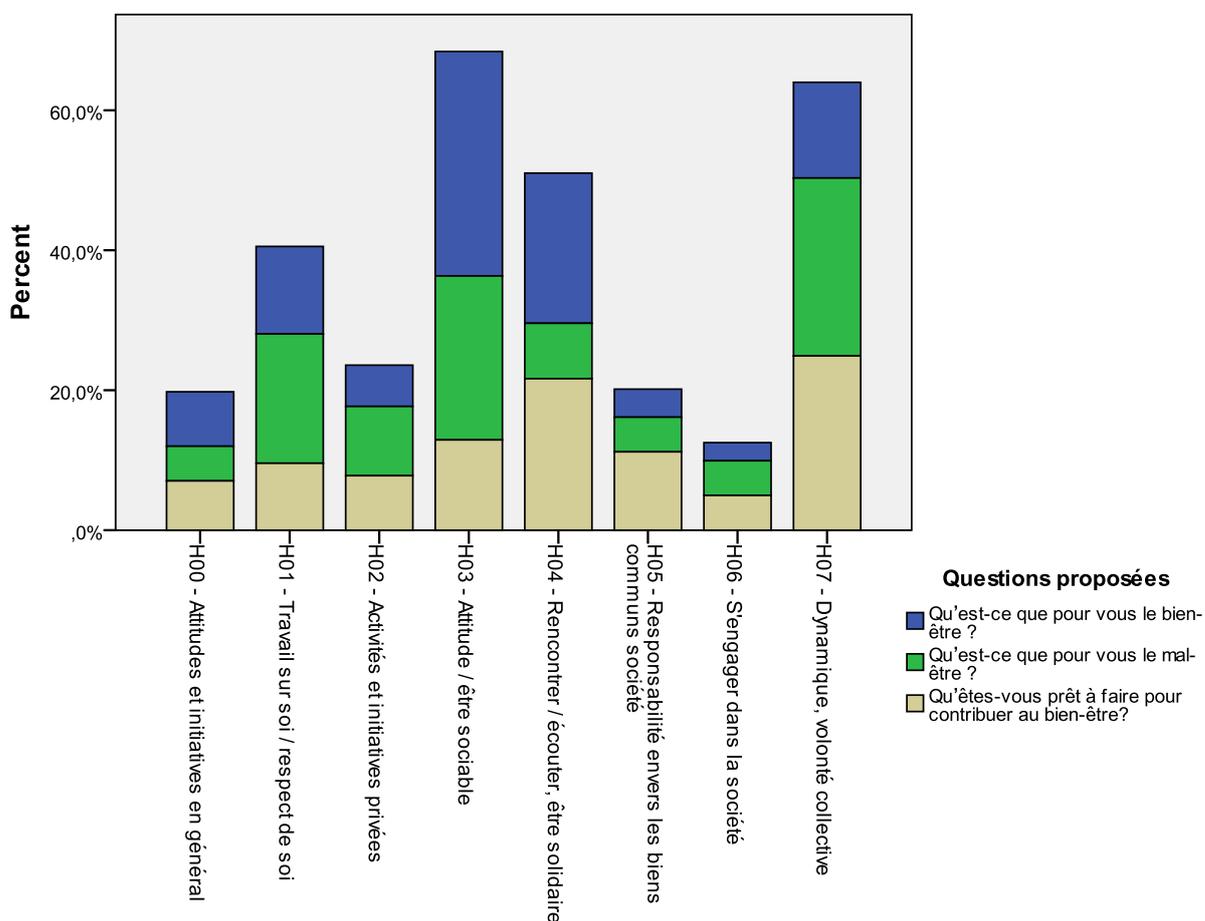
Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION G.



6.8- La dimension H « Attitudes et initiatives »

Cette dimension regroupe ses propres composantes selon les trois questions proposées comme suit :

Graphique de la répartition des critères à l'intérieur de la dimension « H » « ATTITUDES ET INITIATIVES » par rapport aux questions proposées



La dimension « H » fournit le résultat plus spécifique et différent du reste, en regroupant un 62,82% des critères en réponse à la 3ème question (QU'ETES-VOUS PRET A FAIRE POUR CONTRIBUER AU BIEN-ETRE?). Elle se distingue aussi par son côté positif, celui des initiatives à entreprendre pour sortir de la situation de vie dans laquelle la population est plongée.

Cette dimension regroupe tous les critères qui parlent des actions à entreprendre. C'est, en réalité, la plus intéressante, puisqu'elle contient les initiatives proposées pour améliorer l'actuel statut de vie individuel et sociétal.

Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessus, les critères en réponse à la troisième question gagnent en pourcentage dans toutes les composantes.

La variable « SEXE » nous indique que les hommes sont plus actifs que les femmes : 39,88% de femmes / 43,59% d'hommes.

La variable « ÂGE » nous informe que, dans cette dimension « H », la jeunesse double en intérêt les autres groupes d'âge: 47,11% de jeunes, 27,41% d'adultes et 8,53% de personnes d'âge mature.

Pour la jeunesse, la première composante en intérêt est la « H03 » « ATTITUDE / ÊTRE SOCIABLE » (21,27%), dans laquelle on peut voir clairement que ce groupe d'âge es très soucieux du regard des autres, de montrer le meilleur de soi, en parlant de critères comme : « être poli, bien élevé », « avoir un bon/mauvais comportement », « être courtois », « aimable », « obéissant », « sympa », « honnête », « convivial », « compréhensif », « dialoguer entre personnes » et « se disputer, avoir des conflits ».

La deuxième en importance est la composante « H07 » : « DYNAMIQUE, VOLONTÉ COLLECTIVE » (20,16%), qui cite des actions telles que « l'engagement collectif, en équipe », le « dynamisme de la société active, participative aux « luttes communes » (lutter contre la drogue, la pauvreté et les maladies, entre autres), la « création de groupes organisés, communaux » la « création de liens de partenariat » et la « création, élaboration, exécution et implémentation de projets ».

Les adultes évoquent premièrement la composante « H04 » « ÉCOUTER, RENCONTRER, ÊTRE SOLIDAIRE » (25,68%), grâce aux réponses qui parlent : « d'aider ceux qui en ont besoin », « s'entraider » et « soutenir les autres et se soutenir mutuellement ». Puis, deuxièmement, la composante « H07 », avec des idées comme : « action de lutte contre la pauvreté », « s'engager, travailler en commun », « s'organiser pour développer des actions » et « organiser les cadres des ACD ».

Les personnes d'âge mature, tout comme la jeunesse, préfèrent en premier lieu la composante « H07 » (24,73%). Les idées qui en ressortent avec force sont « s'engager en commun, travailler en équipe », « chercher les moyens financiers et les partenaires pour développer des projets », « s'organiser pour développer des actions », ainsi que « la création, élaboration, exécution et implémentation des projets ». La deuxième place en importance est réservée à la composante « H04 » (17,58%), mais dans celle-ci, à l'inverse de la jeunesse, on se centre sur des idées comme : « être solidaire », « prêter attention aux autres », « s'entraider » et « aider ceux qui en ont besoin ».

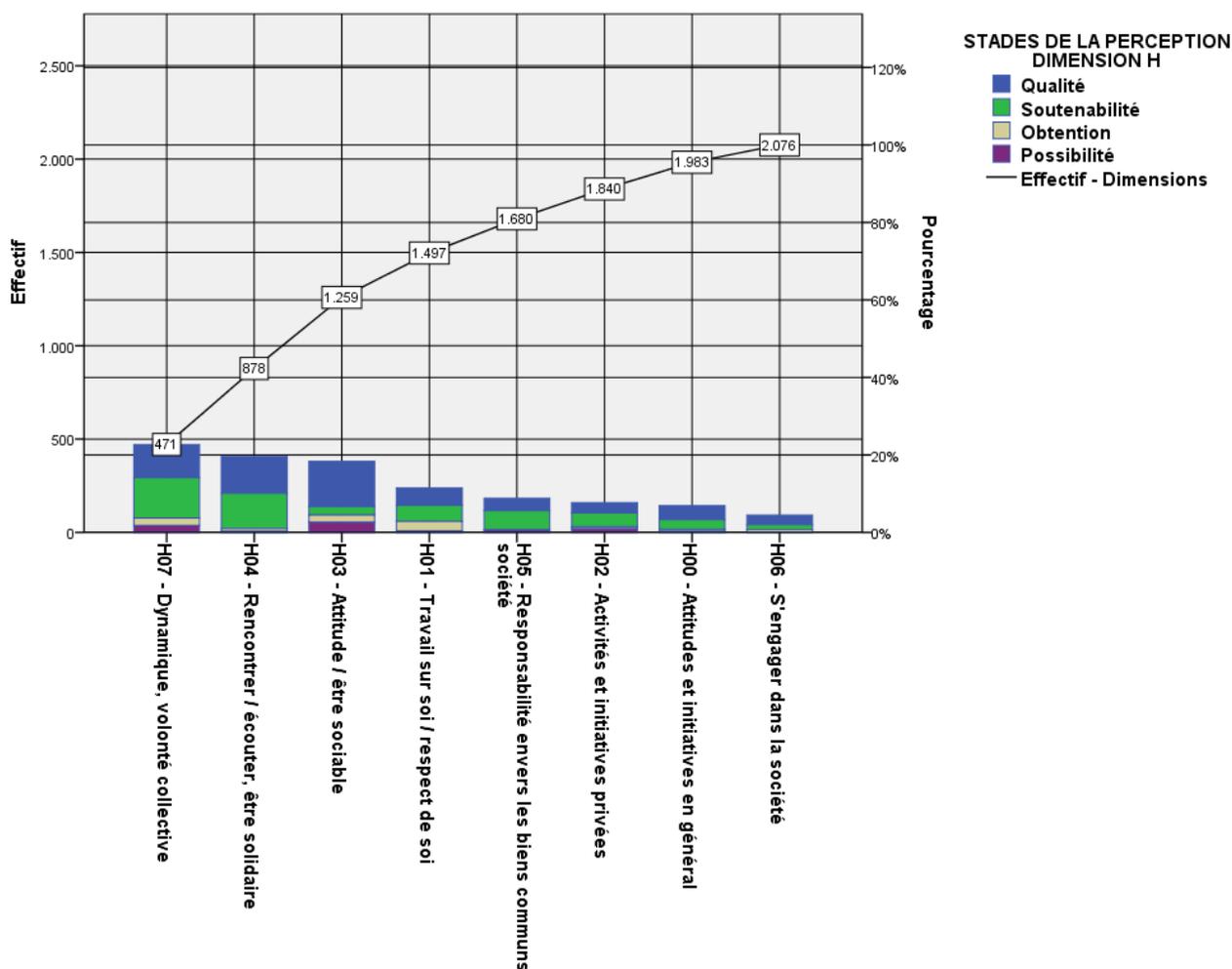
6.8.1- Composantes d'intérêt majeur selon les indicateurs de bien/mal-être

Le principe de Pareto ne fonctionne pas de façon si évidente à l'intérieur de la dimension H, étant donné que nous ne pouvons pas affirmer qu'il existe un facteur précis ou un élément clair qui contribue de façon prééminente ou soit le responsable des effets sur le bien/mal-être décrits à l'intérieur de cette dimension.

Dans le graphique ci-dessous, les barres décroissent légèrement et s'alignent presque à la même hauteur horizontalement. Donc, nous ne pouvons pas affirmer que l'ensemble des critères existants à l'intérieur des trois premières composantes, et qui regroupent 60,65% des préférences, souhaits et contraintes pour atteindre leur bien/mal-être, soient déterminants :

« H07 : DYNAMIQUE ET VOLONTÉ COLLECTIVE »	22,68% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« H04 : RENCONTRER / ÉCOUTER, ÊTRE SOCIABLE »	19,61% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes
« H03 : ATTITUDE / ÊTRE SOCIABLE »	18,36% des intérêts / souhaits / troubles / contraintes

Graphique de Pareto sur les composantes de la DIMENSION H, ayant des effets de distorsion plus frappants sur la population selon les stades de la perception :



6.8.1.1- Composante H03 « Attitude / être sociable » (22,68% des distorsions constatées à l'intérieur de la dimension H)

La composante « H03 » se compose de multiples critères en un seul mot (« éduqué », « courtois », « sympa »...), ce qui s'est révélé comme une entrave dû au manque de précision du concept et idée exacte que le citoyen voulait exprimer. Cette circonstance suscite un grave problème d'insécurité, compte tenu du manque d'information sur la véritable intention des sujets qui ont répondu : « educação » (éducation en portugais), sans avoir précisé si le critère se referait à la « formation académique », à « l'éducation civique », ou bien au concept d'« être bien élevé ». Il serait donc recommandable de prendre en considération, avec une certaine précaution, les résultats offerts par cette composante de la dimension H.

Même si elle n'apparaît pas clairement dans le tableau ci-dessus, en raison de la diversité de sa classement en différents groupes de critères, selon s'il s'agissait de: respect social, mutuel, envers les autres, etc., on peut affirmer que « le respect » est une valeur très puissante, qui atteint globalement un pourcentage du 13,1%. En définitive les personnes pensent que pour avoir du succès dans la vie, il faut se conduire correctement en société (politesse, être bien élevé), dialoguer et communiquer dans le respect pour son prochain.

Graphique représentant les « objets » plus significatifs de la composante « H03 » « ATTITUDE / ÊTRE SOCIABLE ».



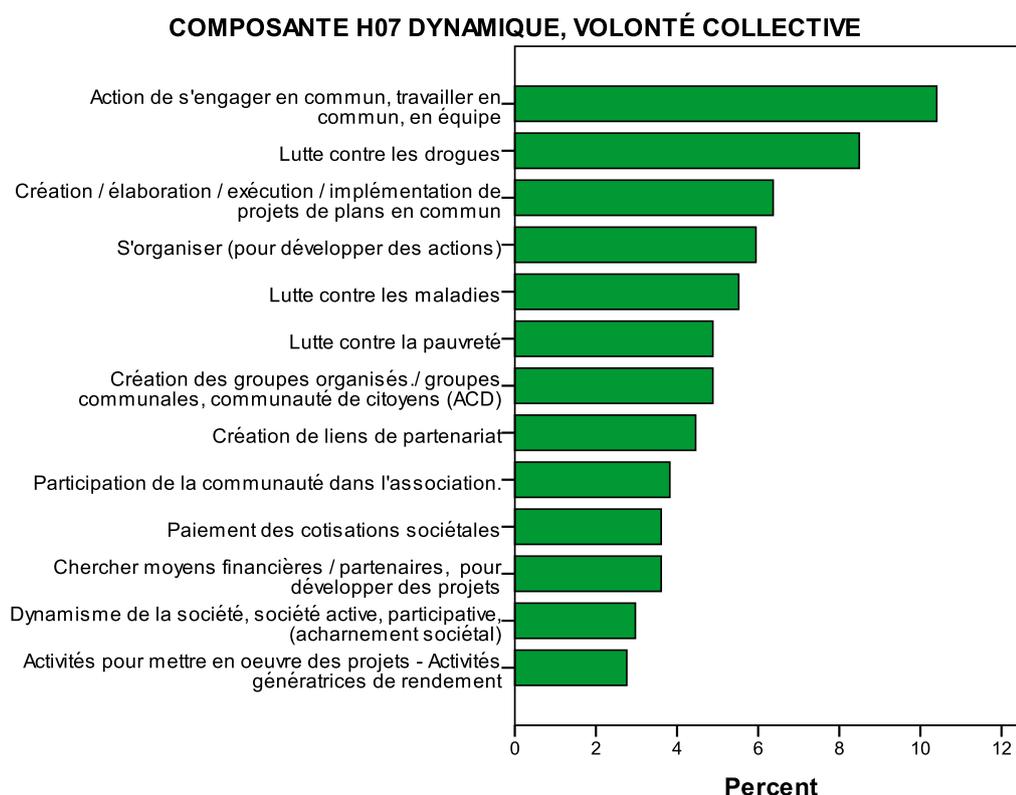
6.8.1.2- Composante H07 « Dynamique, volonté collective» (19,61% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension H)

À mon sens cette composante est la plus importante de la dimension H, puisqu'elle contient toutes les propositions que la population est convaincue de pouvoir accomplir, pour sortir de la situation actuelle.

D'abord on y souligne l'importance de tout type d'actions de collaboration (qui donnent de meilleurs résultats que la compétition) et l'utilité d'adopter des comportements de travail en équipe, d'organisation pour lutter contre les contraintes, les adversités, etc., pilier central d'appui pour une société qui doit lutter contre tout genre d'obstacles (spécialement financiers).

On commence par le graphique des pourcentages achevés par les concepts plus évoqués :

Graphique représentant les « objets » plus significatifs de la composante « H07 » «DYNAMIQUE VOLONTÉ COLLECTIVE ».



De manière concrète on peut affirmer, qu'en premier lieu, se situent les actions référées aux « actions de s'engager en commun, de travailler en équipe» (23,8%), suivies des actions de « lutte contre les drogues » (18,3%), puis par « l'élaboration des projets et de leur mise en œuvre » (15,7%). Sont également d'importance « l'engagement collectif et associatif » (13%), la « création et mise en œuvre

de nouveaux mouvements associatifs » (11,5%), ainsi que posséder une attitude de « dynamisme » (6,6%). (Voir les tableaux 105 et 106 de l'annexe).

La lutte contre les drogues ressort une fois de plus comme une demande prioritaire, qui réapparaîtra ultérieurement à l'intérieur de la variable « signification », tout comme le concept de « lutte contre les maladies », également très évoqué au long de l'enquête. On demande aussi le renforcement des partenariats entre communautés et dans le domaine de la planification et l'exécution des projets.

Mais ici les actions plus intéressantes sont celles rattachées à la collaboration, aussi bien, entre les personnes que les institutions, les organismes ou les communautés. Un exemple de ce dernier type de collaboration est le projet mis en œuvre par la communauté ACD « RIBEIRA DA BARCA » (île de Santiago) et la prison. Son président, JOSE RUI GONZALES OLIVEIRA, m'a raconté comment l'assemblée communautaire de l'ACD avait approuvé la construction de 5 maisons, grâce au financement du PLPR (Plan de lutte contre la pauvreté).

Les bénéficiaires étaient des familles à très faibles revenus, avec beaucoup de charges familiales (membres ou non de l'ACD). Pour pouvoir entreprendre le projet, environ 20% des voisins ont contribué gratuitement à bâtir les maisons. Les 27 portes et 18 fenêtres nécessaires ont été fabriquées avec le matériel fourni par l'ACD aux prisonniers, formés en charpenterie, d'un centre pénitentiaire proche et qui disposait d'un atelier. Pour les récompenser, l'ACD leur a payé une indemnité pour l'achat de produits d'hygiène, comme : savon, dentifrice, etc.

6.8.1.3- Composante H04 « Rencontrer / écouter, être solidaire » (18,36% des distorsions constatées à l'intérieure de la dimension H)

En lignes générales, la population pense que pour sortir de l'actuelle situation et se développer comme groupe, il est indispensable d'accomplir quelconque des actions suivantes :

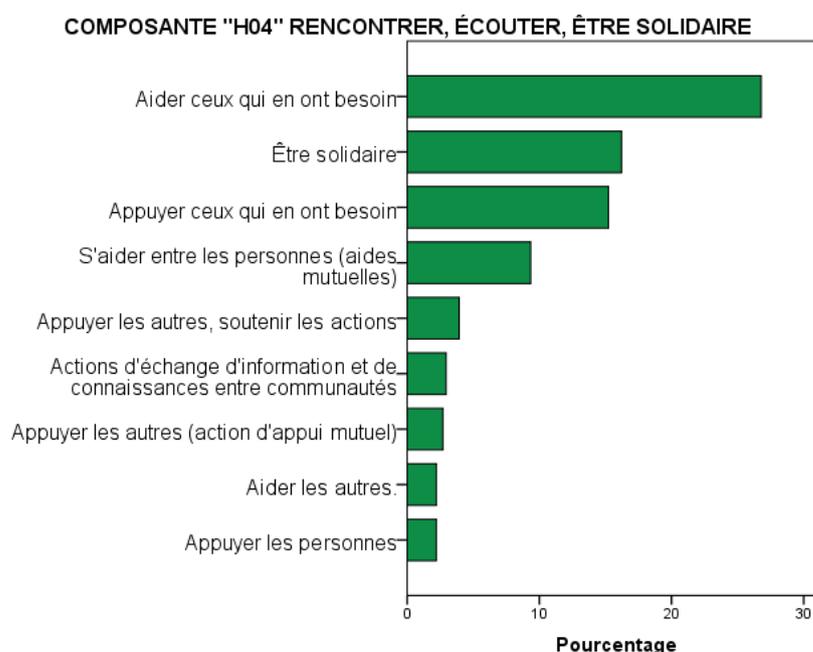
Tableau des concepts génériques évoqués dans la composante « H04 » « RENCONTRER / ÉCOUTER, ÊTRE SOLIDAIRE ».

H04 – RENCONTRER / ÉCOUTER, ÊTRE SOLIDAIRE	Fréquence	%	Pourcentage cumulé
AIDER	167	41,0%	41,0%
APPUYER	112	27,5%	68,6%
ÊTRE SOLIDAIRE	73	17,9%	86,5%
PRENDRE SOIN DES AUTRES	19	4,7%	91,2%
PARTAGER	13	3,2%	94,3%
TRAVALLER AU SERVICE DE LA COMMUNAUTE	7	1,7%	96,1%
ATITUDES SOLIDAIRES (DJUNTA MON)	5	1,2%	97,3%
GÉNÉROSITÉ	5	1,2%	98,5%
ÉCOUTER	3	0,7%	99,3%
ÊTRE ATTENTIF	3	0,7%	100%
TOTAL	407	100%	-

Ce qui nous frappe au premier coup d'œil, c'est l'attitude de solidarité, la variété des propositions présentées pour aider les autres, ainsi que la détermination d'une population pour s'appuyer, s'aider, partager, et prétendre le renforcement de l'engagement de tous les acteurs locaux (personnes, institutions, associés, etc.) pour se développer, en présentant des actions de collaboration à but non lucratif comme une issue à la pauvreté et / ou un facteur essentiel de cohésion sociale.

Un phénomène très intéressant est celui des actions de travail en commun, au sein des communautés, appelé : « DJUNTA MON ». Il s'agit d'un mouvement de solidarité dans lequel la population, les proches, les voisins, s'engagent à collaborer dans un projet communautaire ou privé. La collaboration existe à grande et à petite échelle : entre voisins, entre communautés, ou villages, et à tous les niveaux : travaux agricoles, de nettoyage, partage d'expérience, emprunts de matériel (agricole, de construction, etc.), main d'œuvre gratuite, etc. Grâce à cette solidarité, la plupart des projets sont réalisés malgré les difficultés et obstacles existants.

Graphique représentant les « objets » plus significatifs de la composante « H04 » RENCONTRER / ÉCOUTER, ÊTRE SOLIDAIRE ».



Dans son ouvrage: «*Djunta-mon em três tempos: pós-independência, imigração e transnacionalismo. Aspectos da experiência associativa cabo-verdiana*», Iolanda Evora donne une parfaite description, identification et évolution du concept, grâce auquel : « on peut identifier des formes particulières, idéologique et culturelles, de la pratique sociale du Djunta-mon », typique du Cap-Vert ».

Cette pratique se fonde sur l'éthique de s'entraider les uns les autres, dans la mesure de pouvoir apporter des solutions en temps voulu, et constitue un signe de reconnaissance du pays afin de promouvoir l'intégration sociale et résoudre les problèmes et besoins communs.

Actuellement, et parce-que certaines conditions formelles s'imposent (le besoin d'une rigueur et de compétences techniques d'un travail ou projet), l'adhésion spontanée et volontaire de la population à l'aide réciproque semble s'affaiblir.

C'est un mouvement qui a souvent permis de surmonter les difficultés (de telle manière que, quand les ressources économiques étaient suffisantes, la population apportait gratuitement la main d'œuvre), une stratégie collective très utilisée, qui assure la survie et le succès de la vie associative. C'est, par exemple, le cas de l'ACD appelée "DJIMILI" (île de São Vicente), qui avait approuvé en assemblée l'urgente réhabilitation de la maison en ruines d'une femme âgée, qui pourtant n'appartenait pas au mouvement associatif.

Tout a débuté avec la procédure de recherche de fonds, en commençant par le programme de lutte contre la pauvreté (avec la présentation d'un projet de réhabilitation). La Commission régionale de partenaires (CRP) leur a octroyé une petite contribution financière (60 000 escudos Cap-Verdiens), une somme clairement insuffisante pour couvrir de même l'achat des matériaux, étant donné que le projet fixait le coût des travaux à 300.000 escudos (matériaux et main d'œuvre des ouvriers comprise). Finalement, ils ont obtenu une autre contribution d'une Association de migrants Cap-Verdiens aux Etats-Unis, mais comme ce deuxième apport était encore insuffisant, et la communauté déterminée à aider cette femme, certains voisins se sont engagés à travailler gratuitement en dehors des heures ouvrables.

La solidarité est très répandue au-delà des limites associatives. Il est fréquent que les associations assistent ou aident économiquement, à des moments ponctuels, les citoyens plus démunis ; par exemple : l'ACD "BOCA DA CORUXA" (île de Santo Antão), qui a décidé en assemblée générale de l'achat de cercueils, lorsque survient un décès dans une famille sans ressources. On aide aussi les malades, pour l'achat des médicaments ou en assumant le coût du transport sanitaire vers un centre de santé, et cela même si les bénéficiaires appartiennent ou non à l'association.

Un autre exemple est celui de l'ACD "BALEIA" (Île de Brava) où tous les voisins de la communauté rurale collaborent à l'agriculture locale, en participant gratuitement à la semence (mois de juin et juillet). Et, une ou deux fois par an, environ 30 bénévoles contribuent à la campagne de nettoyage du village et alentours.

Cependant, certaines communautés constituées de longue date, se plaignent du recul du mouvement solidaire, si nécessaire pour le monde associatif. Par exemple, l'ACD "14 MAIS" (Île de Santo Antão) qui essaye actuellement de sensibiliser les personnes pour qu'elles participent et s'impliquent dans les actions communes, car, malheureusement, le « Junta mon » est tombé à un niveau très faible (selon le président de la communauté).

En bref, le tableau suivant nous indique clairement la proportion atteinte par les CONCEPTS GÉNÉRIQUES à l'intérieur de la DIMENSION H dans lequel on remarque sans nul doute que la population participante est convaincue du besoin de « s'entraider » (8,04%), d'« aider ceux qui en ont besoin », « aider la société en général » et « aider à résoudre les problèmes ».

Suivent en importance le grand souci de la population pour « éviter la consommation de drogues et de prendre de mauvaises habitudes » (5,92%), ainsi que les dénommées : « luttes communes », liées aux initiatives et actions en commun pour combattre la pauvreté, les drogues, l'inégalité, la discrimination, l'insécurité, le vandalisme et l'abus sexuel, entre des autres, qui occupent le troisième lieu avec 5,92%.

Graphique de barres des CONCEPTS GÉNÉRIQUES plus ressortissants à l'intérieur de la DIMENSION H.

